

UNIVERSITÉ DE CAEN. — FACULTÉ DE DROIT

DE

L'Ancien Régime Matrimonial Normand

ET

De sa Survivance dans la Pratique Notariale

SOUS LE DROIT INTERMÉDIAIRE ET SOUS LE CODE CIVIL

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Soutenue publiquement dans la Salle des Actes de la Faculté de Droit

Le Jeudi 27 Février 1908, à 3 heures 1/2

PAR

Charles ALLINNE

Principal Clerc de Notaire

JURY D'EXAMEN :

Président : M. LEBRET, professeur

Suffragants { *MM. ASTOUL, professeur*
BINET, chargé de Cours

PARIS

IMPRIMERIE BONVALOT-JOUE

15, Rue Racine, 15

1908

THÈSE
POUR
LE DOCTORAT

UNIVERSITÉ DE CAEN

FACULTÉ DE DROIT

Année scolaire 1907-1908

DOYEN :

M. EDMOND VILLEY (*, I. *), membre de l'Institut, membre du Conseil supérieur de l'Instruction publique.

PROFESSEURS :

MM.

DANJON (I. *), professeur de Droit commercial, chargé du cours de Droit maritime.

EDMOND VILLEY (*, I. *), professeur d'Economie politique, chargé du cours de Législation financière.

GUILLOUARD (*, I. *, C. H, G. O. H, C. I. C. H, O. H, L. H), professeur de Droit civil, correspondant de l'Institut.

LEBRET (I. *), (ancien Ministre de la Justice), professeur de Droit civil, chargé du cours de Notariat et Enregistrement.

CABOUAT (I. *), professeur de Droit international public et privé, chargé du cours de Législation industrielle.

BIVILLE (I. *), professeur de Procédure civile et chargé d'un cours d'Eléments de Droit civil.

DEBRAY (A. *), assesseur du Doyen, professeur de Droit romain et d'un Cours d'Histoire du Droit français.

LE FUR (A. *), professeur de Droit administratif et chargé du cours d'Eléments de Droit constitutionnel.

ASTOUL (A. *), professeur de Droit romain et chargé du cours de Pandectes et du cours sur la Coutume de Normandie et d'Histoire du Droit public français.

DEGOIS (A. *), professeur de Droit criminel, chargé du cours de Droit civil approfondi et comparé.

GÉNESTAL (A. *), professeur d'Histoire du Droit français.

ALLIX (A. *), professeur d'Economie politique et d'Histoire des doctrines économiques.

NÉSARD, docteur en droit, chargé des cours de Droit constitutionnel comparé, de Droit public, de Droit administratif et d'éléments de Droit public et administratif. (Capacité).

BINET, docteur en droit, chargé d'un cours de Droit civil.

SECRÉTAIRE :

GALLOU (I. *), secrétaire des Facultés de l'Université de Caen.

UNIVERSITÉ DE CAEN. — FACULTÉ DE DROIT

DE

L'Ancien Régime Matrimonial Normand

ET

De sa Survivance dans la Pratique Notariale

SOUS LE DROIT INTERMÉDIAIRE ET SOUS LE CODE CIVIL

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Soutenue publiquement dans la Salle des Actes de la Faculté de Droit

Le Jeudi 27 Février 1908, à 3 heures 1/2

PAR

Charles ALLINNE

Principal Clerc de Notaire



JURY D'EXAMEN :

Président : M. LEBRET, professeur

*Suffragants { MM. ASTOUL, professeur
BINET, chargé de Cours*

PARIS

IMPRIMERIE BONVALOT-JOUVE

15, Rue Racine, 15

1908

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

De l'Ancien Régime Matrimonial Normand

ET DE SA SURVIVANCE

**dans la Pratique Nationale sous le Droit
intermédiaire et sous le Code civil**

INTRODUCTION

Lorsque l'on se propose, comme nous, d'étudier, dans une société et sous une législation nouvelles les survivances d'une législation morte, il est particulièrement intéressant de rechercher les origines de cette législation et d'en connaître l'histoire. L'esprit qui a présidé à son développement initial vous éclaire souvent sur ces causes qui l'ont fait se survivre à elle-même.

Aussi avant d'étudier en détail le fonctionnement du régime matrimonial de la Coutume de Normandie, et d'en rechercher les survivances sous notre législation moderne, nous allons brièvement rappeler l'histoire du droit normand en général, puis rechercher plus spécialement les origines de l'ancien régime

matrimonial qu'il avait établi, et l'esprit dans lequel il était conçu.

Lorsque, vers la fin du ix^e siècle, les Northmans débarquèrent sur les côtes de la Neustrie, le pays qu'ils occupèrent n'était pas habité par une race entièrement autochtone : elle était déjà le produit de la fusion de plusieurs peuples, Gaulois, Romains et Francs. Ces habitants avaient-ils leur législation propre : cela est assez difficile à déterminer en raison du peu de documents qui existent sur cette époque de l'histoire de la Normandie. Mais il est à peu près certain que le pays était, comme le reste de l'ancienne France, régi par le droit franc, et en particulier par la loi salique. Ce droit franc, d'origine germanique, avait lui-même subi l'influence du droit romain qui régissait auparavant la Gaule.

Les Northmans apportèrent également avec eux leurs coutumes juridiques scandinaves. Car, si les premières bandes, qui, dans des incursions passagère, vinrent ravager le pays, étaient composées d'aventuriers qui n'avaient d'autre but que le pillage, les troupes mieux organisées qui accompagnaient Rollon comprenaient un grand nombre d'individus qui émigraient avec l'intention formelle de s'établir comme colons, et apportaient certaines traditions juridiques assez précises.

Mais ce droit scandinave importé par les Northmans était comme le droit franc d'origine germanique. A part l'influence du droit romain sur ce der-

nier, ils devaient donc présenter d'assez grandes affinités, et se fondre assez facilement.

En 912, par le traité de Saint-Clair-sur-Epte, Charles le Simple abandonna à Rollon le territoire qui devint le duché de Normandie. Jusqu'en 1204 il forma un Etat autonome, ayant ses institutions propres. En 1066, Guillaume le Conquérant fit la conquête de l'Angleterre, et cet événement amena une communication réciproque du droit normand et du droit anglo-saxon, comme lui d'origine germanique.

C'est à cette époque que se fit l'élaboration du droit coutumier de la Normandie, sous l'influence des diverses races qui s'y étaient mêlées depuis plusieurs siècles. Ce droit nouveau ne régissait pas seulement le duché de Normandie ; outre l'Angleterre, dont il constituait la législation, et où on trouve encore actuellement de nombreuses et importantes traces, il étendit son influence aux provinces voisines : la Bretagne, le Maine et l'Anjou, où certaines institutions conservèrent longtemps l'empreinte des coutumes normandes. Enfin les Normands, en conquérant la Sicile et l'Italie méridionale y transportèrent leur législation propre : c'est ainsi qu'on trouvait dans les coutumes du Royaume de Sicile, une institution très caractéristique de la Normandie, le mariage avenant (1).

En 1204, Philippe-Auguste s'empara de la Normandie qui devint province française, mais elle

1. Basnage, I, p. 425.

garda son autonomie juridique et sa coutume propre ; ce qui lui fut formellement reconnu par les successeurs de Philippe-Auguste, et notamment en 1315 par Louis X le Hutin, dans la célèbre Charte aux Normands.

C'est de cette période que datent les premiers monuments juridiques que nous possédions sur l'ancien droit normand : le premier fut le *Très ancien Coutumier de Normandie*, paru en deux parties au commencement du XIII^e siècle (1).

Vers le milieu du même siècle parut aussi en latin et en français, le *Grand Coutumier de Normandie*. C'est une œuvre juridique remarquable, quoique étant l'œuvre d'un particulier. Parmi les divers coutumiers de France, c'est un de ceux qui présente le plus de méthode et de clarté (1).

Nous trouvons ensuite au XV^e siècle, les *Stilles de procéder* qui contenaient des détails de procédure ; nous en possédons deux : les *Coutumiers, stilles et usages au temps des Echiquiers de Normandie* (3) et *Le stille de procéder en pays de Normandie* (4).

1. Tardif. *Statuta et consuetudines Normaniæ*, texte latin et texte français.

2. Bourdot de Richebourg, t. IV, p. 1. — De Gruchy. — Tardif, t. II. *Summa de legibus consuetudinum Normaniæ*. — Le *Grand Coutumier* a été traduit en vers à la fin du XVI^e siècle. (Houard, IV, p. 149 et s. du *Supplément*.)

3. *Mémoires de la Société des Antiquaires de Normandie*, t. XVIII.

4. Se trouve à la suite de beaucoup d'éditions du *Grand Coutumier*.

En même temps une jurisdrudence se formait en Normandie, dont les plus anciens arrêts nous sont connus par le recueil qu'en a publié M. Léopold Delisle.

En 1583 commence une nouvelle période de l'histoire du droit normand par la réforme et la rédaction officielle de la Coutume, qui resta jusqu'au Code civil le texte fondamental du droit normand. Elle ne fut modifiée que sur certains points de détail par quelques arrêts de règlement du Parlement de Rouen, dont le plus important fut celui de 1666 connu sous le nom de « Placités » (1) et par les grandes ordonnances royales des ^{xvii}^e et ^{xviii}^e siècles. Ces documents officiels du droit normand eurent un certain nombre de commentateurs : le plus ancien fut Terrien qui commenta le *Grand Coutumier* vers le milieu du ^{xvi}^e siècle. La *Coutume réformée* eut pour principaux commentateurs Bérault (1606), Basnage (1678), Pessel (1714), Houard (1780) et Flaust (1781).

Après cette étude rapide de l'histoire du droit normand et des sources où l'on peut étudier son fonctionnement, nous allons rechercher les origines particulières du régime matrimonial normand et tâcher d'en dégager le caractère propre.

Nous avons vu plus haut que la coutume de Normandie avait, comme la plupart des anciennes coutumes de France, une origine fortement germanique.

1. Bourdot de Richebourg, IV, à la suite du *Grand Coutumier*.

Elle s'en distinguait cependant par un certain nombre d'institutions originales ; son régime matrimonial en était certainement la plus caractéristique. En effet, alors que toutes les autres coutumes suivant les usages des peuplades germaniques avaient adopté le régime de la communauté de biens, seule, la Normandie le rejetait formellement. Comment expliquer cette différence fondamentale ? Quelles influences l'ont déterminée ?

On a beaucoup discuté sur l'origine du régime matrimonial normand (1). Les auteurs, laissant de côté le droit romain avec lequel il offre des contrastes et des divergences trop importantes, pour en dériver, sont d'accord pour voir dans les lois barbares la source exclusive du statut des époux normands. Mais quelles lois ? Les institutions germaniques ou les coutumes scandinaves ? Sur ce point ils se séparent en deux écoles : l'une tient pour l'origine germanique, alléguant que lors de l'établissement de Rollon en Normandie la loi salique était appliquée dans cette partie de la Neustrie (2), et que, par le traité de Saint-Clair-sur-Epte, le chef des Northmans promit de respecter les usages et les institutions du peuple qui lui serait soumis (3). L'autre école faisait remonter aux lois scandinaves, impor-

1. Glasson, II, p. 94 et s. — Laferrière, V, p. 627 et s. — Gide, p. 397. — Ranchon, p. 10 et s.

2. Glasson, III, p. 223.

3. Cf. Houard, préface de ses *Anciennes lois des Français*, p. XXV.

tées par les envahisseurs, la source du droit matrimonial normand (1). Nous adoptons cette deuxième opinion.

En effet, si, dans l'ensemble du droit normand, on trouve un certain nombre d'institutions qui paraissent bien dériver du droit franc ou germanique, voire même du droit romain et du droit anglo-saxon, il nous paraît certain que le régime matrimonial normand découle des coutumes scandinaves. Toutefois il ne faudrait pas chercher cette origine dans ces lois scandinaves les plus généralement connues : Loi de Vestrogothie (*Codex antiquior*) (2), loi de Scanie, lois Norvégiennes de Frostathing et de Gulating (3), ou Code de Magnus. Toutes ces lois en effet, qui reconnaissent outre le régime dotal, de régime de communauté, datent des ^{xii}^e et ^{xiii}^e siècles, et sont par conséquent bien postérieures à la date de 895 où Rollon a été banni de Norvège par Harald Haarfagher (4).

Si nous consultons au contraire le *Très ancien droit scandinave*, et notamment les *Sagas islandaises*, que des travaux modernes ont fait connaître (5),

1. Laferrière, V, p. 641. — Daniel, *Revue Normande*, 1833-1834, II, p. 324 et s. — Ranchon, p. 21. — Rathery, *Etude historique sur les institutions judiciaires en Normandie*, p. 161.

2. Beauchet. *Loi de Vestrogothie*, p. 18.

3. Dareste. *Journal des savants*, février 1881.

4. Wheaton, p. 295 à 298.

5. D'Olivecrona. « De la communauté des biens entre époux d'après les anciennes lois des peuples scandinaves ». *Revue cri-*

nous voyons que le régime matrimonial qu'elles consacraient n'admettait pas la communauté de biens entre époux et constituait un véritable régime dotal, bien différent par suite de l'ancien régime germanique. On y retrouvait la plupart des caractères distinctifs du statut matrimonial normand : la constitution de dot était la règle, le mari avait l'administration et la jouissance des biens de sa femme sans avoir à lui rendre aucun compte des revenus perçus, il était tenu de conserver la dot qui était inaliénable, et le consentement donné par la femme ne pouvait valider les aliénations de biens dotaux consentis par le mari (1).

Mais en dehors de ces ressemblances particulières, nous retrouvons dans ce vieux droit scandinave les principes directeurs qui dominèrent, ainsi que nous le verrons au cours de cette étude, l'évolution du statut matrimonial normand jusqu'à nos jours mêmes, nous voulons dire la conservation des biens dans les familles et l'abaissement systématique de la femme devant son mari.

Le premier de ces principes dérivait de l'importance qu'il y avait déjà en ce temps de posséder des immeubles : La propriété des biens fonciers était une condition *sine qua non* pour avoir le droit de

tique, 1859, II, p. 218 et suiv. — Schlegel. Introduction à son édition des *Grågås*. — Nordstrom. *Essai sur l'histoire du droit suédois*.

2. D'Olivecrona, p. 229 et s. — Ranchonp. 22 et 23.

prendre part aux décisions des affaires publiques dans les grandes assemblées nationales, dans les « thing ». « Plus la famille, dit Nordstrom, comptait de propriétaires fonciers, plus elle avait de réputation et d'influence dans la vie politique. Il ne pouvait dès lors lui être indifférent que les terres à elle appartenantes lui restassent en propre ou passassent à une autre famille (1). » Nous verrons que les Normands conservèrent fidèlement les principes de leurs lointains aïeux.

L'abaissement systématique de la femme devant son mari, son incapacité perpétuelle, c'est la vieille notion du *mundium* primitif de la vieille race des Goths. La femme était considérée comme ayant par son mariage perdu entièrement sa personnalité qui se confondait dans celle de son époux, son maître absolu. Mais alors que le *mundium* germanique s'était déjà affaibli au contact de civilisations plus avancées, et que la femme germaine pouvait valider par son consentement l'aliénation de son bien propre par son mari, le *mundium* scandinave avait conservé toute sa rigueur et toute son énergie primitives : le *mundr* de la femme était frappé d'aliénabilité absolue (2), ce qui était parfaitement d'accord avec le principe précédent. Or le *Très Ancien Coutumier de Normandie* reproduisait cette impossibilité pour la femme de valider l'aliénation faite par son mari. Ce

1. Nordstrom, I, p. 129.

2. Laferrière, VI, append. 6. — Schlegel, § 32, p. 106.

ne fut que le *Grand Coutumier* qui atténua la rigueur primitive de cette disposition, mais il garda de nombreuses applications, que nous signalerons plus tard, du principe de l'infériorité de la femme.

Enfin des raisons de fait historiques militent en faveur de l'origine scandinave du régime matrimonial normand. Pendant les dix-sept années qui s'écoulèrent entre l'invasion normande et le traité de Saint-Clair-sur-Epte, Rollon et ses compagnons ne firent pas que ravager le pays ; dès les premières années de leur occupation, ils songèrent à s'installer définitivement dans la région, ils pénétrèrent d'une manière toute pacifique à Rouen, et en firent leur chef-lieu (1). Comme ils n'avaient pas associé de femmes à leurs aventures, ils prirent leurs épouses sur la terre conquise, et leur imposèrent leur régime ancestral. Nous en avons un exemple frappant : Après s'être emparé de la citadelle de Bayeux en l'an 900, Rollon y épousa « suivant les rites de sa religion et la loi de son pays » une jeune fille d'une grande beauté, la fille du comte Béranger, nommée « Popa » (2). Il est certain que les compagnons de Rollon ne firent pas autrement que leur chef. — Par conséquent le traité de Saint-Clair-sur-Epte, en 912, semble avoir bien plutôt consolidé la situation déjà créée par les Normands qu'avoir institué un état de chose nouveau. Nous pouvons ajouter que dans son

1. Augustin Thierry, I, p. 193.

2. Aug. Thierry, p. 197, — Wheaton, *op. cit.*, p. 301. — Guillaume Longue Epée naquit de cette union.

second mariage avec la fille de Charles le Simple, Rollon appliqua, là encore, les principes de son droit national en se faisant donner en dot la Normandie, avec des pouvoirs absolus sur elle.

Les Normands conservèrent au cours de leur histoire le caractère qui les distingua dès l'origine. A travers les révolutions et les invasions, malgré les progrès de la civilisation, ils gardèrent cet esprit prévoyant (« fort providé », dit Basnage), conservateur, parcimonieux et formaliste, qui fit dire à Basnage lui-même : « Jamais Coutume ne s'est plus défiée de la sagesse et de la bonne conduite de l'homme que celle de Normandie ; elle l'a presque mis en une curatelle générale et perpétuelle (1). » A plus forte raison se défiaient-ils des femmes qu'ils considéraient comme des êtres faibles et sans volonté. Elles restèrent beaucoup plus dépendantes de leurs maris que partout ailleurs. Cette situation inférieure frappa Dumoulin qui fit cette remarque : « In Neustria, mulieres sunt ut ancillæ, multum viris subditæ, qui sunt avari. » Se méfiant de l'homme et méprisant l'intelligence de la femme, l'ancien droit normand devait forcément entourer leur union d'une foule de prohibitions et de précautions dont les premières étaient l'exclusion de la communauté et l'inaliénabilité de la dot.

Au cours de cet ouvrage, nous étudierons d'abord l'application de ces principes dans le droit coutumier normand, où l'esprit de la race se montre dans toute

1. Basnage, préface du titre de la *Succession en propre*.

son énergie. Nous montrerons ensuite comment les idées généreuses de la Révolution française anéantirent un instant cet esprit de conservation à outrance, mais pas assez cependant pour l'empêcher de renaître avec la réaction monarchique du commencement du xix^e siècle, et comment enfin il fallut le développement intense de la civilisation et la renonciation à tous les errements du passé, qui caractérisent la seconde moitié du même siècle, pour l'amener peu à peu, mais d'une façon certaine, à son irrémédiable déclin.

PREMIÈRE PARTIE

L'ANCIEN RÉGIME MATRIMONIAL NORMAND

CHAPITRE PREMIER

Le Régime matrimonial de la coutume de Normandie

Le régime matrimonial organisé par la Coutume de Normandie ne revit entièrement dans aucun des régimes reconnus par ce Code civil. D'une part, en effet, il excluait complètement la communauté entre époux, au moins, en principe, et resta toujours étranger au développement de la notion de communauté dans une grande partie de l'ancienne France. D'autre part, il n'était nullement une copie du régime dotal romain, tel qu'il s'était conservé dans les pays de droit écrit, et s'il se rapprochait par certains côtés du régime dotal établi par le Code civil, nous verrons plus loin qu'il s'en distinguait sur des points essentiels. Notre régime coutumier normand était

bien une institution puissamment originale, qui conserva l’empreinte de ses origines tout en se façonnant au caractère de la race normande.

Cette originalité même fit, ainsi que nous l’expliquons plus loin, qu’aucun des types de régimes matrimoniaux créés par le Code civil n’a été adopté intégralement en Normandie, et que, dans la pratique, ces notaires rédacteurs des contrats de mariage furent amenés à chercher diverses combinaisons pour faire revivre sous l’empire du Code civil, l’ancien régime coutumier. Nous verrons s’ils y réussirent.

Le régime matrimonial normand différait encore des régimes actuels en ce qu’il était légal, non pas comme l’entend aujourd’hui l’article 1393 du Code civil, mais en ce sens que nul ne pouvait déroger aux prescriptions de la Coutume relatives au droit des gens mariés, — toutes clauses contraires étaient nulles, en particulier il était interdit de stipuler dans un contrat de mariage une communauté conventionnelle. Par contre la coutume permettait aux époux d’adopter pour base de leur union un régime de séparation de biens. Nous verrons plus loin la situation particulière de la femme séparée de biens.

Le régime matrimonial normand peut se résumer en un certain nombre de notions principales qui nous fourniront les divisions de ce premier chapitre :

- 1° La femme apportait une dot au mari ;
- 2° Le mari acquérait les meubles apportés par sa femme et il avait pendant le mariage sur tous ses biens des droits d’administration et de jouissance;

3° Au contraire, les immeubles apportés par la femme étaient en principe inaliénables et la restitution en était assurée par des garanties très étendues;

4° La femme était en principe incapable de s'obliger.

5° Après la dissolution du mariage, les époux avaient des droits à exercer respectivement sur les biens l'un de l'autre.

Nous insisterons particulièrement sur les troisièmes et cinquièmes points, sur l'inaliénabilité de la dot, parce que cette indisponibilité des biens immobiliers de la femme rapproche le régime matrimonial normand du régime dotal actuel, et sur les droits respectifs des époux à la dissolution du mariage parce que certains de ces droits pourraient être pris pour de véritables droits de communauté.

SECTION I

De la constitution de dot

En quoi consistait la dot de la femme normande? Dans le dernier état de la Coutume de Normandie, comme actuellement d'ailleurs, la dot était l'ensemble des biens meubles et immeubles qu'elle apportait en mariage. Mais le mot dot n'avait pas primitivement ce sens, le mot dot, *doarium* ou *dotarium*, désignait alors ce qu'on appela par la suite le douaire. Ce n'est que peu de temps avant la rédaction de la coutume que ce mot « dot » fut employé pour la

première fois dans son acception moderne (1). Mais, bien qu'ils fussent désignés dans le droit ancien sans une autre dénomination, ils n'en existaient pas moins et n'en étaient pas moins soumis aux mêmes règles qui les régirent par la suite (2).

Le père normand semble bien n'avoir jamais été obligé légalement de doter sa fille en la mariant : L'article 250 de la coutume est bien explicite à ce sujet. « Le père et la mère dit-il, peuvent marier leur fille de meubles sans héritage ou d'héritage sans meubles, et si rien ne lui a été donné, rien n'aura. » Cela semble bien résulter aussi des vieux dictons : « Ne dote qui ne veut ». « Le père doit un mari à sa fille et rien de plus. » « La jeune fille doit se contenter d'un chapeau de roses ou d'un bouquet de fleurs. »

En pratique cependant les parents normands dotaient leur fille. Cette dot pouvait être constituée par le père seul ou par les deux époux conjointement (3). Lorsque les père et mère étaient décédés au moment du mariage de leur fille, ses frères étaient tenus de lui constituer une dot, en raison de ce que, d'après les règles de la Coutume de Norman-

1. L'expression dot a été appliquée pour la première fois aux biens apportés en mariage par la femme dans un arrêt de la Cour du Parlement de Rouen de 1539. — Houard, V^o Dot. I, p. 643.

2. Le T. A. C. semble les désigner sous le nom de *maritagium*, mariage. V. T. A. C. Ch. 80. *De maritagio mulieris*. Tardif, p. 83 et 84.

3. V. Basnage, t. I, p. 401 et suiv.

die, la fille n'avait aucun droit dans la succession de ses parents. Ses frères devaient lui fournir une dot convenable, un « mariage avenant » (*maritagium competens*) suivant l'expression coutumière (1).

Telles étaient les principales règles relatives à la constitution de dot sous la coutume de Normandie. Cette dot ainsi constituée, que va-t-elle devenir au cours du mariage et quels pouvoirs le mari aura-t-il sur les biens et valeurs qui la composent ? C'est ce que nous allons étudier dans les sections qui vont suivre. Mais, au préalable, nous croyons devoir faire remarquer qu'alors le mot « dot » ne désignera plus seulement les biens donnés à la femme par ses parents lors du mariage, mais aussi ceux qui lui seront échus pendant le mariage par succession en ligne directe et ceux qu'elle possédait en se mariant comme lui provenant soit de ses économies, soit de donations que lui auraient faites des étrangers (2).

1. Cette obligation des frères de doter leur sœur est conservée par ce *Tr. anc. cout.*, 1^{re} partie, ch. X, *De maritagis sororum*, (Edit. Tardif, p. 10), — par le *Gr. Cout.*, Ch. XXIV *De portionibus* (Edit. Tardif, p. 83), par la coutume de 1583, art. 2 et suiv. et par les Placités, art. 121 et 122. La coutume réformée obligeait les frères à doter leur sœur dans tous ces cas, même si ils lui procuraient un mariage convenable, « non déparagé » ; en outre le montant de la dot était arbitré par la famille, ce qui soustrayait les droits de la fille à l'arbitraire de ses frères (262). Voir aussi pour ce mariage avenant. Houard. V. Avenant (mariage), t. I, p. 118. Le Poitevin. (*Nouv. Rev. hist.*, 1889, p. 636 et s.)

2. Houard. V. Dot, t. I, p. 643.

SECTION II

Droits respectifs des époux sur leurs biens pendant le mariage

A. — *Droits du mari sur les biens de sa femme*

Le mariage conférait au mari normand des pouvoirs très étendus sur la personne et sur les biens de la femme, ces pouvoirs dérivaien^t du vieux *mundium* germanique et scandinave. Nous ne nous occuperons ici que des droits sur les biens (1). Ces droits étaient de deux sortes :

1° Le mari acquérait par le mariage la propriété de tous les meubles de sa femme ;

2° Il avait sur les autres biens de sa femme des droits d'administration et de jouissance.

La première manifestation de la puissance maritale sur les biens de la femme était l'acquisition par le mari de tous les meubles de sa femme (2). Il avait sur cette catégorie de biens un droit absolu et sans limites (3). Cette règle se comprenait au début du droit normand en raison du peu d'im-

1. Pour les droits du mari sur la personne de sa femme : V. *Grand Cout.*, ch. LXXVII, LXXXV et C (Gruchy, p. 182, 193, 240). — Cauvet, *Le droit civil en Normandie au XIII^e siècle*, p. 8. — Houard, V^o Mari.

2. « Le mari est maître absolu des meubles pendant le mariage », dit Basnage.

3. Terrien, p. 17.

portance qu'avaient alors les valeurs mobilières ; mais avec les progrès de la civilisation des atténuations devinrent nécessaires : la coutume ne manqua pas d'en apporter quelques-unes. D'abord elle déclara immeubles un certain nombre d'objets ayant en réalité la qualité de meubles, tels que les rentes, le droit de présentation à un office vénal, les deniers donnés à la femme à l'occasion de son mariage ou recueillis par elle dans une succession en ligne directe (1). Ensuite la coutume réformée de 1583 dans son article 390 obligea le mari à faire emploi au profit de la femme de la moitié des meubles acquis par elle pendant le mariage comme lui provenant soit d'une succession collatérale, soit de son industrie propre. Enfin il était permis à la femme de réaliser par contrat de mariage une partie de son mobilier, au moyen d'une clause dite « de remport », sans toutefois enlever au mari son droit de disposer des meubles réalisés, sous réserve de l'action en indemnité qui pourrait résulter de leur aliénation.

Quoi qu'il en soit, lorsque la femme ne s'était pas réservé la reprise de ses apports, le mari en acquérait la propriété, fussent-ils constatés dans le contrat de mariage. C'était là un vieil usage normand qui fut sanctionné par une jurisprudence constante.

Mais ce droit du mari avait pour corollaire que

1. Nous avons vu que ces deux dernières catégories de meubles faisaient partie de la dot de la femme au sens large et comme telles étaient soumises aux règles d'inaliénabilité que nous verrons plus loin.

les dettes de la femme se trouvaient à la charge du mari, sans qu'il pût opposer aux créanciers l'insuffisance du mobilier qu'il avait reçu, mais à condition que ces dettes eussent date certaine (1).

La puissance maritale se traduisait encore sur les biens de la femme normande par les droits de jouissance et d'administration que possédait le mari sur ces biens. Il avait pendant le mariage l'usufruit de tous les biens de sa femme dont il n'acquerrait pas la propriété, qu'ils fussent dotaux ou non dotaux. Cependant il était licite de stipuler par contrat de mariage que la femme pourrait jouir séparément d'une partie de sa fortune, sans qu'il y eût pour cela séparation complète de biens (2).

Le mari avait aussi l'administration des biens de sa femme, et si l'on s'en tient au texte du chapitre C du *Grand Coutumier* (3), il montre que ces pouvoirs sont très étendus : « Le mari, dit-il, a seigneurie sur sa femme... De ce que la femme est à la poste de son mari, il peut faire à sa volonté d'elle, de ses choses et de ses héritages, ... et ne peut (la femme) rappeler ce qu'il fait. » Mais il ne faut pas borner sa lecture à ce paragraphe, car presque aussitôt le *Grand Coutumier* restreint considérablement ses pouvoirs en donnant une action en nullité contre les aliénations

1. Houard V. Mari, p. 216. — Basnage, son article 545. (Arrêt du 2 mars 1629.)

2. Cette clause s'emploie encore aujourd'hui.

3. De Guichy, p. 241.

des immeubles dotaux de la femme faites par le mari seul. Il est vrai que, comme nous le verrons plus loin, cette action est suspendue pendant la durée du mariage, et que jusqu'à dissolution il semble bien que c'est la règle énoncée plus haut qui s'applique.

Si la coutume était explicite sur les aliénations, par contre elle gardait le silence relativement à des actes d'administration très courants, nous voulons parler des baux. Les baux consentis par le mari pendant le mariage relativement aux immeubles de sa femme seront-ils opposables à celle-ci après sa dissolution ? Si la femme accepte la succession de son mari, elle doit souffrir le bail, ce point n'a jamais été contesté. Mais si la femme renonce à cette succession, la question est plus délicate. L'opinion générale semble dans ce cas encore obliger la femme à supporter ce bail, s'il avait été consenti pour un temps normal, sans fraude ni mauvaise foi (1).

B. — *Contrats entre époux*

Comme les autres coutumes, la Coutume de Normandie prohibait les contrats entre époux (article 410) (2).

1. Voir Bérault et Godefroy sur l'article 538. — Ce point a été admis par un arrêt du 31 juillet 1612.

2. Exceptionnellement, aux termes de l'article 411, le mari pouvait céder à titre de remploi un de ses immeubles à sa femme.

Mais notre Coutume avait édicté en cette matière quelques règles spéciales et se montrait d'une rigueur toute particulière sur un certain nombre de points.

D'abord entre futurs époux, dans le contrat de mariage, les libéralités permises étaient très restreintes, surtout pour le mari : celui-ci ne pouvait donner à sa future épouse aucune part de ses immeubles (1), et relativement à ses meubles, il ne pouvait en disposer en faveur de ladite future que dans une proportion peu élevée, calculée d'après la valeur des biens immeubles (2). Par conséquent s'il ne possédait que des meubles, cette faculté étroite équivalait à une interdiction complète de toute donation même purement mobilière.

Au contraire la future épouse jouissait d'une latitude plus étendue : elle pouvait donner à son futur époux par contrat de mariage, outre la totalité de ses immeubles présents qu'il acquérait de droit par le seul fait du mariage, le tiers de ses immeubles présents et à venir. C'était le « don mobil » (3). Cette

1. *Placités*, art. 73.

2. On tire cette règle par analogie de l'article 429, qui fixe cette quotité disponible pour les dispositions testamentaires. (En ce sens : Basnage, II, p. 238.) — Une autre opinion refuse d'appliquer ici l'article 429, et, faute de texte, donne au mari la disposition de tous ses meubles par contrat de mariage. (En ce sens : Houard, I, p. 577.)

3. *Placités*, art. 74. — Le don mobil jouit d'une double faveur : il échappe à la condition d'actualité, et, au point de vue de la forme, il est dispensé de l'insinuation. (Ordonnance de 1731, art. 4. — Houard, I, p. 612.)

dénomination qui semble assez inexacte, si on l'entend dans le sens de « don mobilier », puisque le don mobil pouvait consister en immeubles, se comprend très facilement si on lui donne le sens de « mobile », qui circule facilement entre les mains du mari, par opposition à ses immeubles personnels frappés d'une indisponibilité relative par suite de leur affectation au douaire de la femme.

Le don mobil n'avait pas lieu de plein droit en faveur du mari, il fallait une stipulation expresse de la femme et cette stipulation s'interprétait restrictivement : C'est ainsi que si la femme ne l'avait établi que sur ses biens mobiliers, il ne portait pas sur ses immeubles ; de même si elle ne l'avait stipulé que sur les successions de ses père et mère, il ne s'étendait pas aux successions collatérales (1). La future épouse majeure pouvait ne pas spécifier la quotité du don mobil et se réserver de la déterminer par la suite ; cette quotité ne pouvait d'ailleurs, nous venons de le voir, excéder la totalité des meubles et le tiers des immeubles.

Quand la future épouse avait des enfants d'un premier lit, le don mobil et l'attribution tacite des meubles au second mari étaient réduites à une part d'enfant le moins prenant (art. 405) (2).

Pendant le mariage, cette rigueur s'accroissait

1. Arrêt du 27 mars 1681. — Arrêt de règlement de 1738. — Houard, *Vo* Don mobil, p. 628. — Caen, 1^{er} messidor an XIII. — 28 juillet 1820.

2. Cet article, contraire à l'ancien droit normand, a été

encore. Les époux ne pouvaient se faire l'un à l'autre aucune donation ; le don mutuel, permis dans les autres coutumes, leur était complètement interdit. Bien plus, afin d'éviter l'interposition de personnes, l'un des époux ne pouvait rien donner aux parents de l'autre (1). — C'était aussi en vertu de cette règle que les contrats à titre onéreux étaient interdits entre époux de peur qu'ils ne servissent à dissimuler des donations indirectes ou déguisées.

Quant aux libéralités testamentaires entre époux, la femme ne pouvait s'en servir pour donner quoi que ce soit à son mari et le mari ne pouvait léguer à sa femme que des biens mobiliers dans la proportion fixée par l'article 429, c'est-à-dire jusqu'à concurrence de la moitié de sa fortune immobilière s'il n'avait pas d'enfants, et du tiers s'il en avait. S'il ne possédait pas d'immeubles il ne pouvait rien lui léguer.

C. — *Inaliénabilité des immeubles de la femme*

« Dot de la femme ne peut périr », tel est l'adage qui résume les règles juridiques relatives à la conser-

emprunté à l'édit des secondes noces de 1560, dont il reproduit le premier chef. Le second chef, qui réservait aux enfants du premier lit la totalité des biens donnés par leur père à leur mère remariés n'a jamais été enregistré par le Parlement de Rouen et par suite n'était pas observé en Normandie. (V. Houard, II, p. 574.)

1. Art. 422. — Houard, I, p. 581.

vation de la dot de la femme normande. Le principe serait donc celui-ci : la dot de la femme doit être conservée dans tous les cas, elle est pendant le mariage frappée d'inaliénabilité, d'insaisissabilité et d'imprescriptibilité aussi bien à l'égard de la femme qu'à l'égard du mari. Mais ce principe ne doit pas être pris dans une acception aussi rigoureuse : d'abord cette inaliénabilité de la dot s'appliquait uniquement aux immeubles, la dot mobilière de la femme était à la disposition absolue du mari (1), ensuite nous allons voir que dans certains cas l'aliénation des immeubles de la femme était valable.

Quelle est l'origine de cette règle de l'inaliénabilité de l'immeuble dotal de la femme dans la coutume de Normandie ? Vient-elle du droit romain ? ou du droit germanique ? Nous pensons avec une grande partie des auteurs, et pour les raisons historiques exposées plus haut dans l'introduction, qu'elle dérive du principe germanique et scandinave du *mundium*, plutôt que des règles romaines de la loi Julia, car l'étude du droit romain n'a été mise en honneur qu'au xiv^e siècle et à cette époque le principe de l'inaliénabilité était déjà en vigueur depuis longtemps en Normandie (2). Cependant on peut

1. Basnage, ch. I, p. 400. — Terrien, p. 17. — De Coupigny, *op. cit.*, p. 69.

2. Voir sur cette question : de Coupigny, p. 36 et suiv. — Gide. *Condition privée de la femme* (Edit. Esmein, p. 397). — Glasson. *Histoire du droit et des institutions d'Angleterre*, t. II, p. 95. — Littleton. *Institut.*, ch. II, s. 168.

remarquer que, bien que partis de principes différents, le droit germanique et le droit romain ont abouti à la même conclusion : l'inaliénabilité de la dot de la femme, — aussi, dès que le droit romain fut connu dans notre province, y adopta-t-on rapidement les deux règles accessoires du principe de l'inaliénabilité romaine, c'est-à-dire, la prohibition des donations entre époux, que nous venons d'étudier, et l'incapacité velléienne de la femme que nous étudierons plus loin.

A début du droit normand, le principe de l'inaliénabilité s'appliquait dans toute sa rigueur : l'aliénation ne pouvait être validée par le consentement de la femme, comme cela avait lieu en droit romain, Le *Très Ancien Coutumier* consacrait déjà cette règle, il conseillait bien à la femme de respecter le contrat passé par son mari, mais elle pouvait toujours passer outre et revendiquer son immeuble aliéné en les mains des tiers acquéreurs (1). Le *Grand Coutumier* lui-même suivait la même règle : l'inaliénabilité était absolue, le consentement de la femme à l'aliénation ne le validait jamais (2). On usa alors d'un détour pour rendre l'aliénation valable on fit jurer à la femme de ne pas inquiéter l'acquéreur ; ce serment promissoire était admis par la

1. *Très Ancien Coutumier*, édit. Tardif, ch. VI. *De Vadiis maritagiis sive dotis*, § 1 et 3. — V. aussi Marnier : *Etabl. et Coutumes*, p. 65.

2. *S. de leg.* Edit. Tardif, ch. C. *De brevii maritagii impediti*, § 2, p. 245. — Bourdot de Richebourg. *G. G. ch. C.* — Houard. *Suppl.*, p. 132 (trad. en vers).

jurisprudence (1). Mais ce détour ne rendait pas l'aliénation valable, et la femme conservait sa revendication contre les tiers acquéreurs, envers lesquels elle n'était pas liée par son serment (2). Ce n'est qu'au xvi^e siècle, après le célèbre arrêt de Cérisey de 1529 (3) que l'aliénation fut validée par le seul effet du consentement de la femme et la coutume de 1583 ne fit que reproduire cet arrêt dans ses articles 527 et suivants ; dès lors l'inaliénabilité qui était jusqu'ici absolue devint une simple obligation de emploi, et c'était moins les immeubles dotaux eux-mêmes que leur valeur pécuniaire, dont la restitution était dans tous les cas assurée à la femme.

Nous avons donc deux hypothèses à étudier :

- 1^o Le mari ou la femme ont aliéné seuls l'immeuble dotal ;
- 2^o Les deux époux ont concouru à l'aliénation.

§ 1. — *Aliénation unilatérale par le mari ou la femme*

Lorsque l'immeuble dotal avait été aliéné par l'un des époux sans le concours de l'autre, l'opération était radicalement nulle, sans qu'il y eut lieu de distinguer si c'était le mari qui avait agi sans le consen-

1. V. Marnier. *Coutume, style et usage au temps des Echiquiers de Normandie*, p. 66. (Jug. de 1391.)

2. Fabre, sur les Institutes, I, § V, n^o 10. Le Poittevin, p. 283, n^o 3.

3. Terrien. *Commentaires*, p. 267.

tement de la femme, ou la femme sans l'autorisation de son mari. Cette nullité de plein droit donnait ouverture au profit des époux à une action réelle en revendication. Mais cette action n'était pas exercée de la même façon par le mari et par la femme ; si c'était la femme qui avait aliéné seule, le mari pouvait agir aussitôt en restitution (1). Au contraire si c'est le mari qui a aliéné l'immeuble dotal sans le concours de la femme, celle-ci ne pouvait agir qu'à la dissolution du mariage, car pendant le mariage « elle ne pouvait être ouïe en derrière de lui ».

Après la dissolution du mariage, la femme avait pour réclamer la restitution de l'immeuble indûment aliéné deux voies : la voie possessoire par le « bref de mariage encombré » et la voie pétitoire ordinaire par une *lex apparens*.

L'action possessoire s'intentait au moyen du « bref de mariage encombré » (*brevi maritaggi impediti*). Le bref était un mandement écrit délivré au nom du Duc, contenant les instructions sur la façon dont devait être tranchée la question litigieuse (3). — En pratique on était arrivé à désigner par le mot « bref » l'action même intentée en vertu du bref. Cette procédure par « bref et reconnaissant » avait l'avantage

1. Terrier. *Commentaires de Droit civil*, p. 267.

2. A. Colin, p. 432.

3. Voir pour les brefs et leur formule : Houard, v^o Bref, et divers ouvrages modernes en particulier celui de M. Brummer. *Die Entstehung der Schwurgerichte*, p. 404 et s. (Berlin, 1871.)

d'être particulièrement expéditive. Ces actions, très nombreuses dans l'ancien droit, subsistèrent en petit nombre dans la coutume de 1583 : l'action de mariage encombré fut du nombre. Dans le dernier état du droit, le bref s'obtenait par des lettres de chancellerie (1).

Le bref de mariage encombré était une action réelle et possessoire d'après la coutume de 1583 (art. 537) et ses commentateurs (2). La femme devait l'intenter dans le délai d'un an et un jour à partir du décès du mari ou de la séparation de biens.

Faute par elle d'avoir intenté l'action dans ce délai, elle perdait le droit d'agir par bref de mariage encombré, elle ne pouvait plus que « se pourvoir par voie propriétaire, c'est-à-dire exercer l'action pétitoire ordinaire, dite de loi apparente (*lex apparens*), qui était une véritable action en revendication que la femme ou ses héritiers pouvaient exercer pendant quarante ans à partir du décès du mari ou la séparation de biens.

La nullité qui frappait l'aliénation de l'immeuble dotal n'était pas une nullité absolue, — la femme

1. Pesnelle. Introduction au chapitre de bref de mariage encombré. — « Mariage encombré » voulait dire dot aliénée, dont la femme avait perdu la possession.

2. Houard, Basnage, Pesnelle, sous l'article 537. Cependant certains auteurs modernes font remarquer avec raison que cette action tranche la question de propriété, puisqu'il n'était pas permis d'agir au pétitoire quand on avait échoué dans la voie de bref de mariage encombré. — En ce sens : Cauvet, p. 24. — Glasson, II, p. 58. — Ranchon, p. 83.

pouvait se rendre non recevable à agir contre l'acquéreur, soit en y renonçant, soit en confirmant à la dissolution du mariage l'aliénation consentie par le mari, (1), soit enfin en se portant héritière de celui-ci, c'est-à-dire en prenant sa part dans les meubles et conquêts (2).

La règle de l'inaliénabilité de la dot en Normandie souffrait quelques exceptions légales.

La coutume de 1583 dans son article 541 permettait à la femme d'aliéner seule ses immeubles dotaux : 1^o Pour rédimer son mari de prison de guerre ou cause non utile ; 2^o pour la nourriture d'elle, de son mari, de ses père et mère, de ses enfants en extrême nécessité (3). Cependant la femme devait préalablement discuter les biens du mari, et en outre l'aliénation de ses propres était soumise à certaines formalités : elle devait obtenir un décret du juge et un avis des parents. (*Placités*, art. 128). — Mais si la coutume, pour des raisons d'humanité, permettait ces dérogations à la règle, il était juste que les tiers n'eussent pas à en souffrir, pour cela elle décidait que la femme n'aurait de recours que sur les biens du mari s'il parvenait à meilleure fortune (art. 541).

1. Un arrêt du 18 mars 1638 avait décidé que cette confirmation était inopérante ; cette décision fut combattue par Basnage (sous l'art. 537), et par Flaust, I, p. 470 et 471.

2. Cette fin de non-recevoir, a été très discutée : Voir Coutume de 1583, art. 365. — Terrien, liv. 8, ch. VII. — Basnage, sous l'art. 357.

3. Basnage, sur l'art. 541 ; — Bérault, II, p. 561.

Une deuxième exception peu usitée a été validée par un arrêt du 13 juillet 1566, c'était la faculté réservée par la femme dans son contrat de mariage d'aliéner ses biens dotaux à concurrence d'un tiers (1).

Enfin dans son article 538, la Coutume permettait l'aliénation des biens dotaux du consentement des deux époux, mais sous certaines conditions. Cette dernière exception fera l'objet du paragraphe 2 ci-après.

En dehors de ces cas prévus par la loi, la règle était appliquée dans toute sa rigueur, même aux biens de la femme séparée, tout au plus la jurisprudence, après bien des hésitations, permit-elle à la femme commerçante d'engager dans une certaine mesure sa dot pour les besoins de son négoce (2).

§ 2. — *Aliénation consentie par les deux époux*

Prenons maintenant l'hypothèse où l'aliénation est consentie d'un commun accord par le mari et par la femme ; deux situations peuvent se présenter : ou bien l'aliénation est faite par la femme avec le consentement et l'autorisation de son mari, ou bien elle est faite par le mari du consentement de sa femme : dans les deux cas l'aliénation est valable, à condition toutefois qu'elle ne soit elle-même affectée d'aucun vice : erreur dol, ou violence, etc.

Cependant il faut distinguer les deux situations

1. Cette dérogation est aujourd'hui parfaitement licite (art. 1387 et 1557 du C. civ.) et fréquemment employée ainsi que nous le verrons plus loin.

2. Voir cette jurisprudence dans Basnage, t. II, p. 461.

quant à la manière dont doit se produire le concours des volontés des deux époux.

Si c'était la femme qui avait agi avec le consentement et l'autorisation de son mari les règles étaient assez larges ; on admettait généralement que cette autorisation pouvait être expresse ou tacite (1), et non concomitante à l'acte, c'est-à-dire que l'aliénation faite par la femme pouvait être après coup ratifiée valablement par le mari (2). Enfin le consentement du mari pouvait être suppléé par justice, après avis des plus proches parents de la femme (3).

Si, au contraire, c'était le mari qui avait vendu du consentement de sa femme, la Coutume se montrait très rigoureuse : la femme devait donner dans l'acte son consentement exprès, ou tout au moins s'engager conjointement et solidairement avec son mari dans le dernier état du droit (4), et ce consentement devait être concomitant à l'acte constatant cette aliénation.

Ces règles de validité s'appliquaient à tous les actes démembrant la propriété de la femme, tels que le gage, l'emphytéose, les hypothèques, les obligations, etc.

Nous avons vu plus haut que les donations entre époux étaient interdites, mais était-il permis à la

1. Bérault, sous l'article 538, II, 242.

2. Basnage, ch. II, p. 392. — Bérault, II, 542.

3. Bérault, *id.*

4. V. arrêt du 18 août 1730, rapporté dans Basnage, II, p. 455, note 1.

femme de faire une libéralité au profit d'une autre personne que son mari ? Sur cette question la jurisprudence se fixa dans le sens de la négative, de la nullité de l'aliénation ainsi faite, même au profit de ses enfants (1) à moins toutefois que ce ne fût pour leur établissement (2). La femme pouvait demander l'annulation de ces donations durant le mariage, et même sans faire prononcer la séparation de biens (3), mais ses héritiers ne pouvaient le faire que dans les dix ans à partir du décès de la femme s'ils étaient majeurs, et à partir de leur majorité s'ils étaient mineurs (art. 435) (4).

Mais si l'aliénation de la dot était permise et valable quand elle était faite avec le concours des deux époux, il y avait une chose dont la femme ne pouvait jamais être dépouillée, qui devait toujours se retrouver c'était la valeur représentative de cette dot ; il fallait donc que le prix de l'immeuble dotal aliéné fût remplacé par une valeur équivalente, ou que la femme pût recouvrer cette valeur sur les biens de son mari ; faute de pouvoir récupérer sa dot de ces deux manières. la femme avait le droit de se retour-

1. V. arrêts du 23 janvier 1824 (*Journal des arrêts*, 1824, p. 168, du 9 janvier 1836 (*Recueil périodique*, 1838, p. 379) et du 17 juin 1852 (*id.*, 1853, p. 151.)

2. V. arrêts 18 mai 1829 (*Journal des arrêts*, 1830, p. 5) du 25 janvier 1823 (*id.* 1823.1.177) et du 6 janvier 1830 (*id.* 1830. 5.). — Par établissement il faut ici entendre établissement par mariage.

3. Arrêt du 13 juillet 1827 (*Journal des arrêts*, 1827.1.356).

4. L'art. 1304 du Code civil porte la même règle.

ner contre le tiers acquéreur et de lui réclamer le prix de l'immeuble aliéné. Comme garanties de la restitution de sa dot la femme normande avait donc :

1° L'obligation pour le mari de remployer le prix de l'héritage aliéné ;

2° A défaut, une action en reprise sur les biens du mari ;

3° Enfin un recours contre le tiers détenteur.

Examinons rapidement l'étendue et le fonctionnement de ces trois garanties.

Quand les époux avaient aliéné conjointement un immeuble dotal de la femme, le mari était tenu de faire le remploi du prix, faute de quoi la femme pouvait toujours exercer son recours, même si ce prix lui avait profité personnellement (1).

Ce remploi était légal, il n'avait pas besoin d'avoir été prévu par une cause du contrat de mariage ; il était d'ailleurs soumis pour sa validité à certaines conditions :

1° Le mari devait déclarer que les deniers donnés en paiement de l'immeuble acquis en remploi provenaient de l'aliénation du bien de la femme. La coutume ne s'expliquait pas, il est vrai, à ce sujet. Bérault et Basnage estimaient que cette déclaration était suffisante. Flaust exigeait en plus que le mari déclarât qu'il achetait en remploi (2) ;

1. Arrêt du 26 juillet 1576 (Bérault, II, p. 557).—Godefroy, II, p. 558. — V. aussi Caen, 12 juin 1835.

2. Flaust, II, p. 493.

2° La femme devait accepter le remploi (1).

3° Le bien acquis en remploi devait être d'une valeur au moins égale à celle de celui qui avait été aliéné (2). Si le mari cédait un de ses biens à sa femme en remplacement de l'immeuble aliéné, la valeur de l'immeuble donné en remplacement devait être identique, et l'opération constatée par acte authentique (art. 411) ;

4° Le remploi devait être fait en « fonds » (3), et lorsque l'immeuble dotal aliéné était situé en Normandie, quel que fût le domicile des époux à ce moment, le remploi devait être effectué en immeubles également situés en Normandie (4). C'était une conséquence de la « réalité » de la Coutume de Normandie ; cette réalité avait une autre conséquence : la femme normande pouvait aliéner ses immeubles

1. Arrêt du 2 mars 1676 (Boult, II, p. 125, note). — Ce même Bérault est cependant d'un avis contraire (II, p. 557). — Basnage, II, p. 401. — Pesnelle, p. 712. — Flaust, II, p. 492.

2. Voir en cas de remploi de valeur supérieure, Basnage, II, p. 402. — Pesnelle, p. 703. — Les auteurs décident en principe qu'alors la différence était tout profit pour la femme. — Si le remploi était d'une valeur inférieure au contraire, la femme conservait son action en reprise et son recours contre le tiers détenteur.

3. Sur la question de savoir si les rentes constituées et viagères constituaient un remploi valable, voir Basnage II, p. 405, et Caen, 15 juillet 1823. (*J. A.*, 1825. I. 200). Après le Code civil, il fut jugé que les rentes sur l'Etat constituaient un remploi normand valable (Caen, 20 novembre 1826). (*J. A.* 1827. I. 220.)

4. Jurisprudence constante en ce sens : arrêts du 9 mars 1679 et 10 juin 1682. (Basnage, II, p. 404 et 405.)

dotaux situés hors de Normandie sans que les tiers eussent à surveiller le remploi.

Le remploi valablement fait avait pour effet de rendre la femme propriétaire de l'immeuble acheté en remploi ; elle n'était donc en rien lésée par l'opération et retrouvait, intégrale, la valeur dotale aliénée.

Mais si le mari n'avait pas effectué au cours du mariage le remploi auquel il était tenu, la femme ou ses héritiers avaient droit d'exercer à la dissolution du mariage une action en reprise sur les biens du mari. Le montant de la récompense due ainsi à la femme était, d'après l'article 125 des *Placités* et 539, 540 et 541, de la Coutume, du juste prix de son héritage fixé par estimation au jour du décès du mari. En cas de prédécès de la femme, ses héritiers pouvaient réclamer le montant de l'estimation au décès de la femme (1). Mais la femme n'avait droit à cette récompense que si elle renonçait à la succession de son mari, car si elle se portait son héritière, elle ne pouvait réclamer que le montant du prix de la vente (art. 408 et 409 de la Coutume et 67 et 107 des *Placités* (2)).

Pour garantir ce recours de la femme contre son mari, la Coutume (art. 539) lui accordait une hypothèque légale à laquelle elle ne pouvait renoncer pendant le mariage, et qui prenait rang du jour du con-

1. Caen, 19 juin 1832. (*J. A.*, p. 446). — 21 février 1835. (*R. C.*, 2, 443).

2. Flaust, I, p. 475.

trat de mariage, ou de la célébration du mariage s'il n'avait pas été rédigé de contrat (1).

En outre, l'article 121 des *Placités* donnait à la femme le droit de se faire envoyer en possession des biens du mari jusqu'à concurrence de ses reprises (2). Ce n'était qu'une simple faculté pour la femme, qui pouvait, si elle le préférait, y renoncer et exiger le paiement de sa récompense en argent (3), et cela même si elle avait d'abord demandé à user de son privilège.

Cette action restait d'ailleurs purement mobilière, mais elle était garantie par un droit réel, une hypothèque de faveur qui dispensait la femme des formalités de la saisie et lui attribuait des immeubles en paiement de ses reprises. L'article 1471 du Code civil a créé un mode de paiement analogue pour les reprises de la femme commune.

Nous avons vu plus haut que le concours de la femme à l'aliénation rendait cette aliénation valable ; par suite les acquéreurs de l'immeuble dotal, qui avaient eu soin de s'assurer le consentement de la femme à la vente, ne pouvaient être inquiétés par elle (4). Est-ce à dire cependant que leur situation

1. On a discuté la question de savoir si depuis le règlement de 1600 le contrat de mariage sous signatures privées (ce qui formait les deux tiers des contrats) portait hypothèque légale comme le contrat notarié, ou s'il devait faire l'objet d'une reconnaissance notariée.

2. Roupnel, p. 716.

3. Arrêt du 5 mars 1677. (Basnage, II, p. 406.)

4. C'est ce que dit le *Stille de procéder en pays de Normandie* de 1515 au chapitre « De bref de mariage encom-

était exempte de tout risque ? Non, car la coutume de 1583, dans ses articles 540 et 542, décide que si la femme ne peut obtenir le paiement de sa récompense sur les biens de son mari (ce qui suppose déjà qu'il n'a pas fait emploi du prix de l'immeuble dotal) « elle peut subsidiairement s'adresser contre les détenteurs de ladite dot, lesquels ont option de la lui laisser, ou lui payer le juste prix à l'estimation de ce qu'il pouvait valoir lors du décès de son mari » (art. 540) ou « eu égard à ce qu'il valait lors du contrat » (art. 542). C'est l'application rigoureuse du principe que la femme doit toujours retrouver la valeur de sa dot aliénée.

Ce recours subsidiaire appartenait à la femme et à ses héritiers (1), qui pouvaient l'exercer à propos de tous les immeubles de la femme (2). C'était une action réelle, purement mobilière, ayant pour but de permettre à la femme d'exercer la condition résolutoire « réputée tacitement écrite dans tous les contrats d'aliénation de biens dotaux » dit un arrêt du 28 novembre 1831 (3).

bré » : « Et si de soy il (l'acheteur) peut deffendre à clameur, faire le pourra... et pourra dire que les héritaiges n'étaient point les héritaiges de la femme, et que posé que les héritaiges fussent à elle, si s'est elle volontairement consentie au marché et vendition... »

1. Un arrêt du 2 juillet 1841 décide qu'on ne saurait, même aux héritiers purs et simples de la femme, exciper contre eux de l'exception de garantie. (*R. C.*, 1841. p. 287.)

2. Même à propos d'immeubles échus par succession collatérale depuis le Code civil. (Caen, 8 juillet 1824. *R. C.*, 1824. 1. 95).

3. *R. C.*, 1831. 1. 564.

Le recours de la femme contre le tiers détenteur étant subsidiaire, le tiers menacé pouvait opposer à la femme une exception de discussion si elle n'avait préalablement poursuivi son paiement sur les biens du mari, à moins toutefois que le mari ne fût insolvable (1), ou que ses biens ne fussent situés hors de Normandie (2).

La femme ne pouvait exiger du tiers qu'il restituât l'immeuble en nature. La Coutume le laissait libre, s'il préférait, d'indemniser la femme en lui payant la valeur de l'immeuble, et elle distinguait pour fixer le montant de l'indemnité, selon que l'immeuble était dotal ou non. S'il s'agissait d'un fonds dotal le tiers devait verser à la femme la valeur estimative de ce fonds au moment du décès du mari, à moins que la femme ne se contentât du prix stipulé dans l'acte de vente (3). S'agissait-il, au contraire, de biens non dotaux, l'estimation s'en faisait d'après la valeur au jour de cette estimation. Dans les deux

1. En ce sens Roupnel, p. 719, et arrêts du 26 novembre 1831 (*R. C.*, 1837, 561) et du 25 mars 1828 (*S.* 1828. 2. 62).

— *Contra* : Basnage, II, p. 412.

2. En ce sens arrêts du 23 janvier 1616 et du 20 mars 1618, rapportés par Bérault, II, p. 559.

3. En ce sens : Godefroy, II, p. 560. — Cauvet, *op. cit.*, p. 27. — Colin, *op. cit.*, p. 434. — Certains auteurs ont cependant dénié à la femme le droit de faire cette option, arguant que l'estimation était faite pour sauvegarder les intérêts de la femme en la mettant à l'abri de tout préjudice. En ce sens, Basnage, II, p. 412. — Flaust, I, p. 473. — Roupnel sur Pesnelle, p. 718 (arrêt du 20 mai 1710).

cas le tiers acquéreur devait en outre restituer à la femme les fruits de l'immeuble dotal et lui payer les intérêts de sa valeur, mais seulement à compter de la mise en demeure qui devait lui en être faite (1).

L'action en recours de la femme, sous la Coutume de Normandie, était imprescriptible pendant le mariage, par dérogation à l'article 522 de la Coutume. Cette dérogation était ancienne, elle se trouvait déjà dans la *Summa* (2) et devait être maintenue sous l'empire de la *Coutume réformée*. Basnage la justifie en se basant sur l'article 537 : « La Coutume ne faisant commencer l'année qu'elle donne à la femme que du jour du décès de son mari, il est manifeste que tout le temps précédant ne lui est pas nuisible et que la prescription ne commence à courir contre elle que du jour de la dissolution du mariage (3). » A compter de cette dernière date ou de la séparation de biens, l'action en recours de la femme se prescrivait par quarante ans, conformément aux ordonnances de 1510 et de 1535.

Depuis la promulgation du Code civil, la seule prescription applicable est la prescription de dix ans, qui ne commence à courir qu'à la dissolution du mariage (4).

1. Godefroy, II, p. 565. — Basnage, II, p. 412. — Rouen, 28 juillet 1855. (*R. R.*, 1855, p. 305).

2. *Summa de legibus Normaniæ*, titre *De feodo et elemosina*, p. 299.

3. Basnage, II, p. 369.

4. Guillouard, IV, n^{os} 1909 et s. — Colmet de Santerre, VI,

§ 3. — *Prescription des biens dotaux*

Nous venons de voir que l'action en revendication de la femme était imprescriptible pendant le mariage. Nous devons nous demander maintenant si la prescription acquisitive ou usucapion pouvait s'exercer à l'encontre des biens dotaux.

Supposons qu'un tiers se fût mis par usurpation en possession d'un immeuble dotal, ou que cet immeuble ait été vendu à un tiers par un vendeur qui n'en était pas propriétaire, l'usurpateur ou l'acquéreur allaient-ils pouvoir opposer à la femme la prescription comme pendant le mariage ? Il eût été logique que la Coutume de Normandie, qui édictait l'inaliénabilité des biens de la femme mariée et se montrait protectrice à l'excès de sa dot, eût déclaré, comme corollaire à cette inaliénabilité, ainsi que le fit le Code civil, l'imprescriptibilité des immeubles dotaux. Elle resta muette sur ce point : ni dans le *Grand Coutumier*, ni dans la *Coutume réformée* de 1583, il n'existe aucune exception au principe général que la prescription de quarante ans en matière immobilière vaut titre en toute justice pour quelque chose que ce soit (art. 521). La plupart des com-

n° 232 *bis*. — Laurent, XXIII, n° 503. — Cass., 31 mars 1841. (S. 41. 1. 397). — Caen, 27 janvier 1831 (S. 51. 2. 428). — *Contra* : Troplong, IV, n°s 3375 et s.

mentateurs conclurent de ce silence qu'on ne pouvait apporter aucune exception à cette règle fondée sur des motifs d'intérêt général et d'utilité publique (1) et que, par conséquent, l'usucapion pouvait être opposée à la femme mariée à raison de ses immeubles dotaux, même si cette prescription avait commencé à courir depuis le mariage (2).

§ 4. — *Situation particulière de la femme
séparée de biens*

Nous avons vu plus haut que la séparation de biens était à peu près la seule dérogation que l'on pouvait apporter au régime légal normand dans le contrat de mariage, elle pouvait aussi être prononcée au cours du mariage, quand la dot de la femme se trouvait compromise. Quelle que fût la cause de la séparation, il allait en résulter une situation particulière pour la femme séparée, relativement à l'inaliénabilité de ses biens. Il semble qu'elle aurait dû être traitée à ce point de vue plus favorablement que la femme non séparée ; c'est le contraire qui était la règle ; la Coutume de Normandie revêtait les immeubles de la femme séparée d'une inaliénabilité absolue, que le mari ne pouvait pas écarter en

1. Basnage, II, 358.

2. Basnage, II, 368. — Bérault, II, 474. — Godefroy sur Bérault, 482.

autorisant l'aliénation (*Placités*, art. 127 (1)). Par suite la femme pouvait recourir directement contre son acquéreur, sans être obligée de discuter préalablement les biens de son mari. L'autorisation du mari avait pour seul effet de permettre au tiers de payer la valeur de l'immeuble à la femme, au lieu de le lui restituer en nature (2).

Cependant l'article 127 décréta que la nullité de l'aliénation n'enlevait pas au contrat tout effet, le tiers pouvait en poursuivre l'exécution contre la femme, c'est-à-dire le recouvrement de ses déboursés, sur ses biens mobiliers et les revenus échus de ses immeubles, sans pouvoir d'ailleurs lui demander en sus des dommages et intérêts (3).

Cette inaliénabilité absolue ne s'appliquait d'ailleurs qu'à une certaine catégorie de biens : les immeubles qui appartenaient à la femme lors de la séparation ou qui lui étaient échus depuis par succession. La femme séparée pouvait librement aliéner tous ses meubles et les immeubles qu'elle avait acquis depuis la séparation sans être obligée d'en faire le emploi (art. 126 des *Placités*).

Enfin la femme séparée de biens ne pouvait ni

1. Basnage, II, p. 392 et s..

2. Arrêt du 23 juillet 1636 (Basnage, *loco citato*.) Le Code civil dans son article 1447 a abrogé l'article 127 des *Placités* et depuis sa promulgation la femme séparée peut valablement aliéner ses immeubles sans l'autorisation de son mari.

3. Flaust, I, 508. — Pesnelle, p. 710.

renoncer à son douaire (1), ni disposer à titre gratuit hors des limites de l'article 126 (2).

D. — *Incapacité velléienne de la femme
Normande*

1^o *Le Principe.* — Le régime matrimonial normand, déjà très sévère pour les aliénations permises à la femme mariée, se montrait plus rigoureux encore pour les obligations qu'elle pouvait contracter, c'est là un de ses traits caractéristiques.

Cette incapacité de la femme de s'obliger remonte aux sources même du droit normand, elle dérive de la vieille idée germanique du *mundium*, de la prédominance absolue du mari sur la femme. Et lorsque la connaissance du droit romain se répandit en France, amenant avec elle son cortège d'incapacités pour la femme, la Normandie accueillit très facilement cette législation qui répondait si bien à ses propres tendances.

Le sénatus-consulte velléien et la Novelle de Justinien connue sous le nom d'authentique *Si qua mulier*, qui prohibaient sous certaines conditions l'intercession de la femme pour autrui, furent immédiatement appliquées dans notre province, et y reçurent une telle extension qu'ils aboutirent bien vite à

1. Basnage, II, p. 397. — Arrêt du 26 juillet 1839, *Rec.* p. 3-357.

2. Arrêt du 1^{er} août 1730.

rendre la femme mariée incapable de s'obliger même à son profit (art. 538 et suiv. de la Coutume). Ses obligations étaient nulles de plein droit sauf dans certains cas prévus par la loi. Cette incapacité velléienne de la femme était si bien entrée dans les mœurs normandes, que notre Parlement déclara toujours nulles les renonciations au bénéfice du Velléen ; bien plus, lorsque l'édit d'août 1606, abrogeant en France le sénatus-consulte velléen, fut promulgué par Henri IV, ledit Parlement refusa formellement de l'enregistrer (1) et depuis de nombreux arrêts ont constaté expressément qu'il était toujours en vigueur en Normandie (2).

Non seulement la doctrine et la jurisprudence normandes acceptèrent toujours le velléen, mais elles en firent même une application particulièrement énergique.

C'est ainsi que, plus rigoureux que le droit romain, le droit normand étendit l'incapacité velléienne à la femme séparée de biens, et même à la veuve et à la fille (3).

En outre, dans les provinces coutumières, dès le xiv^e siècle, on admit, pour éluder le velléen, la

1. V. Froland. *Mémoire sur le sénatus-consulte velléen*, p. 53 et 93.

2. Bérault, II, p. 550, arrêt de 1614. — Basnage *Traité des hyp.*, p. 101. — Froland, p. 94. Le *Grand Coutumier* resta même observé dans le comté d'Eu, bien qu'il fût du ressort du Parlement de Paris.

3. Cette extension a été cependant contestée. (Voir Froland, p. 91.)

pratique de la renonciation jurée. Ceci ne fut jamais admis en Normandie, et le Parlement de Rouen a toujours prohibé la renonciation au velléen qu'elle fût expresse ou déguisée sous forme de serment (1).

La nullité des actes d'intercession de la femme était une nullité radicale, qui s'appliquait de plein droit sans qu'il fût besoin d'obtenir de lettres de chancellerie comme cela se pratiquait dans le Midi, et qui ne pouvait être couverte par aucune ratification (2). Si la femme avait exécuté son obligation elle pouvait même en répéter l'objet (3) ; par suite, l'exception qu'elle tirait du velléen était opposable par elle ou par ses héritiers en tout état de cause. Il importait peu également que l'obligation eût été souscrite par la femme, seule ou avec l'autorisation de son mari, l'engagement était présumé souscrit au bénéfice du mari et dans son intérêt exclusif et par suite nul au regard de la femme (4).

Ajoutons enfin que si la femme normande, c'est-à-dire domiciliée en Normandie, possédait des biens dans le ressort d'une coutume ayant reconnu l'abrogation du velléen, elle ne pouvait pas plus engager ces biens par un acte d'intercession que s'ils étaient

1. Froland, p. 105 et suiv. — La jurisprudence se trouve être sur ce point identique à celle du Parlement de Toulouse. — Houard. V^o Caution.

2. Bérault, II, 53, arrêt de 1614.

3. Froland, p. 141.

4. Voir consultation des avocats de Rouen du 12 juin 1683 rapportée dans Froland, p. 101 et Basnage, p. 396 et 412.

situés en Normandie, parce que l'on considérait l'incapacité velléienne comme de statut personnel.

A l'inverse, une femme, domiciliée dans un pays de coutume, ne pouvait engager ses biens situés en Normandie par un acte d'intercession, que dans les limites des articles 539 et suivants de la coutume, ainsi que nous l'avons vu plus haut, parce que l'inaliénabilité dotale que ces articles édictaient était de statut réel (1).

2° *Exceptions au principe.* — Cette incapacité de la femme normande, si rigoureuse qu'elle fût, souffrait cependant quelques exceptions :

En premier lieu cette incapacité de s'obliger ne s'appliquait qu'en matière de contrats, les obligations résultant pour la femme de ses délits étaient exécutoires sur ses biens même dotaux, c'est ce que décidait expressément l'article 544 de la coutume qui délimite également la responsabilité du mari.

En dehors même de ces obligations délictuelles, la femme pouvait exceptionnellement s'obliger par ses contrats.

D'abord elle pouvait valablement contracter une obligation dans les cas prévus par l'article 541, où il lui était permis d'aliéner ses biens dotaux. Cependant cette obligation ne pouvait s'exécuter que sur les

1. Froland, p. 180 et s.

2. V. aussi Bérault, II, p. 568. — Godefroy, II, p. 560 et suiv. — Sous l'empire du Code civil, il est maintenant reconnu sans conteste que les obligations résultant pour la femme de ses délits ou quasi-délits sont exécutoires sur ses biens dotaux. — Guillouard, IV, n° 2096 et la note 1.

meubles ou sur le revenu des immeubles que la femme pouvait avoir après la mort de son mari ou après la séparation de biens (1).

La seconde exception avait trait à la femme séparée de biens ou marchande publique, qui pouvait valablement engager ses meubles et acquêts (2).

Enfin, dans certains cas exceptionnels, la femme normande était autorisée à faire un véritable cautionnement, elle pouvait cautionner son fils, pourvu que son cautionnement ne dépassât pas sa part dans la succession ; de même on lui permettait d'emprunter valablement pour doter sa fille, pourvu que cette dernière fût héritière (3).

SECTION III

Droits respectifs des époux sur les biens l'un de l'autre après la dissolution du mariage

A la dissolution du mariage, chacun des époux avait respectivement certains droits pécuniaires à exercer tant sur les biens acquêts que sur le patrimoine de son conjoint.

1. Arrêt de la Grande Chambre du 23 août 1737. Flaust. *Commentaires* I, 502.

2. L'article 220 du Code civil permet également à la femme marchande publique de s'obliger.

3. Ces exceptions n'étaient admises par aucun texte, c'était une création de la pratique sanctionnée par la jurisprudence. V. Basnage. *Traité des hypothèques*, 2^e partie, II. — Arrêts du 17 mars 1641, et 19 février 1658. Froland, p. 472.

A. — *Droits de la femme*

A la dissolution du mariage, la femme avait d'abord droit à la restitution de sa dot et à la reprise de ses « paraphernaux ».

Elle avait ensuite droit à son douaire coutumier.

Enfin elle avait droit à une part dans les meubles et conquêts.

a) *Restitution de la dot.* — La femme avait d'abord droit de demander la restitution de sa dot.

Pour que cette demande fût valable, il fallait que la femme prouvât que le mari avait bien reçu sa dot, et cette preuve se faisait au moyen d'une quittance écrite qui devait être authentique pour faire foi à l'égard des créanciers (1). Si le mari avait donné quittance sans avoir touché la dot, ses héritiers n'étaient pas admis à prouver le non-paiement de la dot, à moins que la fraude ne fût manifeste, et sous réserve du serment déféré à la femme (2). Si, au contraire, la femme n'avait pas de quittance, les avis étaient très partagés sur le point de savoir si elle pouvait demander la restitution de sa dot (3). Un arrêt du 31 janvier 1652 (4) admettait que le mari

1. Article 130 d'une ordonnance de Louis XIII, confirmée par une déclaration royale du 19 mars 1696. Le Code civil (art. 1341, 1348, 1353) édicte la même règle.

2. Basnage, II, p. 148. — Arrêts du 17 janvier 1689 et 13 mai 1742. — Roupnel, sur Pesnelle, p. 713.

3. Flaust, I, p. 404. — Roupnel, sur Pesnelle, p. 705.

4. Basnage, I, p. 550.

était considéré comme ayant reçu la dot, si dix ans s'étaient écoulés depuis le mariage (1).

Quant aux garanties données à la femme par obtenir la restitution intégrale de sa dot, ou tout au moins de sa valeur, nous les avons étudiées plus haut en détail. Nous verrons plus loin comment la pratique étendit ces garanties à la dot mobilière par l'insertion dans les contrats de mariage de la clause dite « de consignation ».

b) *Reprise des « paraphernaux »*. — L'usage s'était établi de bonne heure en Normandie (2) de permettre à la femme de reprendre les meubles, linges et vêtements à son usage personnel, pourvu que leur valeur ne fût pas excessive. C'étaient ces objets que la coutume normande dans son article 395 appelait « paraphernaux », dénomination qui n'a qu'un rapport très éloigné avec les paraphernaux du régime dotal romain et moderne.

En cas de décès de la femme, le Parlement de Rouen autorisait ses héritiers à demander ses paraphernaux, les considérant comme de véritables propres de la femme (3).

Si la femme avait par une clause de « remport »,

1. C'était la solution des pays de droit écrit. C'est aussi celle du Code civil (art. 1569).

2. Une décision de l'Echiquier de 1306, rapportée par Houard accordait, à Marguerite de Hainaut, pour paraphernaux « un char sans chevaux, une robe à son choix, un lit garni et une pièce de chaque vaisselle, à l'exception toutefois de la vaisselle en métal précieux ».

3. Arrêts du 26 août 1626 et du 30 juillet 1627.

stipulée dans son contrat de mariage réalisé certains meubles en dehors de ceux rentrant dans la catégorie des « paraphernaux », elle pouvait les reprendre à la dissolution du mariage dans la succession de son mari. Cette reprise se faisait d'après les termes stipulés au contrat de mariage.

D'ailleurs elle ne pouvait exercer ces reprises que dans le cas où elle renonçait à sa part dans les meubles et conquêts.

c) *Du douaire de la femme survivante.* — Comme dans les autres coutumes de l'ancienne France, la femme survivante avait droit en Normandie à un douaire, qui, selon la formule de Pothier, lui permettait « en sa viduité de représenter l'honneur et la dignité de la maison de son mari » (1).

Le douaire tire son origine de l'usage qui existait chez les Germains d'offrir à la femme certains présents au moment du mariage (2). Cette donation était, encore à l'époque du *Très Ancien Coutumier*, conventionnelle ; mais déjà elle pouvait s'appliquer à des immeubles (3).

1. Pothier. *Traité du douaire*.

Auteurs ayant traité du douaire : Remusson. *Traité du douaire*. — Ginoulhiac. *Histoire du régime dotal et de la communauté en France*, p. 325 et suiv. — Jouen. *Observations présentées par la Faculté du droit de Caen sur le Projet de loi de M. Delsol*. Caen, 1875.

Spécialement en Normandie : Biard. *Traité du douaire en Normandie*. Evreux, 1784. — Marie. *Du douaire de la femme en Normandie* (thèse). Caen, 1890.

2. Tacite. *De mor. Germ.*, ch. XVIII.

3. *Très Ancien Coutumier*, p. 4. — *Summa*, ch. CI, p. 251, édition Tardif, Gruchy, p. 246.

Mais, sous certaines influences, et surtout sous celle de l'Eglise catholique, il devint bientôt coutumier, c'est-à-dire légal et obligatoire, et se transforma en un simple droit d'usufruit sur les biens laissés par le mari.

Le douaire normand se distinguait de celui des autres coutumes par certaines particularités, dont les principales étaient son caractère archaïque et sa sollicitude pour les intérêts de la femme.

En Normandie, la femme acquérait son droit au douaire par la consommation du mariage. « La femme gagne son douaire au coucher » dit le *Grand Coutumier*, chapitre CI, et la *Coutume réformée* dans son article 367 (1).

Le douaire normand qui avait commencé par porter sur les meubles, puis sur les meubles ou les immeubles (*Très Ancien Coutumier*) (2), ne porta plus

1. Cette règle était celle de l'ancien morgengab germanique. Elle fut d'abord observée dans toutes les coutumes, puis la plupart admirèrent comme point de départ au douaire la formation du mariage (C. de Paris, art. 248). La règle ancienne subsista seulement en Normandie, Bretagne, Chartres et Ponthieu.

2. Sous l'empire du *Très Ancien Coutumier*, la tendance était déjà marquée pour un douaire ne portant que sur les immeubles, car dans son ch. V, § 5 (Tardif, p. 5) il dit que le douaire mobilier devra être en achat d'immeubles ou de rentes qui appartiendront pour l'usufruit seulement à la veuve. Cependant il excluait dans son ch. III, § 1 (Tardif, p. 2) le chef manoir ou maison familiale des immeubles sur lesquels pouvait porter le douaire tout en décidant plus tard dans son ch. LXXIX, § 6 (Tardif, p. 81) que ce chef manoir pouvait être affecté au douaire de la femme si elle ne pouvait trouver ailleurs de quoi parfaire son douaire.

dans le dernier état du droit, que sur les immeubles, en même temps qu'il devint légal. Il grevait tous les immeubles du mari, présents et à venir, c'est-à-dire ceux qu'il possédait au jour du mariage et ceux qui lui étaient advenus depuis par succession en ligne directe, y compris ceux qui lui provenaient d'un don mobil de la femme (1). La Coutume de Normandie, ainsi d'ailleurs que quelques autres Coutumes (Maine, Anjou, Touraine), octroyait même ici à la femme une faveur particulière : elle lui donnait le droit de faire porter son douaire sur les immeubles des ascendants du mari décédés après la mort de celui-ci, et qu'ils possédaient au jour du mariage (2). Ce douaire était appelé « douaire *ex assensu patris* », et était considéré comme une conséquence de la présence et du concours des ascendants au contrat de mariage, de telle sorte qu'il n'existait plus, si ceux-ci n'avaient pas consenti au mariage (3).

La quotité du douaire en Normandie était du tiers en usufruit, tandis que dans la plupart des autres coutumes il était de moitié, conformément à l'or-

1. *Grand Coutumier*, ch. CI, Coutume de 1583, art. 367.
— *Placités*, art. 71.

2. *Grand Coutumier*, ch. CI, Coutume de 1583 (art. 369).
— Ce dernier article semble même accorder à la femme son douaire sur les immeubles possédés par les ascendants au jour du décès du mari.

3. Sur cette partie V. Biard, p. 14.

donnance de Philippe-Auguste de 1214, qui ne fut jamais appliquée dans notre province.

A côté du douaire coutumier ou légal, la Coutume de Normandie permettait la stipulation d'un douaire conventionnel ou préfix, qui ne pouvait d'ailleurs se cumuler avec l'autre. Ce douaire préfix pouvait porter sur les meubles aussi bien que sur les immeubles (1), et il pouvait être inférieur au tiers des immeubles en usufruit, mais non supérieur (2).

La femme avait droit de profiter de son douaire à partir de la mort de son mari, mais pour cela elle devait adresser une demande aux héritiers du mari (3).

Elle pouvait faire cette demande non seulement en cas de mort naturelle de son mari, mais aussi en cas de mort civile de celui-ci, résultant de condamnation ou de vœux monastiques (4), en cas de longue absence du mari; ou enfin quand la séparation de corps ou de biens était prononcée contre lui, ou quand il était devenu insolvable.

Le douaire était une donation légale dont l'effet était reculé au décès du donateur. Cependant même

1. Coutume de 1583, art. 371.

2. *Id.*, art. 371 à 374. — Les art. 372 et 373 permettaient de faire intervenir des plèges ou cautions pour pouvoir excéder la quotité légale. V. aussi *Placités*, art. 78. — *Très Ancien Coutumier*, ch. IV (Tardif, p. 3). — Basnage, II, p. 43.

3. Dans la plupart des autres Coutumes, cette demande n'était pas nécessaire.

4. Pesnelle, p. 317.

avant la mort du mari, elle n'était pas complètement dénuée d'effets. La femme possédait contre les héritiers ou les autres tiers détenteurs des immeubles grevés de son douaire une action réelle qui lui permettait de poursuivre en leurs mains ces immeubles pour exercer dessus son droit d'usufruit pendant sa vie comme douairière (1).

Par le fait de ce douaire, les immeubles du mari se trouvaient frappés d'une vraie indisponibilité (2), qui s'étendait même aux immeubles des beaux-parents de la femme, quand il y avait douaire *ex assensu patris* (3).

La Coutume faisait donc preuve d'une extrême sollicitude pour les intérêts de la femme, à un tel point que celle-ci ne pouvait valablement renoncer à son recours contre les tiers acquéreurs des biens frappés par son douaire, en concourant à l'acte d'aliénation des biens de son mari, cette renonciation anticipée était interdite comme constituant un acte d'intercession prohibé par le sénatus-consulte velléen (4).

1. *Très Ancien Coutumier*, ch. LXXIX, § 7 (Tardif, p. 82). — Coutume de 1583, art. 378 et 379. — Basnage, t. II, p. 64.

2. Une seule catégorie d'immeubles y échappait : ceux provenant ou non d'un don mobil de la femme qui n'étaient grevés du douaire que s'ils n'avaient été ni aliénés ni hypothéqués par le mari (*Placités*, art. 71).

3. Basnage, t. II, p. 39.

4. Froland, p. 755. — Cette protection des droits de la femme paraît tout à fait excessive, et semble être le point faible du régime matrimonial normand (A. Colin, *N. R.*, 1892, p. 453).

En cas de convol en secondes noces, la femme ne perdait pas son douaire sur les biens de son premier mari. On lui enlevait son droit au douaire, seulement si elle se conduisait impudiquement dans l'an du deuil, ou si la séparation de corps avait été prononcée contre elle, ou enfin si elle n'avait pas assisté son mari pendant la maladie qui avait amené sa mort (1).

d) *Droit de succession de la femme sur les immeubles et conquêts.* — A la dissolution du mariage, la femme normande, outre la reprise de sa dot et son douaire, avait le droit de participer aux résultats avantageux du mariage, en prenant une certaine portion des meubles et des conquêts.

Il semble que la Coutume de Normandie ait voulu reconnaître par là que les époux ont contribué tous deux à la prospérité du mariage, et que tous deux, par conséquent, la femme aussi bien que le mari ont droit aux bénéfices que leur travail et leur prévoyance leur ont permis de réaliser.

Ce droit de la veuve se rapproche donc assez du droit que l'on reconnaît aujourd'hui à la femme ou à ses héritiers de prendre part à l'actif sous le régime de communauté. Et même quelques auteurs normands et même modernes ont soutenu que c'était là en effet un véritable droit de communauté et que par suite il n'y avait pas à tenir compte de l'arti-

1. Coutume de 1583, art. 316. — Basnage, sous ledit article.

cle 389 prohibant la communauté entre époux (1). Cette opinion ne nous paraît pas conforme à l'esprit ni à la lettre de notre Coutume. La rédaction de 1583 en effet, dans ses articles 392 pour les meubles et 331 pour les conquêts ordinaires, prévoit toujours le cas de prédécès du mari. « Après la mort du mari », disent les deux articles ; par suite il nous paraît certain que la femme n'avait droit à cette part des meubles et conquêts que si elle survivait à son mari ; si c'est elle qui précédait, ses héritiers n'y avaient aucun droit (2), sauf toutefois pour les conquêts, dits en bourgage, pour lesquels l'article 331 admettait qu'en cas de prédécès de la femme ses héritiers naturels pourraient participer à ces conquêts, sauf à souffrir l'usufruit du mari.

D'autre part, la séparation de biens ne donnait pas ouverture au droit de la femme, et la femme ne pouvait opposer aux créanciers du mari le bénéfice d'émolument.

Le droit de la femme aux meubles et conquêts ordinaires constituait donc non pas un droit de communauté, mais bien un droit de succession personnel à la veuve.

1. Ducastel, avocat au Parlement de Rouen publia en 1770 une dissertation pour établir que le droit de la femme lui appartenait à titre de commune collaboration, Homberg. *Des abus du régime dotal*. — A. Tardif. *Origine de la communauté de biens entre époux*, p. 33 et s.

2. V. arrêts du 11 mars 1655 (Basnage, t. II, p. 88) et du 2 juin 1835 (*Rec. des arrêts de Caen*, II, 393).

C'était l'opinion de nos plus célèbres jurisconsultes (1) et aussi celle de la jurisprudence (2), elle est également défendue par quelques auteurs modernes (3).

Il nous faut distinguer le droit de la femme sur les meubles et conquêts ordinaires, et son droit sur les conquêts en bourgage.

1° *Droit de la femme sur les meubles et les conquêts ordinaires.* — La femme survivante avait droit à un tiers en toute propriété des meubles, s'il y avait des enfants, et à la moitié s'il n'y avait pas d'enfants ou bien si les enfants nés du mariage n'étaient que des filles et avaient été dotées et établies du vivant du mari (4), de plus s'il y avait des conquêts immeubles ordinaires elle en avait le tiers en usufruit (5).

Ce droit de la femme ne prenait naissance que par le prédécès du mari.

1. Basnage, II, p. 72 et suiv. — Houard. V° Communauté t. I, p. 301 et suiv. — Duval-Duhazey. *Traité de l'hérédité des femmes en Normandie* (1771). (Dissertation faite en réponse à celle de Ducastel.)

2. Arrêt de Montory du 3 août 1739, rapporté par Houard, t. I, p. 307.

3. Cauvet. *De l'organisation de la famille en Normandie*, p. 28. — A. Colin. *Nouvelle Revue historique*, 1892, p. 455. « Le droit des gens mariés dans la coutume de Normandie. »

4. Coutume de 1583, art. 392 et 393.

5. Art. 329. — Les bailliages de Caux et de Gisors dérogeaient, à la règle générale : la femme avait droit à la moitié des conquêts ordinaires, en propriété, au bailliage de Gisors et un usufruit au bailliage de Caux.

La femme qui acceptait son droit de succéder aux meubles et conquêts ordinaires, perdait le droit d'exercer contre les tiers acquéreurs de ses biens dotaux, les diverses actions en recours qui lui étaient ouvertes par la coutume, car cette acceptation, l'obligeait, en qualité d'héritière, aux diverses obligations de son mari, et notamment à l'obligation de garantie dont il était tenu envers l'acquéreur de l'immeuble dotal vendu par lui.

Cette solution, admise sans contestation par les commentateurs de la coutume normande (1), est une nouvelle preuve que le droit de la femme aux meubles et conquêts ordinaires était bien un droit de succession.

Quant à l'origine de ce droit, on l'a cherchée dans les anciennes lois scandinaves (2) ou germaniques (3).

Ne doit-on pas plutôt y voir un développement spontané de la coutume de Normandie, qui s'expliquerait par le désir de compenser au profit de la femme après la mort du mari les avantages sérieux et la situation prépondérante que la loi reconnaissait à ce dernier pendant le mariage (4), et aussi d'assurer quelques ressources à la femme survivante dans le cas où le mari ne laisserait aucun immeuble

1. Basnage, II, 453. — Bérault, II, 537.

2. Laferrière, V, 646, le rapproche des dispositions de la loi suédoise d'Uplande de 1275.

3. Houard, I, 303. — Loi des Ripuaires, titre XXXVII, p. 1 et 2.

4. C'est l'opinion de M. A. Colin, *op. cit.*, p. 460.

propre sur lequel elle pourrait exercer son douaire, et où elle-même n'aurait pas de dot.

2^o *Droit de la femme sur les conquêts en bourgage*. — Sur les conquêts en bourgage, au contraire, la femme possédait un véritable droit de communauté. Les immeubles en bourgage étaient ceux qui se trouvaient dans l'enceinte des villes, et des bourgs (1). Ces immeubles ne comprenaient pas seulement les biens-fonds en « héritages », mais aussi les rentes. Pour ces derniers biens, c'était la situation de l'immeuble, et non le domicile du créancier qui déterminait le droit que la femme pouvait exercer sur elles.

La femme avait droit à la moitié en pleine propriété des conquêts en bourgage, et cette quotité ne pouvait être augmentée par aucune convention entre les époux (2).

A la différence du droit sur les meubles et conquêts ordinaires ce droit sur les conquêts en bourgage était toujours en pleine propriété, il s'ouvrait non seulement par la mort du mari, mais aussi par la séparation de biens, et en cas de prédécès de la femme, ses héritiers prenaient sa part dans les conquêts en bourgage (3) : pour tous ces motifs c'était bien là un droit de communauté.

1. Voir sur cette catégorie spéciale d'immeubles la thèse de M. Génestal. *De la tenure en bourgage*.

2. Coutume de 1583, art. 330.

3. Sous la double restriction qu'ils devaient supporter le droit de viduité du mari, et qu'ils pouvaient se voir retrayer

Il en résultait que la femme pouvait invoquer le bénéfice d'émolument ; mais ce bénéfice ne pouvait guère s'exercer qu'au cas de séparation de biens, ou quand sa part était prise par ses héritiers personnels, car dans les autres cas, qui formaient la généralité, elle ne pouvait accepter sa part dans les conquêts en bourgage sans accepter en même temps sa part dans les meubles et conquêts ordinaires, et cette dernière acception l'obligeait comme héritière à la totalité des dettes du mari. La femme ou ses héritiers ne pouvaient s'en affranchir qu'en renonçant, ceux-ci à leur part dans les conquêts en bourgage, et la femme à tous ses droits tant aux meubles qu'aux conquêts. En définitive c'étaient les immeubles en bourgage, comme seul actif commun, qui supportaient en première ligne toute la charge du passif. Tous les commentateurs étaient d'accord sur ce point (2) : « On ne doute point, dit notamment Basnage, que la femme, prenant part aux conquêts, ne soit contribuable à toutes les dettes contractées par son défunt mari ; mais si la femme prédécède son mari, ses héritiers, ayant part dans une moitié aux conquêts, ne seront obligés solidairement aux dettes et ils n'y contribueront que jusqu'à concurrence de la valeur des conquêts. » Comme le précédent, il sem-

leur part aux conquêts en bourgage par le mari ou ses héritiers, en vertu de l'article 332 du *Grand Coutumier*.

2. Basnage, I, p. 502. — Pesnelle, sous l'article 329. — Flaust, I, titre 7, ch. I, § 4. — Houard, V^o Communauté.

ble bien que ce droit était dû à un développement propre du droit Normand (1).

B. — *Droit de viduité du mari*

Lorsque la femme décédait la première, le mari survivant possédait sur les biens de sa femme un droit d'usufruit analogue au douaire et même plus étendu puisqu'il portait sur la totalité desdits biens.

Ce droit de viduité du mari avait une origine très ancienne, qui semble se rattacher à une institution analogue germanique énoncée dans la loi des Alamans (2). Il s'est maintenu en Angleterre sous le nom de « Courtoisie d'Angleterre » (3), et quelques auteurs en ont conclu que c'était une institution d'origine anglo-saxonne (4).

D'après le *Grand Coutumier* (art. 134) deux conditions étaient nécessaires pour que le mari pût exercer ce droit.

Il fallait d'abord qu'il ne se remariât point.

Et ensuite il fallait qu'il ait eu un enfant né vivant de sa femme prédécédée, sans qu'il y eût à se préoc-

1. Voir sur l'origine et les causes de ce droit de communauté, Colin, *op. cit.*, p. 463 et s.

2. Loi des Alamans, titre 92. — Voir en ce sens : Houard, IV, p. 462. — Glasson, *op. cit.*, II, p. 302. — A. Colin, *op. cit.*, p. 466.

3. Littleton, liv. I, ch. IV, sect. 35. — Glanville, liv. VII, ch. XVIII, et liv. VIII, VII.

4. Littleton, *loc. cit.* — Laferrière, V, p. 652. — Cauvet, p. 39.

cuper d'ailleurs de savoir s'il avait ou non survécu à sa mère.

La Coutume de 1583 (art. 382) a conservé ces conditions en adoucissant un peu la première ; le mari qui se remariait n'avait plus droit qu'à l'usufruit du tiers des biens de sa femme prédécédée.

Ce droit de viduité du mari survivant s'exerçait à l'encontre des enfants de la femme, même d'un premier lit, à charge seulement pour le mari de subvenir à leurs besoins et d'aider à marier les filles, à moins qu'il ne préférât leur abandonner le tiers des revenus de leur mère (1).

1. Art. 383 et 384 de la Coutume de 1583.

CHAPITRE II

De la rédaction des contrats de mariage en Normandie sous l'Ancien Régime

Dans les différentes études qui ont été faites de l'ancien régime matrimonial normand, les auteurs se sont surtout attachés à exposer les règles de droit qui régissaient les rapports pécuniaires des époux, ainsi que les interprétations qu'en donnaient les jurisconsultes et les Parlements. A côté de cette partie théorique, nous estimons qu'il serait intéressant de voir comment on traduisait dans la pratique les règles de la coutume et les opinions de la doctrine. Il nous suffira pour cela, de jeter un coup d'œil dans les minutes des notaires normands du xviii^e siècle.

Sous l'ancien régime, et dans ce dernier état du droit, les notaires étaient des fonctionnaires royaux qui étaient chargés de la rédaction des actes et contrats pour leur conférer l'authenticité par l'apposition d'un sceau aux armes du roi, ils avaient en outre la garde et le dépôt des minutes de ces actes et

eux seuls avaient le droit d'en délivrer des grosses, expéditions ou extraits aux parties. Ils réunissaient ainsi en leur personne les fonctions, anciennement séparées, des notaires, qui dressaient les actes, des tabellions qui en délivraient les copies ou grosses, des garde notes qui avaient la garde des minutes et protocoles des notaires qui cessaient leurs fonctions pour une cause quelconque, et des gardes-scels qui apposaient le sceau royal sur les actes (1).

La fonction de notaire, au point de vue de la mise en pratique du droit, était donc déjà d'une importance capitale : les notaires n'étaient pas seulement les rédacteurs de la volonté des contractants, ils en étaient le plus souvent les inspireurs et les régulateurs ; c'était à eux que revenait la mission délicate de concilier les lois, faites dans un intérêt général, avec les innombrables intérêts particuliers qui régissaient et venaient compliquer chaque cas de même nature. Leurs actes devaient donc refléter fidèlement d'une part les tendances diverses des parties contractantes, d'autre part l'opinion personnelle du notaire rédacteur et sa manière d'interpréter les règles du droit.

Nous y trouverons une source précieuse de renseignements sur les goûts, les aspirations et les préférences du public : telle clause très souvent répétée, nous montrera la popularité de l'institution juridique

1. Voir pour cette partie historique : Merlin, *Répertoire universel de jurisprudence*, V^o Notaire, p. 618. — Houard, *Dictionnaire de droit normand*, V^o Notaire, p. 354.

dont elle est l'application, au contraire les réticences, les précautions et les réserves dont on enveloppe telle autre clause nous feront voir le peu de faveur dont jouit la règle de droit qu'elle veut traduire en essayant d'en paralyser les effets.

Particulièrement en la matière qui nous occupe, il est intéressant de consulter les minutes des notaires. Le contrat de mariage est un acte d'une importance capitale dans la vie juridique d'un peuple, c'est la charte dans laquelle vivront les époux au point de vue de leurs droits pécuniaires, qui déterminera dans des limites rigoureuses les actes qui leur seront permis et ceux qu'ils ne pourront faire, et qui fixera d'une manière précise leurs fortunes respectives. Or, quoique la Coutume de Normandie, en établissant un régime matrimonial légal et obligatoire, se montre à l'égard des pactes permis aux futurs époux assez stricte et ne permette guère de dérogations aux règles qu'elle édicte, il est cependant utile de connaître comment, dans la pratique, on appliquait ces principes et de voir si tous jouissaient dans le public d'une égale faveur.

Nous verrons surtout dans la deuxième partie de cette étude le rôle important joué par les notaires après 1789 tant pour faire admettre à leurs clients, et même aux tribunaux, des réformes qu'ils jugeaient pratiques et avantageuses que pour la conservation des vieilles règles coutumières ; et comment ils ont réussi à sauver quelques bribes de notre ancien

régime matrimonial normand à travers la tourmente révolutionnaire et la législation napoléonienne.

Nous allons d'abord étudier brièvement sous quelle forme on pouvait rédiger les contrats de mariage sous l'empire de notre coutume.

Nous reproduirons ensuite, en rappelant succinctement les règles juridiques dont elles sont l'application et la traduction, les principales clauses insérées par les notaires dans les contrats de mariage normands.

§ 1. — *Règles de forme des contrats de mariage dans l'ancienne Normandie*

La coutume de Normandie, qui se montrait si sévère pour toute clause qui eût pu être interprétée comme un avantage indirect entre les époux, (art. 410) permettait cependant, à la différence de toutes les autres coutumes françaises, de rédiger les contrats de mariage sous signatures privées, mais sous la condition expressément formulée dans l'article 388, que le contrat fût passé en la présence des parents des conjoints et signé par eux. Cette formalité assurait la date du contrat et prouvait que les époux n'avaient pas profité de ce moyen pour s'avantager après coup, à l'aide de donations ou de clauses de « remport » simulées et antidatées (1). Si le contrat

1. Conf. Houard *Dict.* V^o Contrat de mariage, p. 360 et Cauvet, *op. cit.*, p. 13.

de mariage était fait entre deux majeurs hors la présence des parents, il devait être déposé pour minute avec reconnaissance d'écriture avant la célébration du mariage, à peine de nullité des clauses extraordinaires y contenues (1).

Toutefois le contrat de mariage sous signatures privées présentait une infériorité sur le contrat authentique : l'hypothèque légale de la femme ne pouvait en résulter, avant qu'il n'ait acquis date certaine, par le décès d'une des parties qui l'avaient signé (2).

Enfin si, dans le contrat de mariage, les tiers faisaient des donations à l'un ou l'autre des futurs époux, il semble bien que depuis l'ordonnance de 1731, un tel contrat devait être passé devant notaires (3).

Malgré les inconvénients et infériorités inhérentes à la forme sous signature privée, plus de la moitié des contrats de mariage étaient rédigés sous cette forme. Il est vrai qu'on en retrouve un grand nombre déposés par la suite au rang des minutes des notaires, pour leur conférer l'authenticité avec les avantages qu'elle entraînait.

Depuis la promulgation du Code civil, la jurisprudence a eu souvent à trancher des questions relati-

1. Arrêt du 9 sept. 1629 rapporté par Basnage sous l'article 388.

2. Arrêt du 4 juillet 1686, rapporté par Basnage sous l'article 527. — Conf. art. 136 des *Placités*.

3. Conf. Merlin V^o Contrat de mariage, p. 83 ; voir arrêt rapporté aux *Questions de droit*, V^o Contrat de mariage p. 15.

ves à la forme des contrats de mariage rédigés sous l'empire de la coutume. Les décisions intervenues sont à peu près toutes conformes aux principes que nous venons d'exposer. Ainsi, elles ont reconnu qu'il était de jurisprudence certaine en Normandie avant la promulgation du Code civil que les conventions matrimoniales pouvaient être constatées par actes sous signatures privées, auxquels les parents des futurs concouraient, et que ces actes étaient considérés comme ayant date certaine, et faisaient foi pour les stipulations y contenues, sauf les cas de dol ou de fraude contre lesquels les tiers étaient toujours recevables à réclamer (1).

Que les contrats de mariages sous signatures privées ne devaient point à peine de nullité, en tant qu'actes synallagmatiques être rédigés en double original, en raison de ce que les conventions matrimoniales pouvaient être prouvées même à l'égard des tiers par la voie de « record », par le témoignage des parents et amis qui avaient assisté au mariage, pourvu qu'ils « parlissent de certain », aux termes des

1. Arrêts de Caen du 14 janvier 1823 et du 29 novembre 1827. *Journal des arrêts de Caen et Rouen*, partie de Caen, t. IX, p. 382.

Un arrêt a même déclaré valables les donations à cause de mort et autres conventions portées dans un contrat de mariage sous signatures privées fait en Normandie bien que ledit contrat ne fût signé que par les futurs seulement (Caen, 29 janvier 1827.)

articles 366 et 387 de la Coutume et 78 des *Placités* (1).

Que dans les contrats de mariage sous signatures privées les donations qui avaient été faites par un tiers aux époux étaient frappés de nullité ; de telles donations ne pouvaient avoir lieu que par acte passé devant notaire, conformément à l'ordonnance de 1731 ; seules étaient valables dans ces contrats de mariage les conventions matrimoniales et les avantages que se faisaient les époux entre eux dans les limites permises par la Coutume de Normandie, parce que de telles conventions avaient plutôt le caractère de stipulations à titre onéreux que celui de véritables libéralités (2).

Enfin il a toujours été jugé que sous la Coutume de Normandie les donations entre époux par contrat de mariage, même sous signatures privées étaient dispensées des formalités de l'insinuation (3).

1. Caen, 8 frimaire an X. — 10 avril 1810. — 15 décembre 1823. (*C. R.*, 3. 167). — 16 mai 1835 (*R. P.* 2. 318). — 30 août 1836 (*R. P.* 1. 34).

2. Caen, 26 novembre 1821, — 24 mai 1837 (*R. P.* 1. 402). — Un arrêt a même jugé que ces avantages faits par un père à ses enfants, dans de semblables actes, étaient moins regardés comme des donations ordinaires que comme l'acquit d'une dette naturelle, les contrats de mariage étant regardés comme des pactes de famille contenant des stipulations matrimoniales tenant lieu de partage de successions anticipées, partage qui pouvait se faire valablement par acte sous seing privé (Caen, 10 avril 1812).

3. Caen, 3 nivôse an II, 19 germinal an XII. — 31 juillet 1807. — 27 mars 1810 — 14 mars 1817. — 14 mars 1820. — 26 juillet 1830, (*C. R.*, 13. 256). — 23 août 1831 (*C. R.* 13. 87.)

§ 2. — *Principales clauses insérées dans les contrats de mariage normands sous l'Ancien Régime*

Nous allons maintenant examiner la rédaction pratique et matérielle des contrats de mariage normands sous l'ancien régime, en reproduisant dans leur texte intégral un certain nombre des clauses les plus fréquemment employées en Normandie.

Afin de nous rendre compte par nous-même de la différence qui pouvait exister entre les diverses régions de notre province au point de vue de la rédaction de ces clauses, nous avons compulsé les minutes de notaires dans trois régions différentes de Normandie : Caen, Rouen et l'ancien bailliage de Gisors, pour lequel nous avons déjà signalé une règle spéciale édictée par la Coutume au sujet du droit de la femme sur les conquêts en bourgage. Nous n'avons constaté dans la forme des contrats de mariage que des différences très peu importantes, qui n'étaient que des différences de formules d'une étude à l'autre, mais qui exprimaient au fond la même règle.

Pour la clarté de cette étude, et pour faciliter la comparaison rapide des règles de la Coutume avec leurs applications pratiques, nous rappellerons brièvement les principes coutumiers qui régissent le droit des gens mariés en Normandie, et nous mettrons en regard le texte des clauses qui en étaient la traduction.

Au xviii^e siècle, les contrats de mariage qu'ils fussent notariés ou sous seings privés débutaient tous par un préambule, dont la première partie venait attester la domination étroite exercée par l'Eglise Catholique sur le contrat purement civil de mariage, et qui contenait ensuite les noms, prénoms et domicile des futurs époux et de leurs parents. Dans les contrats faits sous signatures privées on avait soin de constater la présence et le consentement des parents et amis, pour assurer la validité des clauses que les futurs époux voulaient y stipuler, ainsi que nous l'avons expliqué précédemment.

Le contrat de mariage proprement dit commençait ensuite par l'énonciation des apports de la future épouse, apports qui consistaient soit en mobilier, soit en argent, soit en immeubles, et lui provenaient de ses économies ou lui étaient donnés par ses père et mère. Quand ses père et mère étaient morts nous savons que ses frères étaient tenus de lui fournir un « mariage avenant ».

Exemple de contrat de mariage normand au XVIII^e siècle
(Formule complète)

Du mardy sixième jour de juin 1747, à Caen, par devant les notairés royaux soussignés.

Pour parvenir au mariage qui au plaisir de Dieu sera fait et célébré dans la sainte Eglise catholique, apostolique et romaine.

Entre Pierre Jacques Anthoine Adam, fils de deffunt Jacques Adam et de deffunte Marie Auret, de la paroisse de

Nous rapportons plus loin une cause de mariage avenant.

A la suite de l'énonciation des apports se plaçait le « don mobil » fait au futur époux ; la future stipulait la quotité de ce don mobil, et se constituait le surplus en dot, ce qui en enlevait la libre disposition au mari si son apport consistait en effets mobiliers ou en argent, car au moyen de la « consignation » qu'en faisait le mari sur ses biens présents et à venir la restitution s'en trouvait assurée, au moins en valeur (v. formule ci-dessous, secundo).

Le don mobil stipulé au profit du futur époux était pris aux dépens de la dot de la future, c'est pourquoi la convention qui le réglait était toujours et nécessairement liée à celle qui réglait la dot, et c'est aussi pourquoi il ne pouvait sans sortir de ses bornes naturelles, s'étendre au delà des biens qui composaient cette dot.

Villy et d'Aulnay, ses père et mère, d'une part, demeurant actuellement paroisse Saint-Nicolas de Caën, — et demoiselle Anne Suzanne Châlles, fille de deffunt Michel Châlles, sieur de la Planche, et de deffunte Marie Bouvée, ses père et mère, demeurant paroisse Saint-Jean de Caën, — après que lesdits futurs de condition libre se sont donnés la foy du mariage et promis s'épouser à la première requisition de l'un d'eux, les cérémonies de lad. Eglise dûment faites et observées, les pactions dudit espéré mariage ont été arrêtées de la manière et ainsi qu'il suit :

« Primo : Ledit sieur Adam maître perruquier en ladite ville de Caën a déclaré prendre ladite demoiselle Chasles de la Planche pour sa future et légitime épouse avec les biens

Nous savons que le don mobil ne pouvait excéder la totalité du mobilier et le tiers des immeubles et qu'il fallait pour qu'il existât une stipulation expresse de la femme dans le contrat de mariage. Dans la pratique, ainsi que nous avons pu nous en rendre compte par la lecture d'un certain nombre de contrats de mariage, on avait plutôt tendance à le restreindre qu'à l'étendre. Dans le dernier état de la pratique notariale coutumière on ne le faisait plus guère porter que sur les meubles et l'argent, le considérant comme une indemnité allouée au mari pour les charges du ménage analogue à la part de reve-

qui luy sont échus de la succession de son père, et les droits de légitime qu'elle peut prétendre sur celle de sa mère, lesquels biens sont de valeur de trois mil livres, scavoir mil livres pour le capital des rentes qui luy appartiennent, déduction faite des charges, y compris ce qui lui reviendra pour sa légitime, et deux mil livres en argent provenant de la vente qu'elle a fait il y a deux ou trois ans d'un petit bien propre qui lui appartenait en la commune de Crossy, dont l'acquéreur est saisi, et de plus ses hardes et linges estimés à deux cents livres.

« Secundo : Du nombre de laquelle somme de deux mil livres dont ledit sieur futur sera saisi la veille des épouzailles, il y en aura mil livres pour son *don mobil*, et les autres mil livres avec les rentes actives existantes, chargées des rentes passives, sont pour tenir nature de dot, nom, côté et ligne de ladite future, à laquelle fin ledit futur a dès à présent comme dès lors fait *consignation* et remplacement actuel sur tous ses biens présents et à venir de ladite somme de mil livres ainsi que les capitaux des rentes en cas de réception.

nus qui lui est allouée pour le même motif dans notre régime actuel de séparations de biens.

Flaust (1) rapporte cependant une clause de don mobil ainsi conçue : « Et de la part de la demoiselle Desalins pour soutenir les frais du mariage, a déclaré donner audit seigneur de Martat tous ses meubles présents et à venir, et en outre lui donner pour son don mobil le tiers de tous ses immeubles, tant échus que ceux qui lui pourraient échoir à l'avenir, soit de succession paternelle, maternelle qu'autrement, les deux autres tiers desdits immeubles étant destinés pour tenir nature de dot de ladite demoiselle futur épouse, et pour tenir son nom, côté et ligne. » Cette clause, qui stipulait le don mobil le plus étendu qu'il fût possible de faire dans notre coutume, fut attaquée comme constituant une dérogation à l'article 390, qui prescrivait au mari le remplacement de la moitié des meubles de la femme ; un arrêt du 26 août 1745 repoussa ses prétentions et donna gain de cause aux héritiers du mari. Néanmoins une pareille clause était plutôt exceptionnelle.

Tout ce que la future épouse ne comprenait pas dans le don mobil qu'elle faisait à son futur conjoint, constituait sa dot, « était pour lui tenir lieu de dot, nom, côté et ligne », comme on disait alors. C'était cette dot que la Coutume protégeait par les règles si minutieuses et si protectrices des intérêts de la femme que nous avons analysées dans notre

1. *Commentaire*, I, p. 333.

premier chapitre. Pour la dot immobilière, la restitution intégrale en était assurée à la femme par des garanties très étendues ; au contraire la dot mobilière, et plus spécialement la dot en argent était en principe à l'entière disposition du mari, de sorte que la femme n'avait à la dissolution du mariage qu'un simple droit de créance. Au décès du mari la femme ne pouvait alors reprendre sa dot que sur les meubles de la succession, et s'ils étaient insuffisants sur les conquêts (1). En face d'un mari insolvable la dot de la femme se trouvait donc en péril.

C'est pour remédier à ce danger que de bonne heure dans la pratique ont eut recours à la clause dite de « consignation ». On insérait dans le contrat de mariage (ou au plus tard dans la quittance qui était donnée des deniers reçus, lorsqu'il s'agissait des capitaux des rentes données en dot à la femme et que le mari recevait au cours du mariage) (2) que le futur époux « faisait dès à présent consignation et remplacement actuels sur tous ses biens présents et à venir » de la dot de la future (3). Au moyen de cette clause, la future acquérait le droit de demander et reprendre sa dot d'une manière générale sur tous les biens du mari, de telle sorte que les héritiers du mari devaient supporter sur leur part dans les

1. Art. 365 de la Coutume.

2. Houard. *V^o Dot*, p. 644.

3. Une simple promesse de remplacer n'était pas réputée une consignation actuelle. (Arrêt du 22 décembre 1657, rapporté par Basnage sous l'art. 365.)

immeubles la dot de l'épouse survivante, qui avait toujours droit d'ailleurs de prendre dans les conquêts la part qui lui était assignée par la Coutume (1).

La consignation fixait aussi le montant exact de la dot qui devait toujours demeurer au prix qu'elle avait été constituée, de telle sorte que si le mari l'avait remplacée à un denier moindre que le denier de constitution, ses héritiers devaient en tenir compte sur le pied de la constitution (2).

Cette clause fut accueillie avec faveur comme un utile complément des mesures protectrices édictées par nos coutumiers. La *Coutume réformée* de 1583 en connaissait déjà l'existence (3). Au xviii^e siècle elle était devenu de style dans tous les contrats de mariage ; nous l'avons trouvée dans tous ceux que nous avons consultés pour cette époque.

A la suite de ces stipulations relatives à la dot, le futur époux promettait à sa femme « son douaire coutumier » sur tous ses biens. Il devait avoir soin dans cette clause de dispenser son épouse de toute demande en justice, car autrement elle n'aurait eu droit aux arrérages qu'à compter du jour de la demande. Il n'était pas d'usage en Normandie de stipuler un douaire « préfix » (ou conventionnel nous savons d'ailleurs que ce douaire ne pouvait excéder le douaire purement coutumier, c'est-à-dire un tiers.

1. Art. 365, C. N. et 69 des *Placités*.

2. Ainsi jugé par un arrêt du 17 décembre 1665.

3. Art. 365.

Le contrat de mariage se terminait généralement par une clause dite de « remport » où la femme stipulait ce qu'elle aurait le droit de reprendre sur sa dot mobilière à la dissolution du mariage par le prédécès du mari : Ou bien la femme se réservait le droit de prendre une certaine somme d'argent qu'elle avait réellement apportée en mariage, c'était ce qu'on appelait le remport d'obligation (1) ; on l'assimilait quant à ses effets à la dot non consignée, c'est-à-dire qu'il donnait à la femme un simple droit de créance contre la succession de son mari. Ou bien la femme se réservait le droit de reprendre ses meubles, bagues et bijoux (paraphernaux), ou une certaine somme qui en représentait la valeur à son choix. Enfin la femme pouvait encore se réserver la réversibilité à son profit du don mobil qu'elle avait fait à son mari soit en pleine propriété, soit le plus souvent en usufruit (formule ci-dessous). En cas d'existence d'enfants ou décès du mari, ces remports étaient généralement réduits.

« Tertio : Ledit futur a gagé *douaire coutumier* à la dite future sur tous ses biens présents et à venir, pour en jouir, quand il y aura lieu sans qu'elle soit obligée d'en faire aucune demande en justice. ».

« Quarto : En cas de prédécès dudit futur avant ladite future sans enfants vivants sortis de leur espéré mariage, elle remportera précisément en exemption de toutes dettes et charges sa chambre garnie ou la somme de huit cents

1. Houard. V^o Paraphernal, p. 401.

Dans tous les cas nous savons que ces remports étaient prélevés par la femme nets de toutes dettes et charges et ne mettaient pas obstacle à ce que la femme profitât de tous les avantages de survie que lui reconnaissait la Coutume.

Ces clauses de remport étaient fort délicates à rédiger, et elles donnèrent souvent lieu à des diffi-

livres à son choix, en outre les habits, hardes et linges, bagues et bijoux à son usage avec une somme de six cents livres sans préjudice de sa dot et douaire et de sa part aux autres meubles suivant coutume ; dans lequel cas de prédécès dudit futur sans enfants ou supposé que les enfants viennent à décéder avant ladite future, ce don mobil par elle accordé sera réversible à son bénéfice pour par elle en jouir seulement sa vie durant, la propriété en étant acquise audit futur qui en a fait remplacement sur ses immeubles, lesquels en demeurent chargés le cas échéant, c'est-à-dire que dans le susdit cas, ladite future, outre sa rente d'otale percevrait annuellement sur les fonds dudit futur cinquante livres de rente viagère pour l'intérêt de la somme donnée en don mobil, sauf son douaire sur le surplus et ses reprises sur les meubles.

Quinto : Enfin tout le contenu en l'article précédent aura également lieu dans le cas de prédécès dudit futur avant ladite future et qu'il y ait enfants vivants, à l'exception seulement que ladite future remporterait sa chambre garnie en l'état qu'elle se trouverait et que la reprise de la somme de six cents livres demeurerait réduite à deux cents livres.

Au surplus toutes les autres dispositions dudit article seront exécutées.

Dont de tout lesdites parties sont demeurées d'accord et contentes sous l'obligation respective de leurs biens, et ont signé après lecture.

cultés et à des procès. C'est qu'en effet, ainsi que l'on peut s'en rendre compte par les exemples que nous avons cités, cette stipulation pouvait cacher un avantage indirect par le mari à la femme, ce qui était formellement prohibé par la Coutume. Par exemple si la femme avait apporté un mobilier insignifiant et se réservait d'autre part le remport d'une somme bien supérieure à sa valeur réelle, il est bien évident qu'elle retirait du contrat un avantage qui tombait sous le coup de l'article 410 de la Coutume.

Cependant la jurisprudence semble avoir toujours validé les clauses de ce genre, mais sous réserve toutefois de la distinction suivante : si la femme n'avait pas fait de don mobil à son mari, ses remports ne pouvaient s'exercer que sur les meubles (1) Si au contraire la femme avait fait un don mobil à son mari, le remport pouvait être pris sur les immeubles, mais seulement jusqu'à concurrence de la valeur du don mobil (2).

II. — *Autre exemple de contrat de mariage* (M^e Castel notaire à Rouen du 11 novembre 1788).

.

1. Arrêts du 13 janvier 1667 et 17 août 1684, rapportés par Basnage, II, p. 172. — Cependant un arrêt du 21 juillet 1733 a reconnu à la femme, qui n'avait pas fait de don mobil à son mari, le droit d'exercer son remport sur les immeubles à défaut des meubles, mais à condition qu'il fût prouvé qu'elle avait bien apporté à son mari les meubles dont elle avait stipulé le remport en leur véritable valeur.

2. Arrêt du 27 janvier 1677 (Basnage, II, p. 172).

A laquelle demoiselle future épouse ledit futur époux dès à présent gagé *douaire coutumier* d'un tiers des biens présents et à venir à courir du jour qu'il aurait lieu sans qu'elle soit obligée d'en faire aucune demande en justice.

... (Constitution de dot par le père de la future à sa fille de 10.000 livres en argent)...

... Sur laquelle somme de 10.000 livres, apportée composée comme il est dit, il en est par ladite demoiselle future épouse, du consentement dudit sieur son père donné 4.000 livres en *don mobil* audit futur époux ; les 6.000 livres d'excédant étant pour *être en dot* et tenir les noms, côté et ligne d'icelle que ledit futur époux a par la présente *consigné*, constitué et remplacé au denier 20 sur tous ses biens présents et à venir.

Déclare ledit sieur Boucherot père de ladite demoiselle future épouse se réserver la réversion de ladite dot d'icelle à l'exclusion de tous héritiers collatéraux.

.

(Clause de remport analogue à celle ci-dessus)

III. — *Autre exemple de contrat de mariage*

M^e Lenfant, notaire à Mainneville, près Gisors, du 1^{er} décembre 1751.

En faveur duquel mariage ledit futur époux du consentement dudit Louis Dubos son père, a promis et gagé douaire coutumier à ladite future sur tous ses biens meubles et immeubles présents et à venir, à l'avoir esprendre lorsque douaire aura lieu au désir de la Coutume de Normandie, sans qu'elle soit tenue d'en faire aucune demande en justice.

Et de la part desdits Camel père et mère a été promis donner et payer à ladite future leur fille la somme de 2.500 livres d'argent monnayé payable la veille des épouailles de laquelle somme ladite future, du consentement de

Enfin avant la mention de clôture et de signature, les parties obligeaient tous leurs biens à l'exécution fidèle des « pactions » du contrat de mariage.

Telles étaient les clauses les plus souvent employées dans la confection des contrats de mariage normands sous l'ancien régime. Il est encore cependant deux situations particulières de la femme, qui nécessitaient la rédaction de clauses spéciales, nous

ses père et mère fait don mobil du tiers au profit du futur époux pour lui en faire et disposer ainsi qu'il avisera bien, et quant aux deux autres tiers resteront et demeureront pour tenir nature de dot, nom, côté et ligne d'icelle future, avec tout ce qui lui pourra échoir par succession, donation, legs ou autrement, lesquels deux tiers ledit Dubos père conjointement et solidairement avec ledit futur son fils, ont déclaré remplacer et consigner sur tous leurs biens présents et à venir.

De plus lesdits Camel, père et mère, ont encore promis, donner et fournir à ladite future épouse, leur fille, ladite veille des épouzailles les meubles et trousseau qui suivent : savoir..... le tout d'une valeur de 580 livres.

Lesquels meubles et trousseau icelle future épouse aura et remportera par préciput et en exemption de toutes dettes, en cas de décès dudit futur avant elle, ou ladite somme de 580 livres pour la valeur d'iceux, à son choix et option, en outre remportera aussi ses bagues, bijoux, argenterie marqués en son nom, dot, douaire et autres remports acquis aux femmes par ladite Coutume de Normandie, et ce, soit qu'elle renonçât ou acceptât la succession dudit futur, et qu'il y ait enfants vivants ou non procréés de leur mariage.

Cessant, etc...

voulons parler des cas où les époux stipulent la séparation de biens, et de celui où la femme veuve se remarie ayant des enfants du premier lit.

Quand les futurs conjoints adoptaient un régime de séparation de biens, le contrat ne différait pas sensiblement comme forme des contrats ordinaires, on y ajoutait seulement un article spécial contenant l'énumération des biens du futur et une clause contenant la stipulation de séparation de biens et de séparation de dettes. Les contrats de ce genre étaient assez rares.

Dans les cas où une veuve se remariait, ayant des enfants du premier lit, les stipulations du contrat de mariage devaient se conformer aux prescriptions de la Coutume relative aux seconds mariages.

IV. — *Clause de mariage avenant*

Contrat de mariage devant les notaires de Caen du 23 juillet 1747.

.
« Scavoir que Charles Frontin a promis prendre ladite Anne Daumasle pour sa future et légitime épouse avec ce qui lui a été promis et accordé par la mère d'icelle fille consistant en un lit garny, etc... et en outre avec ce qui lui a été promis par Marc Daumasle, *frère* de ladite future pour toute et telle part que ladite future pouvait espérer et prétendre aux successions tant mobilières qu'immobilières dudit deffunt Jacques Daumasle, qui est une somme de 25 livres de rente au denier vingt, à courir du jour des épouzailles, que ledit Marc promet et s'oblige à faire et payer à ladite future. Le tout composant une somme avec lesdits meubles, de 700 li-

vres, scavoir 200 livres pour les meubles; ces prêts seront livrés la veille des épouzailles, et ladite rente de 25 livres qui sera payée au domicile desdits futurs par ledit Marc Daumasle à 500 livres de capital, ayant été convenu entre lesdites parties que ladite rente demeurera pour tenir lieu de dot à ladite future épouze, et son costé et ligne, et lesdits meubles ci-dessus estimés seront et demeureront pour le don mobil audit futur, cependant ledit don mobil sera réversible au profit de la future en cas de décès du futur avant elle sans enfants vivants sorti de leur espéré mariage.

.

V. — *Clause de séparation de biens*

Contrat de mariage devant M^e Lequesne notaire à Caen
le 15 juillet 1747.

.

« Il a été en outre déclaré par ledit futur époux qu'il ne possède aucuns biens fors et excepté les habits et linge à son usage qu'il porte actuellement, une petite arche, etc..., qu'il estime ne pouvoir valloir que la somme de 20 livres.

« Convenu entre lesdits futurs qu'ils vivront ensemble comme gens civilement séparés et que les meubles de l'un ne pouvait être susceptibles des dettes de l'autre. Pourquoi ledit futur a consenty que ladite future épouse fasse faire mention de la présente clause de séparation civile sur la pancarte de notre notariat et toutes autres diligences qu'il conviendra pour cet effet (1).

Et cessant, etc...

1. La femme séparée devait faire inscrire son nom au Tabellionage à peine de nullité (Arrêt de règlement du 30 août 1555).

Comme il était interdit de stipuler en Normandie aucune clause de communauté entre époux, on ne rencontrait jamais dans les contrats de clauses d'ameublement ni de préciput.

Pour terminer cette étude pratique de l'ancien régime matrimonial normand, nous pensons qu'il est utile de rapporter, à titre documentaire également, une formule de vente d'un immeuble dotal de la femme. Celle que nous reproduisons ci-dessous est une vente consentie conjointement par le mari et la femme, par conséquent valable. La seule particularité intéressante pour notre sujet est la clause qui constate le remplacement obligatoire du prix. On peut voir que le remploi s'y trouve fait d'une manière générale sur tous les biens du mari, ce qui ne nous paraît pas très conforme aux articles 410 et 411 de la Coutume. Pourtant cette clause paraissait être devenue de style à cette époque dans la plupart des contrats de vente de biens d'une femme mariée. L'action en reprise du prix de la vente paraît avoir remplacé le remploi obligatoire, et malgré la renonciation de la femme à jamais « rien prétendre » à l'immeuble (renonciation d'une validité douteuse) il nous semble que les tiers acquéreurs n'étaient pas à l'abri de tout recours de la part de la femme, en cas d'insuffisance des biens du mari.

VI. — Vente par M. et M^{me} de Faudoas à M^{lle} de Laval, d'une pièce de terre à Sainte-Marie-du-Mont, propre à M^{me} de Faudoas (contrat devant les notaires de Caen du 7 février 1786).

.
« Cette vente est ainsi faite et moyennant la somme de dix mille six cents livres, francs deniers venant aux seigneur et dames vendeurs qui ont été payés comptant, en présence des notaires soussignés et dont mondit seigneur de Fautoas s'est saisi et en quitte la demoiselle acquéreuse.

« Attendu que la pièce de terre par le présent vendue provient du chef de M^{me} de Fautoas, M. le comte de Fautoas a déclaré faire le remplacement de la somme de dix mille six cents livres formant le prix de cette vente sur tous ses biens présents et à venir que madite dame de Fautoas autorisée comme dessus a reconnu être plus que suffisans pour servir à ce remplacement au moyen de quoi elle a renoncé à plus rien prétendre à ladite pièce de terre.

« Ainsi les parties sont convenues et demeurées d'accord...

Enfin au cours de nos recherches dans les minutes de notaires nous avons trouvé un acte d'un usage peu courant, et par suite intéressant de signaler à titre de renseignement; c'est la vente par le mari du don mobil à lui fait par sa femme aux termes de leur contrat de mariage. En l'espèce le don mobil était du tiers indivis d'immeubles dépendant des successions des père et mère de la femme; la vente se présentait donc comme une sorte de cession de droits successifs immobiliers; le vendeur se réservait d'ailleurs la jouissance dudit don mobil pendant sa vie (1).

Tel était dans son ensemble tant au point de vue théorique qu'au point de vue pratique le régime matrimonial de l'ancienne Coutume de Normandie.

1. Acte passé devant les notaires de Caen, le 29 mars 1786.

Au milieu de l'ancienne France coutumière, dont le régime avait pour base la communauté de biens entre les époux, il ressortait nettement par l'originalité de ses institutions matrimoniales, qui prohibaient cette même communauté ; mais il différait également du régime dotal pur des pays de droit écrit, en permettant sous certaines conditions l'aliénation des biens dotaux. En un mot il se séparait essentiellement du droit coutumier et du droit romain : suivant l'expression de Basnage, « il avait pris la voie mitoyenne entre l'un et l'autre » (1), donnant au crédit beaucoup moins que le premier, mais plus que le second. Nous verrons maintenant s'il conserva après la Révolution cette puissante originalité.

1. Basnage, sous l'article 538.

DEUXIÈME PARTIE

LE RÉGIME MATRIMONIAL NORMAND PENDANT LA PÉRIODE RÉVOLUTIONNAIRE

A la fin du xviii^e siècle, à la veille de la Révolution française, notre ancien régime matrimonial normand avait conservé un puissant caractère archaïque et féodal : le mari était resté le maître absolu, moralement et pécuniairement, de sa femme.

En considérant ce régime dans son ensemble, on ne peut s'empêcher de remarquer combien cette situation inférieure qu'il faisait à la femme mariée le rendait encore barbare : c'était pour lui une incapable, presque une faible d'esprit ; il lui refusait toute capacité au point de vue de l'administration et de la gestion des biens du ménage, et même de ses biens propres ; et ce mépris non dissimulé pour la faiblesse de la femme amenait de résultats choquants et souvent injustes, non seulement pour elle, mais aussi pour les tiers.

D'abord partant de ce principe que la femme devait

être foncièrement incapable et d'un niveau intellectuel inférieur à son mari, il donnait maintes faveurs à ce dernier : il avait la jouissance et l'administration des biens de la femme, il pouvait en recevoir tout ou partie en don mobil, alors qu'il ne pouvait, lui, le plus souvent (1), disposer des siens au profit de son épouse, qui devait se contenter du douaire que la coutume voulait bien lui accorder. Enfin elle n'avait qu'une part très inférieure dans les bénéfices et les économies résultant du travail commun des deux époux.

A un autre point de vue, au contraire, la Coutume se montrait pleine de sollicitude pour la femme, la défendant même contre elle-même. Cette bienveillance se traduisait par les règles très rigoureuses de l'inaliénabilité dotale et l'incapacité absolue pour la femme de s'obliger ; la Coutume forçait même le mari à veiller scrupuleusement à la conservation intégrale de la dot de la femme.

Mais il ne faudrait pas croire que cette solitude exagérée eût été inspirée par l'unique désir de racheter l'état d'infériorité où était maintenue la femme dans les autres branches de notre droit coutumier. Non, nous retrouvons ici la marque de l'esprit prudent et conservateur de nos ancêtres : ils se méfiaient de la femme, être faible et sans volonté selon eux, qui aurait facilement aliéné sa dot, si son mari le

1. Il ne pouvait faire de donation par contrat à sa future que s'il possédait des immeubles.

lui avait ordonné pour faciliter ses propres opérations, et comme ils voulaient conserver les biens dans les familles, comme c'était même là leur grand principe directeur, pour en assurer la réalisation, ils ne reculèrent pas devant des résultats extrêmement fâcheux pour la vie économique du pays autant qu'injustes pour les tiers. Ainsi la femme pouvait revendiquer son bien dotal aliéné contre les tiers acquéreurs, qui, le plus souvent avait traité de bonne foi avec les époux, payé leur prix, et pouvaient ainsi se croire à l'abri de toutes causes d'éviction ; l'action en revendication de la femme pouvait venir les dépouiller injustement, sans qu'ils aient pour se défendre, autre chose qu'un recours généralement illusoire contre le mari ou ses héritiers.

C'est là, dans cette dangereuse incertitude où se trouvait le tiers acquéreur du bien de la femme, que résidait le vice économique fondamental de l'ancien régime normand. Joignez à cela la situation inférieure qu'il réservait à la femme dans le mariage, et toutes les entraves qu'il apportait à sa liberté juridique, et nous aurons à peu près réuni les principales critiques que l'on peut lui faire à la veille de la Révolution.

Le cadre étroit dans lequel il était enfermé, ses règles rigoureuses avec leurs résultats injustes, le condamnaient à l'immobilité ; il n'était susceptible d'aucun progrès : il pouvait être encore le régime d'une noblesse oisive qui gardait jalousement le domaine

familial légué par les ancêtres, et voyait dans l'inaliénabilité dotale le moyen de conserver le bien de la famille, même parfois aux dépens de tiers trop confiants ; mais il ne pouvait plus être le régime d'une bourgeoisie commerçante ni d'un peuple travailleur que les idées libératrices du xviii^e siècle avaient éclairés sur leur véritable rôle, et qui ne voulaient plus accepter les entraves multiples et l'incertitude fâcheuse que le régime normand créait dans toutes les transactions.

Nous allons voir comment ce régime se comporta pendant la période révolutionnaire (c'est-à-dire jusqu'à la promulgation du Code civil), quels changements les lois révolutionnaires ont apportés à ses règles de fond, et quelles modifications pratiques ont amené les aspirations populaires.

CHAPITRE PREMIER

Influence des lois révolutionnaires sur le régime matrimonial normand

SECTION I

Œuvre des Assemblées Constituante et Législative

En 1789, il n'y avait en France aucune unité législative ; chaque province et même chaque région était régie par sa coutume locale, d'où une diversité infinie de lois, qui rendait l'étude du droit très ardue, même pour les jurisconsultes les plus éminents. Ajoutons à cela les droits spéciaux, féodal et canon, et les ordonnances royales, et nous verrons quelle confusion et quelle incohérence présentait avant la Révolution la législation civile de la France.

Tous les esprits éclairés, les philosophes en tête, réclamaient l'unité législative. Les jurisconsultes joignaient leurs vœux à ceux des philosophes (1).

1. Daguesseau. Lettre à Machault, *Œuvres*, éd. in-4°, VIII, 485. — Bourjon. *Droit commun de la France*, 1747, préface.

Cependant, aux états généraux de 1786, peu de cahiers demandèrent l'unification de la législation civile. La plupart, au contraire, aurait voulu revivifier leurs coutumes particulières par une revision et une refonte ; plusieurs même demandaient la reconstitution de leur province sous son ancienne forme avec ses antiques privilèges.

La Normandie se distinguait par ses prétentions particularistes : elle ne demandait rien moins que l'exécution pleine et entière de la charte aux Normands de 1315 (1).

Avec son esprit conservateur et volontiers égoïste, enchaîné aux anciennes traditions, notre province ne voyait qu'elle-même et ne songeait qu'à fortifier ses lois particulières : très attachée à sa coutume, elle en demandait la revision et l'amélioration (2).

Les vieux adversaires de l'unité législative, qui aurait anéanti toutes les faveurs dont ils jouissaient, la noblesse et le clergé, luttaient aussi vigoureusement pour le maintien de leurs privilèges même les plus exorbitants (3).

Telle était la situation, défavorable entre toutes à

1. Noblesse Caen, art. 3. (*Archives Parlementaires*, II, 49), « réclamer l'entière exécution de la grande charte, dite charte aux Normands, rédigée sous Louis X en 1315, et confirmée par Philippe de Valois, Charles VI, Charles VII, Louis XI, Charles VIII et Henri III. »

2. Noblesse de Caen, *A. P.*, II, 490.

3. Cahier du clergé de Paris *intra muros*, art. 2 (*A. P.*, V, 263), et autres cahiers du clergé en 1789.

l'unification, qui existait lorsque les états généraux de 1789 se transformèrent en Assemblée nationale constituante. Il semble que tout se liguaît pour étouffer cette réforme demandée par tous les esprits éclairés du xviii^e siècle. Il fallait une révolution morale pour la faire aboutir, — elle se produisit dans la célèbre nuit du 4 août 1789 : Les ordres privilégiés et les provinces oublièrent leurs exigences et posèrent le grand principe de l'unité législative : « Tous les privilèges sont abolis sans retour et demeurent confondus dans le droit commun de tous les Français (1). »

Mais ce mouvement d'enthousiasme passé, quand il fallut commencer à appliquer le grand principe posé et en tirer des conclusions pratiques modifiant l'ordre établi, les résistances se dessinèrent et tous les adversaires de l'unité reprirent leurs anciens arguments.

Parmi les représentants des provinces, deux camps se formèrent : d'un côté, les représentants des pays coutumiers, moins la Normandie, consentaient à l'abrogation de leurs coutumes et à l'adoption d'une législation unique basée sur les dispositions de la Coutume de Paris ; de l'autre côté, les pays du Midi et la Normandie réclamaient le maintien et la consolidation de leurs lois particulières. Quoi qu'il en fût, la majorité de l'Assemblée était favorable à la réforme, sinon de toutes les lois civi-

1. Décret des 4 et 11 août 1789, art. 10 (Duvergier, I, 40).

les, du moins de celles qui avaient la plus grande importance sociale, telles que celles concernant les successions.

Quelle était l'opinion des députés normands ? Si quelques-uns d'esprit large, comme Thouret, député du tiers-état de Rouen, Goupil-Préfeln, député de la noblesse d'Alençon et Pouret-Roque-rie, député du tiers état de Coutances (1) admettaient l'unité législative aux dépens de la coutume de Normandie, la plus grande partie des représentants de notre province se montrèrent adversaires acharnés de l'unification ; à leur tête se plaçaient Lambert de Frondeville, député de la noblesse de Rouen et Achard de Bonvouloir, député de la noblesse de Coutances. Lambert de Frondeville seconda Cazalès de tous ses efforts contre les réformes voulues par l'Assemblée. Il reconnaissait que l'unité législative était bien un système rationnel, mais il lui reprochait de ne pas tenir compte de la réalité toujours diverse. « Les coutumes, disait-il (1), appartiennent à l'universalité des peuples, elles sont l'ouvrage de l'opinion ; chacun y a mis une portion de son génie et de sa volonté », et plus loin : « Je ne viens point vous proposer de conserver nos lois parce qu'elles régissent notre pays depuis sept cents à huit cents ans, mais je vais vous représenter

1. Voir leurs observations dans la séance du 12 mars 1791 (Discussion du projet de loi sur les successions *ab intestat*) (A. P., XXIV, p. 47).

2. Discours du 12 mars 1791 (A. P. XXIV, p. 48).

qu'elles sont l'ouvrage des peuples, et qu'elles ont poussé, pour ainsi dire, d'elles-mêmes sur le sol qu'elles habitent aujourd'hui ; je vais vous représenter qu'elles n'ont point soumis ce pays, mais qu'elles se sont soumises aux mœurs, au territoire qu'elles avaient à régir. » Puis sur le point spécial de l'égalité des partages, il combattait le projet en lui reprochant le morcellement de la terre, et la « division des propriétés à l'infini est une invention funeste à l'agriculture » (1). Mais sous le prétexte de défendre la culture normande, on sentait surtout que le député de la noblesse de Rouen voulait conserver intacts les grands domaines possédés par sa caste, quand il ajoutait : « Ce sont les grandes propriétés qui constituent les chefs de famille de toutes les classes pour seconder le gouvernement dans le maintien des mœurs et de la police générale (2). »

Toutes ces résistances empêchaient l'Assemblée Constituante de réaliser l'unité législative qu'elle s'était proposée comme but.

Dans le domaine du droit civil, elle s'occupa de diverses questions très importantes, mais n'étudia pas spécialement celles relatives aux régimes matrimoniaux. Néanmoins deux lois votées par l'Assemblée Constituante eurent un certain retentissement sur le régime matrimonial normand.

D'abord le décret des 18 et 19 décembre 1790,

1. Discours cité (*Ibid.*, p. 49).

2. *Id.* (*Ibid.*).

relatif au rachat des rentes foncières et droits féodaux décida dans son article 4, que « les maris, dans les pays où les dots sont inaliénables, même avec le consentement des femmes, ne pourront liquider les rachats des droits appartenant à leurs épouses qu'à la charge de remploi ». Ceci ne changeait rien à la pratique normande en cette matière, les rentes foncières étaient considérées comme immeubles dotaux et le mari ne pouvait en toucher le remboursement que moyennant remploi. La seule modification apportée par cette loi consiste dans la faculté qu'elle donna aux débiteurs de ces rentes d'échapper à la responsabilité du remploi, en consignat leur prix de rachat qui ne serait « délivré aux personnes qui sont assujetties au remploi qu'en vertu d'une ordonnance du juge rendue sur les conclusions du ministère public auquel il est justifié du remploi » (1).

Mais ce fut surtout la loi du 8 avril 1791, celle-là même qui fut combattue avec tant d'ardeur par quelques députés normands, qui porta le premier coup au régime matrimonial de la Coutume de Normandie. Dans son article 1^{er} elle abrogeait les dispositions des coutumes qui excluait les filles ou leurs descendants du droit de succéder avec les mâles (2). En décrétant ainsi l'égalité des partages et en abolissant le privilège de masculinité, elle assurait

1. Duvergier, p. 5.

2. Loi du 8 avril 1791, art. 1. (Sirey, p. 99).

aux filles dans les successions de leurs père et mère des droits égaux à ceux de leurs frères. Par suite celles-ci n'avaient plus désormais à s'en remettre à la générosité de leurs frères pour leur constituer un « mariage avenant », elles pouvaient exiger leur part dans la succession de leurs parents, et les parents eux-mêmes ne pouvaient plus exiger de leur fille une renonciation à leur succession contre la dot qu'ils lui constituaient. Cependant là paraissent s'arrêter les applications de cette loi en matière de mariage avenant : elle n'avait aucun effet rétroactif à l'égard des donations ou partages faits sous l'empire de la Coutume : ainsi la fille normande, qui avait reçu son mariage avevant, ne pouvait, quoique appelée à la succession de ses père et mère par la loi du 8 avril 1791, demander le rapport des dons entre vifs faits à ses frères antérieurement à cette loi, c'est ce qui a été jugé par un arrêt de la Cour de la cassation du 2 pluviôse an XII(1). De même il a été jugé que la fille normande qui avait reçu sa dot et son mariage avenant, bien que rappelée à la succession de son père par la loi du 8 avril 1791, sous l'empire de laquelle le père était décédé, ne pouvait demander la révocation des avantages que ses frères avaient reçus sous l'empire des lois anciennes, à titre de démission de biens (2).

1. S. v. 4. 1. 161. — D. A. 12. 401.

2. Cass., Rej. 4 mai 1807 S. V. 7. 1. 318. — D. A. 12, 287.

SECTION II

La Convention Nationale

La Convention, aussitôt réunie, continua et groupa les projets de l'Assemblée Législative, elle s'attacha à cette tâche sans défaillances et sans concessions aux lois anciennes, elle « marqua le triomphe complet de l'esprit philosophique, des principes de liberté et d'égalité » (1).

D'une part, elle s'efforça de réaliser la réforme tant attendue par la nation, c'est-à-dire l'unification complète de la législation civile, par l'élaboration d'un Code civil. Nous verrons plus loin que les projets qu'elle discuta atteignaient fort notre ancien régime matrimonial normand.

D'autre part, elle abolit les derniers vestiges de l'ancien régime des successions et des donations par la loi du 17 nivôse an II. Nous allons montrer comment cette loi, par l'interprétation qu'elle reçut dans la pratique, modifia profondément le régime matrimonial adopté en Normandie.

Nous dirons ensuite quelques mots des autres lois votées par la Convention qui eurent quelque influence sur le statut des époux normands.

1. Sagnac, p. 384.

§ 1. — *Projets de Code civil*

Le 14 octobre 1792, la Convention créa un Comité de législation civile, criminelle et de féodalité qui fut chargé entre autres choses d'élaborer un projet de Code civil. Ce projet fut présenté à la Convention par Cambacérès le 9 août 1793.

Le titre III avait pour objet le contrat de mariage et les droits respectifs des époux. L'article 1^{er} posait le principe de la liberté des conventions matrimoniales, ce qui portait une première atteinte au régime normand, qui était obligatoire. Cependant le projet ne défendait pas, formellement du moins, aux parties de se référer aux anciennes coutumes (1).

Les articles 9 et suivants érigeaient la communauté en régime de droit commun et décrétaient que le mari et la femme administreraient en commun la fortune commune (2). Cette disposition portait un coup mortel au régime normand : si les époux ne prenaient pas soin de faire un contrat de mariage dans lequel ils se réfèrent aux dispositions de la Coutume de Normandie, ils se trouvaient mariés de plein droit soumis au régime de la communauté, régime que prohibait formellement ladite coutume.

La Convention commença la discussion de ce projet le 22 août 1793, les articles 8 et 11 furent vivement combattus. Deux courants d'idées opposées

1. Fenet, I, 19.

2. Premier projet de Code, titre III, art. 11 et 12 (Fenet, I, p. 20).

se dessinèrent dans l'Assemblée : d'un côté, les philosophes, partisans d'une législation véritablement une, repoussaient le régime dotal et n'acceptaient que la communauté (1) ; en face d'eux les juristes rejetaient le système du Comité et repoussaient l'unité absolue des lois matrimoniales ; ils voulaient respecter le principe de la liberté des conventions (2). Ce furent ces derniers qui l'emportèrent. La Convention trouva trop hardies et trop peu pratiques les propositions du Comité, elle ajourna à trois jours l'examen des articles combattus et ne la reprit plus (3).

Il est à remarquer qu'au cours de ces débats aucun député normand ne combattit le système proposé dans le projet, bien que la communauté fût prohibée par leur coutume. Il semble que déjà l'opinion publique dans notre province voyait avec plaisir la possibilité d'échapper aux règles étroites de la dotalité normande. Ce qui se passa après la loi du 17 nivôse an II en est la preuve.

Le 23 fructidor an II, Cambacérès présenta un nouveau projet de Code civil, très concis (4), qui, au

1. Ces partisans d'une application intégrale des idées révolutionnaires étaient Danton, C. Desmoulins, Couthon, Lacroix, Garnier. (Voir leurs observations dans la séance du 24 août 1793. *Moniteur universel*, XVII, 487.)

2. Ces juristes étaient Merlin, Thuriot, Mailhe, et surtout Genissieux qui prononça un véritable réquisitoire contre le projet du Comité (*Moniteur universel*, *ibid.*)

3. Sagnac, p. 301.

4. Procès verbal de la Convention. (Fenet, t. I. p. XLVII).

point de vue des conventions matrimoniales était animé du même esprit que le premier. Mais la Convention n'en discuta que dix articles le trouvant par trop simpliste.

Elle se sépara bientôt après, sans avoir pu faire aboutir l'idée de codification générale qu'elle aurait voulu réaliser et que la nation réclamait.

§ 2. — *Loi du 17 nivôse an II*

A côté de ces projets de Code civil qui ne constituèrent jamais en somme qu'une menace pour le régime matrimoniale normand, puisqu'ils ne furent jamais promulgués dans leur ensemble, la Convention décréta une loi qui, bien que n'étant pas dirigée spécialement contre l'ancien statut matrimonial de notre province, ne lui porta pas moins une atteinte des plus graves et eût une profonde répercussion sur la pratique notariale de cette époque en matière de contrats de mariage.

Ce fut la loi du 17 nivôse an II, relative aux donations et successions. Cette loi, qui avait pour but principal de déterminer, en conformité avec les idées nouvelles, ces divers modes de donations et les règles générales pour procéder au partage des successions, renversait toutes les dispositions coutumières qui maintenaient encore quelques privilèges dans les familles : son article 61 abolissait « toutes les lois, coutumes, usages et statuts relatifs à la transmission des biens par succession ou donation ». Cet

article portait un premier coup aux dispositions de notre coutume en abolissant le douaire coutumier et les autres avantages légaux entre époux (1). C'est ce que nous montrerons d'abord ; nous expliquerons ensuite comment la pratique notariale en Normandie tira de l'article 14 de la loi de nivôse la possibilité pour les époux normands de stipuler la communauté entre eux, malgré l'article 389 de la coutume qui l'excluait formellement, et n'avait jamais été abrogé expressément.

PREMIÈREMENT. — *Dispositions de la Coutume abolies par la loi du 17 nivôse (art. 61) comme contenant des avantages statutaires ; et dispositions qui ont survécu.*

L'institution qui était visée en première ligne par l'article 61 de la loi du 17 nivôse an II, était le douaire coutumier (2). Cet article l'abolissait purement et simplement : ce point n'a jamais été discuté et une jurisprudence constante la reconnu (3).

Est-ce à dire qu'après la loi de nivôse an II, le douaire disparut complètement en Normandie ? Non, il n'en fut rien. Cette loi abolissait le douaire en tout qu'avantage statutaire, c'est-à-dire existant léga-

1. Ceci est formellement reconnu par un arrêt de Cassation sections réunies du 8 janvier 1814.

2. Coutume de Normandie, art. 367 et s.

3. Rouen, 14 décembre 1824 (*C. n.*, 7. 2. 459). — Caen, 18 février 1820. — 20 février 1824. — 26 mars 1834. (*D. C.* V°. Douaire, p. 303.)

lement en l'absence de toute clause spéciale l'établissant, mais il était toujours permis aux futurs époux d'insérer une stipulation de douaire dans leur contrat de mariage, et c'est ce qui se passa dans la pratique. La clause de douaire était de style dans les contrats de mariage; dans tous ceux qui adoptèrent l'ancien régime normand, on continua à l'insérer; la loi de Nivôse n'en fit même pas changer les termes : comme auparavant le futur « gagea douaire coutumier à la future sur tous ses biens présents et à venir ». On ne paraissait pas s'être aperçu que la loi de nivôse l'avait aboli; et cela s'explique facilement, le douaire ne devant produire son effet qu'à la dissolution de l'union conjugale.

Or ce fut justement lorsque les mariages contractés sous l'empire de la loi de l'an II, vinrent à se dissoudre, c'est-à-dire vingt ou trente ans plus tard, que les tribunaux eurent à déterminer les effets de la clause de douaire stipulée depuis la loi du 17 nivôse an II. Voici quel fut le système généralement admis par la jurisprudence : le douaire stipulé sous l'empire de la loi du 17 nivôse, fût-il improprement appelé dans le contrat, « coutumier », était purement conventionnel ou « préfix », et devait être uniquement réglé par la lettre du contrat. Lorsque le futur époux avait gagé douaire à la future épouse en s'en référant à la coutume en général (et nous verrons plus loin que c'était le cas le plus fréquent), le statut normand en régissait tous les effets, tant pour la quotité de ce douaire que pour son ouverture, tant par rapport aux

époux, que par rapport aux tiers (1). Par suite la séparation de biens y donnait ouverture en l'absence de toute clause contraire comme elle donnait ouverture à l'ancien douaire coutumier (2). Mais si la stipulation de douaire portait qu'il ne serait ouvert qu'à la dissolution du mariage, on ne pouvait alléguer des dispositions de la coutume pour déclarer que la séparation de biens y donnait ouverture; la convention devait faire la loi des parties. C'est ce qu'a décidé un arrêt de la Cour de cassation du 12 février 1817, confirmant un arrêt de la Cour de Rouen du 25 mai 1815 (3); un des attendus de cet arrêt reconnaît formellement au douaire préfix tous les effets que nous venons d'énumérer : « Attendu, sur le premier moyen, que la stipulation de douaire insérée dans le contrat de mariage de la dame de la Houssaye postérieurement à la loi du 17 nivôse an II, qui a aboli les statuts relatifs au douaire, est une stipulation purement conventionnelle que la Cour d'appel a pu interpréter, comme elle l'a fait, d'après la lettre du contrat, sans se reporter à ce qui aurait eu lieu sous l'empire de l'ancien statut. »

Généralement dans les contrats de mariage nor-

1. Rouen, 29 décembre 1810. — Caen, 20 août 1817. — 13 mai 1819. — 25 juillet 1823. — 10 mai 1824. — 26 novembre 1827. (*D. C. Ibid*).

2. Cf. nombreux arrêts de Caen rapportés, *D. C. V^o. Douaire*, p. 296, n^{os} 30 et s.

3. *C. n.* 5. 1. 280. — *D. A.* 10.152.

mands, on stipulait que le douaire porterait sur les biens à venir du mari aussi bien que sur ses biens présents. Or sous l'empire de la coutume, nous avons vu que le douaire portait sur les immeubles présents et à venir du mari, qui se trouvaient frappés de ce chef d'une véritable indisponibilité par suite du recours subsidiaire de la femme. Le douaire préfix continua-t-il à produire cet effet après la loi du 17 nivôse an II qui abolissait le douaire coutumier ? Sur cette question la jurisprudence s'est divisée : quelques arrêts voulurent continuer à voir dans le douaire conventionnel une donation entre vifs à laquelle le mari ne pouvait porter atteinte durant le mariage même par des dispositions à titre onéreux et qui, s'exerçait au préjudice des créanciers du mari (1), d'autres arrêts, au contraire, décidèrent que le douaire conventionnellement affecté aux biens à venir ne pouvait être considéré comme une donation entre vifs les rendant inaliénables, mais bien comme une donation à cause de mort qui ne s'exerçait que sur les biens trouvés dans la succession du mari, déduction faite des dettes, et que par suite si le mari n'avait pas renoncé à aliéner ou hypothéquer ses biens, ils restaient libres entre ses mains et non affectés au douaire sa vie durant (2).

1. Caen, 20 février 1824. — 28 nov. 1821. — 29 nov. 1827 (*C. R.* 9382) *D. C.* V^o Douaire, p. 303.

2. Cf. Rouen, 25 mai 1815 (de la Houssaye) confirmé par Cassation du 12 février 1817, déjà cité. — Caen, 26 juin 1822, *D. C.* V. Douaire, p. 384.

Ces derniers arrêts, à notre avis, donnent la plus juste interprétation de la loi de nivôse qui, en abolissant le douaire coutumier, a certainement voulu surtout détruire l'indisponibilité qu'il créait sur les biens du mari ; on ne saurait donc, en l'absence de toute clause contraire, indiquant la volonté des parties, interpréter le contrat dans le sens le plus opposé au but même de la loi.

— L'article 61 de la loi du 17 nivôse an II abolissait également, en tant qu'avantage statutaire, une institution analogue au douaire, qui était le droit de viduité accordé par la Coutume au mari sur les biens de sa femme lors de son décès (1). Comme le douaire, il ne peut désormais exister qu'en vertu d'une stipulation expresse du contrat de mariage (2).

— De même l'avantage que faisait au mari l'article 391 de la Coutume, en lui accordant le droit de ne faire emploi au bénéfice de sa femme que de la moitié de la valeur des successions mobilières qu'il recueillait au nom de celle-ci, lorsque cette valeur excédait la moitié du don mobil fait au mari en faveur du mariage, devait être considéré comme aboli par l'article 61 de la loi de nivôse. Il constituait en effet un avantage statutaire, en transmettant légalement au mari une partie des biens de sa femme, sans que celle-ci pût s'y opposer. Les législateurs de l'an II

1. Art. 382 et suiv. — *Placités*, art. 77.

2. Caen, 31 août 1829 (*R. C.*, vol. XIII, p. 225).

ne pouvaient voir d'un bon œil cette donation forcée, si contraire aux idées de liberté et d'égalité proclamées par les lois révolutionnaires ; il est certain qu'il l'ont aussi visée dans l'article 61. C'est ce qu'a d'ailleurs reconnu depuis une jurisprudence à peu près constante (1). Il en résultait que, sauf clause contraire, la femme pouvait répéter tous les meubles à elle échus pendant le mariage (2).

— Enfin on doit considérer que la loi de nivôse an II a également aboli, comme établissant un avantage statutaire tombant sous le coup de l'article 1^{er}, l'usage normand qui attribuait au mari la propriété de tous les apports mobiliers de son épouse, dont elle ne s'était pas réservé la reprise dans son contrat de mariage. De nombreux arrêts se sont depuis prononcés en ce sens (3).

Cependant il a été décidé que si depuis la loi de nivôse la femme en se mariant n'avait pris aucune précaution pour faire constater l'existence de ses apports, on devait en conclure qu'elle avait voulu en faire don mobil à son mari, qui en acquérait la

1. Caen, 10 mai 1824. — 27 nov. 1828. — 26 déc. 1828. — 15 janvier 1833. — 17 déc. 1816. — 18 juillet 1821. — 26 juin 1822. (*D. C.* V^o Epoux normands, p. 367). — Un seul arrêt de Caen s'est prononcé dans un sens contraire, décidant que l'article 390 de la Cout. de Normandie n'avait pas été abrogé par la loi du 17 nivôse an II (9 août 1820) (*Ibid*).

2 Caen, 27 oct. 1828.

3. Caen, 26 août 1823, — 15 mai 1827. — 16 mai 1835. *D. C.* V^o Epoux Normands, p. 366.

propriété à compter du mariage, mais à condition toutefois que ces apports fussent des meubles corporels qui pouvaient être donnés de la main à la main ; ils constituaient par suite une donation résultant du fait même et de la volonté de la femme et non un avantage statutaire forcé (1).

— Telles sont les dispositions de la Coutume de Normandie qui se sont trouvées abolies par l'article 61 de la loi du 17 nivôse an II. Mais il faut bien remarquer que cet article n'abrogeait que ce qui concernait la transmission des biens par succession ou donation ; par suite toutes les anciennes règles coutumières étrangères à ces matières demeurèrent intactes. Nous allons indiquer brièvement quelles sont ces institutions de l'ancien droit matrimonial normand pouvant tourner à l'avantage de l'un ou l'autre des époux qui ont survécu à la loi de nivôse.

D'abord toutes les règles relatives aux apports de la femme continuèrent d'être régies par les lois normandes (2), sauf toutefois l'attribution légale au mari des apports mobiliers de sa femme, ainsi que nous l'avons expliqué plus haut.

Nous avons vu, en étudiant l'ancien régime matrimonial normand, que les articles 329 et suivants, 392 et 395 de la coutume attribuaient à la femme le droit de prendre part aux meubles et conquêts pro-

1. Caen, 13 déc. 1838.

2. Caen, 1^{er} août 1810.

venant des économies réalisées pendant le mariage, et que la majorité des auteurs de l'ancienne jurisprudence normande considéraient ce droit, tout au moins en ce qui concernait les meubles et conquêts ordinaires, non comme un droit de communauté, mais comme un droit de succession personnel à la veuve. Logiquement donc ce droit aurait dû être aboli par l'article 61 de la loi du 17 nivôse an II, comme constituant un avantage statutaire au profit de la femme. Il n'en fut rien cependant, la jurisprudence postérieure fut unanime à ne voir dans le droit aux meubles et conquêts de la femme normande aucun caractère successif ou à titre gratuit, mais une convention d'association entre époux ayant le caractère de pacte à titre onéreux, qui avait pour but de récompenser, d'indemniser la femme de sa participation à la vie commune. Par suite, la femme, possédant ce droit à titre d'associée, et non à titre d'héritière, n'a pu se le voir ravir par la loi de nivôse ; mariée depuis cette loi, elle conserva ce même droit aux immeubles et conquêts qu'elle aurait eu si elle se fût mariée antérieurement (1).

Si, au point de vue strictement juridique, cette jurisprudence s'écarte un peu de la lettre des articles de la Coutume et de l'interprétation qui en fut généralement donnée, il faut bien reconnaître que par

1. Caen, 27 février 1808, contre lequel y a eu pourvoi rejet le 16 janvier 1810 (S. 3-1, p. 143).

contre elle fait une plus juste application de l'esprit même de la loi de nivôse et des tendances générales de cette époque. Il n'est pas douteux, en effet, qu'en édictant l'article 61 de cette loi, les législateurs de l'an II ne voulurent nullement abolir une institution qui se rapprochait si fort de la communauté, qu'ils s'efforçaient, d'autre part, d'ériger en régime légal ; cette raison seule suffirait à justifier les décisions précitées, mais on peut ajouter qu'elles interprétaient aussi à merveille les aspirations générales des contractants normands, qui saisirent la première occasion, comme nous allons l'expliquer plus loin, pour stipuler la communauté dans leurs contrats de mariage, en dépit des prohibitions de la Coutume.

A plus forte raison la loi de nivôse n'a pas aboli ce véritable droit de communauté qui appartenait à la femme ou à ses héritiers sur les conquêts en bourgage et cette distinction même entre les biens en bourgage et ceux hors bourgage qui lui servait de base (1).

Enfin, toujours en partant de la même idée de communauté entre les époux normands, on a maintenu, même pour les mariages postérieurs à la loi du 17 nivôse an II, l'interprétation donnée à la coutume de Normandie, en vertu de laquelle la femme pouvait conserver, sans indemnité de sa part, le bénéfice des améliorations faites sur ses biens par le mari lorsqu'elles ne provenaient pas du prix de la vente

1. Caen, 16 juillet 1835. D. C. V° Epoux norm., n° 69.

des biens du mari, mais avait été prises aux dépens des conquêts (1).

La loi de nivôse n'a pas aboli non plus le droit de deuil qui appartenait à la veuve sur les biens de son mari (2).

DEUXIÈMEMENT. — *Des donations
et de la communauté stipulées en Normandie
depuis la loi du 17 nivôse an II*

Si la loi de nivôse en abolissant dans son article 61 le douaire et les autres gains légaux de survie portait déjà atteinte au régime matrimonial normand, nous allons montrer comment, par son article 14, elle lui porta indirectement un coup beaucoup plus grave, au point de le faire presque disparaître pendant une dizaine d'années.

Cet article est ainsi conçu : « les avantages légalement stipulés entre les époux dont l'un était décédé avant le 14 juillet 1789, seront maintenus au profit du survivant. A l'égard de tous les autres avantages échus et recueillis postérieurement ou qui pourront avoir lieu à l'avenir, soit qu'ils résultent des dispositions matrimoniales, soit qu'ils proviennent d'institutions, dons entre vifs, ou legs faits

1. Caen, 10 février 1841. R. P. 5. 55. — Caen, 5 mars 1846. R. P. 10. 180.

2. Caen, 27 février 1808. D. C. V° Femme Normande, p. 172.

par un mari à sa femme ou par une femme à son mari, ils obtiendront également leur effet, sauf néanmoins leur conversion ou réduction en usufruit de moitié dans le cas où il y aurait des enfants conformément à l'article 13 ».

L'article 14 de la loi de nivôse autorisait donc toutes sortes de libéralités entre époux, par contrat de mariage ou autrement. Or la coutume de Normandie interdisait presque complètement les libéralités et avantages entre époux. Par suite toutes les prohibitions contenues dans ces articles 329, 330, 390, 391, 392, 393, 405, 410, 419 de la coutume devaient être considérées comme abrogées.

Les époux normands purent dès lors se faire tels avantages qu'ils jugèrent convenables (1) aussi bien par donation entre vifs que par testament. Ils pouvaient valablement s'instituer donataires ou légataires universels l'un de l'autre, sauf réduction à moitié en usufruit en cas d'existence d'enfants conformément à l'article 13. La femme était libre désormais de disposer par testament en faveur de son mari sans avoir reçu l'autorisation de celui-ci (2).

1. Caen, 23 janvier 1827.

2. Caen, 11 août 1812.

Un arrêt a même décidé que les donations entre époux faites en temps prohibé étaient devenues valables si les époux étaient décédés depuis la loi de nivôse. (Caen, 2 pluviôse an XII). Un autre arrêt de Caen (14 février 1814) s'est prononcé en sens contraire et à juste titre à notre avis car le décret du 5 floréal an III avait expressément aboli l'effet rétroactif que s'attribuait la loi de nivôse dans ses premières dispositions:

De même l'article 14 de la loi de nivôse a introduit en Normandie la faculté pour les époux de disposer réciproquement en leur faveur par don mutuel, ce qui était interdit par l'article 410 de la Coutume.

Ajoutons que l'époux normand qui était donataire de tout le mobilier par don mutuel ou autrement se trouvait tenu de la totalité des dettes mobilières (1).

De ce que les époux pouvaient dès lors se faire directement toutes libéralités possibles, il découlait nécessairement qu'ils pouvaient également s'avantager indirectement comme ils l'entendaient.

Par exemple le mari pouvait faire une donation indirecte à sa femme dans leur contrat de mariage en donnant quittance d'apports non reçus, il était impossible de faire annuler cette disposition sous prétexte que ces apports n'avaient point eu lieu et qu'ils ne constituaient qu'une donation déguisée en faveur de la femme (2).

Mais alors, si les donations entre époux même indirectes étaient devenues licites, une des principales raisons d'être de l'article 389 de la Coutume qui prohibait la communauté pour empêcher les époux de se faire des avantages indirects, n'existait plus désormais. De là à considérer l'article 389 comme aboli et à stipuler la communauté, il n'y avait qu'un pas. La pratique eut vite fait de le franchir : peu de

1. Caen, 14 mars 1828. — 11 avril 1821. — 15 déc. 1835. — Junetius, 15 mars 1836. (R. P. 2. 541).

2. Caen, 22 février 1823 et 23 mai 1827 (D. C. V° *Epoux Normands*, p. 365).

temps après la loi de nivôse de nombreux contrats de mariage stipulèrent la communauté, et en peu de temps ce régime fut adopté dans presque tous les contrats, au point de faire disparaître presque entièrement pendant plusieurs années l'ancien régime dotal normand.

Cette évolution avait-elle une base vraiment juridique : il est permis d'en douter. En effet la loi de Nivôse an II a pour titre « décret relatif aux successions et donations » ; elle ne s'occupait aucunement des régimes matrimoniaux : nulle part elle ne réglementait l'organisation du régime de la communauté ; elle n'a pas davantage supprimé l'inaliénabilité de la dot. Par conséquent rien dans le texte de la loi n'autorisait à considérer les prohibitions de la Coutume comme abolies.

Ceux qui ont tenté de justifier la légalité des stipulations de communauté faites en Normandie depuis la loi de nivôse ont présenté comme principal argument que l'article 385 de la Coutume, prohibant la communauté, n'avait été édicté que pour empêcher les époux d'enfreindre les dispositions de la Coutume qui leur interdisaient de se faire des libéralités pendant le mariage, ce qu'ils auraient pu facilement faire indirectement, si on leur avait permis de se marier sous le régime de la communauté. Or la loi de nivôse ayant permis les libéralités entre époux, l'article 389 perdait sa raison d'être et la prohibition qu'il édictait devait être considérée comme non avenue (1).

1. Cette thèse fut soutenue notamment par Huet, avocat

Ce raisonnement n'était pas très juridique, car il est permis de douter que l'article 389 de la Coutume ait eu pour unique objet de sanctionner la prohibition des libéralités entre époux ; il était bien plutôt inspiré par le grand principe qui domine tout notre ancien droit civil normand : la conservation des biens dans les familles. Il fallait préserver la femme et les enfants contre la mauvaise gestion possible du mari, pour cela il était nécessaire que la femme ne fût en rien associée aux opérations du mari, et que ses biens fussent à l'abri de toute poursuite de ses créanciers ; on devait aussi empêcher le mari d'aliéner les biens de la femme, et celle-ci de disposer de sa fortune, même au profit de son mari. La prohibition des avantages entre époux et l'inaliénabilité dotale réalisaient à merveille ces *desiderata*, ils étaient les meilleurs instruments de la conservation des richesses dans les mêmes mains.

La prohibition de la communauté par la Coutume de Normandie avait donc surtout un fondement économique. C'est aussi en partant du point de vue économique et social que nous allons justifier la désuétude de ces prohibitions et l'adoption de la communauté après la loi de nivôse.

L'interdiction de la communauté répondait parfaitement à l'esprit et aux mœurs des anciens habi-

au Conseil du Roi et à la Cour de cassation, dans son opuscule : *De la Communauté stipulée en Normandie sous l'empire de la loi du 17 nivôse an II*, p. 8.

tants de notre province : conservateurs et prudents à l'excès, ils ne pouvaient tolérer un régime qui aurait laissé les biens des époux à la disposition de ceux-ci. Les transactions y auraient cependant gagné en sécurité : les acquéreurs d'immeubles eussent moins craint d'être évincés et la vie commerciale aurait pu se développer librement. Mais qu'étaient ces considérations à côté du principe, érigé par eux à la hauteur d'un dogme, de la conservation des biens dans ces familles ?

Cependant avec le temps, les idées avaient marché ; aux xviii^e siècle les doctrines économiques posèrent le principe de la libre circulation des biens comme la première condition de la prospérité d'un pays. Ces idées nouvelles se répandirent vite dans la masse, en Normandie comme dans tout le reste de la France, et aux états généraux de 1789 de nombreux cahiers réclamèrent la sûreté de la propriété et le droit pour l'acquéreur de rester propriétaire incommutable (1). C'était la condamnation de l'inaliénabilité dotale et des autres entraves apportées par l'ancien droit à la sécurité des transactions. D'autre part, le régime de la communauté, en laissant aux époux la libre disposition de leurs biens, semblait devoir être le régime légal de la société nouvelle. Or, toutes les provinces coutumières le stipulaient depuis longtemps, seule la Normandie s'en voyait privée par la prohibition

1. Chassin. *Le génie de la Révolution*, t. II, pièces justificatives, p. 319.

devenue exorbitante de l'article 389 de sa Coutume.

Dans ces conditions, on conçoit que nos pères n'attendaient qu'une occasion propice pour abroger cet article gênant, qui allait à l'encontre de tous leurs besoins économiques et sociaux. La loi du 17 nivôse an II leur en fournit le moyen, l'article 14, en autorisant les libéralités entre époux, abolissait les prohibitions contenues dans les divers articles de la Coutume énoncés plus haut ; ils lui firent abolir également l'article 389, par le raisonnement que nous avons déjà rapporté. Nous avons montré que ce raisonnement n'était pas très juridique, mais il avait été fait pour les besoins de la cause, pour tenter de justifier au point de vue juridique une réforme que la pratique avait opérée toute seule, parce qu'elle répondait aux nécessités économiques de l'époque. Ce fut sans doute une erreur de droit, mais une erreur voulue par tout le monde est bien près d'avoir la valeur d'une loi : *error communis facit jus* (1).

Les notaires, qui étaient les mieux placés pour voir tous les inconvénients pratiques de l'ancien régime normand, furent les meilleurs artisans de cette réforme. Dès la fin de l'an II, la plupart des contrats rédigés en Normandie contenaient adoption du régime de la communauté. Nous verrons plus loin

1. C'est ce que reconnurent la plupart des arrêts qui eurent à juger la question au commencement du XIX^e siècle. (V. jurisprudence de la Cour de Rouen, année 1842, p. 86). — Huet, *op. cit.*, fit aussi valoir cet argument péremptoire.

comment ces contrats étaient rédigés et quelles étaient les principales clauses employées.

Dans les premières années qui suivirent la loi de nivôse personne ne songea à contester la validité de ces contrats, ils étaient trop en harmonie avec les idées de liberté et les tendances égalitaires de l'époque. Ce n'est que plus tard, à la suite de la réaction qui se fit sentir contre certaines réformes de la Révolution, que les premières difficultés surgirent sur l'interprétation juridique de ces contrats. En l'an XII, on fut amené à en discuter la validité même. Les notaires normands s'émurent de ce mouvement, ils avaient été les premiers facteurs de la réforme, ils s'en constituèrent les défenseurs. Dans un acte de notoriété du 24 prairial an XIII, les notaires de Rouen déclarèrent qu'ils avaient toujours considéré la loi du 17 nivôse an II, comme autorisant la communauté de biens entre époux (1).

Ces difficultés furent bientôt portées devant les tribunaux. Presque tous les jugements rendus sur cette question reconnurent le fait accompli et déclarèrent valables les contrats de mariage dans lesquels les futurs époux avaient stipulé la communauté. Les Cours de Rouen et de Caen ne pouvaient pas annuler de tels contrats sans bouleverser profondément les situations acquises et la fortune du pays.

Un arrêt de Rouen du 10 messidor an XIII le recon-

1. Cet acte de notoriété est visé dans l'arrêt de Rouen du 10 messidor an XIII rapporté plus loin.

naît formellement dans ses considérants où il dit « qu'il ne peut être douteux qu'il a été permis à ceux dont le mariage est postérieur à la loi du 17 nivôse an II d'adopter pour base de leurs pactions matrimoniales le régime communal ou le régime dotal à leur choix ; que c'est dans ce sens que cette loi a été entendue, comme l'atteste l'acte des notaires de Rouen enregistré le 24 prairial an XIII. Qu'on ne pourrait lui donner une autre interprétation sans contrarier la législation existante et détruire une infinité de contrats sous la foi desquels les mariages ont été célébrés depuis dix ans. »

Huet (1) s'exprime à peu près de la même façon : « Vouloir établir dans l'ancienne province de Normandie après vingt années d'exécution des contrats de mariage stipulant la communauté, une jurisprudence contraire à celle des Cours de Rouen et de Caen, ce serait jeter le trouble dans la société et tromper la foi publique. »

C'est en ce sens que se fixa la jurisprudence au début du xix^e siècle : de nombreux arrêts reconnurent formellement que les époux qui avaient contracté mariage sous l'empire de la loi du 17 nivôse an II avaient pu valablement adopter pour base de leur union le régime de la communauté, tout en reconnaissant d'ailleurs le plus souvent, ainsi que nous l'avons déjà dit, l'erreur de droit commise lors de la rédaction du contrat (2).

1. *Loc. cit.*, p. 2.

2. Rouen, 16 août 1808, 13 juin et 12 décembre 1822, 2 avril

Mais, puisque les époux normands avaient pu se marier sous un régime de communauté, il devait en résulter pour la femme une capacité plus grande. La jurisprudence l'a reconnu expressément, la femme ainsi mariée a pu valablement s'obliger ; sa dot est devenue aliénable sans espoir de recours subsidiaire (1). Sous l'empire de la coutume, la femme normande pouvait se réserver par contrat de mariage le droit de disposer du tiers de ses immeubles ; depuis la loi du 17 nivôse an II, elle a pu valablement se réserver la faculté d'aliéner la totalité de ses immeubles (2). L'adoption de la communauté en Normandie avait donc pour corollaire la suppression de l'inaliénabilité de la dot.

Il est bien certain cependant que la loi de nivôse n'avait pas aboli l'ancien statut normand. Il est de jurisprudence certaine qu'en l'absence de toute stipulation contraire, c'était la coutume de Normandie qui avait force de loi en matière de contrat de mariage, et que, depuis la loi du 17 nivôse an II, elle avait continué à régir ces conventions matrimoniales, sur tous les points où il n'y avait pas été expressément

1824, 4 juillet 1827, janvier 1842. — Caen, 30 juin 1814, 28 août 1821, 26 janvier 1824, 28 février 1828, 10 janvier 1831, 22 août 1833, 15 avril 1834. — *Journal des arrêts des Cours royales de Rouen et de Caen*, II, 659 ; III, 352 et 358 ; IV, 267. — Jurisprudence de la Cour de Rouen, 1842, p. 89. — *D. c. v. Epoux normands*, p. 362). — Cass., 29 février 1832.

1. Caen, 16 janvier 1826 (*D. c.*, p. 363).

2. Caen, 19 août 1816, 30 juin 1821, 7 mars 1823. (*D. c.*, p. 363). — Rouen, 4 juillet 1829.

dérogé (1). La stipulation de communauté n'empêchait pas d'ailleurs l'insertion dans le contrat de mariage d'une clause de dotalité (2).

On devait donc interpréter restrictivement les termes du contrat de mariage. C'était au rédacteur de ce contrat à indiquer clairement et d'une manière complète toutes les dérogations qu'il entendait apporter à l'ancien régime normand. Quelques exemples vont montrer l'application de ces principes :

Si les époux avaient stipulé qu'ils seraient communs en biens meubles et immeubles qu'ils acquerraient pendant le mariage, le mobilier actuel et futur de la femme, c'est-à-dire celui qu'elle possédait au moment du mariage et celui qui lui est échu depuis, par succession ou donation, ne tombait pas en communauté et continuait à être soumis aux règles du régime dotal normand (3).

De même il a été jugé par la Cour de cassation, malgré l'opinion contraire de la Cour de Rouen, que la clause d'un contrat de mariage conçu en ces termes : « Il y aura communauté entre les époux, mais seulement pour les biens meubles et immeubles qu'ils acquerront ensemble ou séparément ; tous leurs autres biens et tout ce qui leur adviendra et écherra constant le mariage en biens meubles et immeubles par succession, donation ou autrement

1. Caen, 22 août 1833, 18 février 1837 et arrêts déjà cités (*D. c.*, p. 362).

2. Caen., 6 juil. 1830, 27 juin 1832. (*Ibid.*).

3. Caen, 2 juin 1835 (*R. P.* 2. 392).

demeurera propre à chacun d'eux », ne devait pas être regardée comme détruisant l'inaliénabilité dotale pour les biens que la femme se réservait comme propres ; le contrat de mariage établissait « une simple communauté d'acquêts compatible avec le maintien du régime dotal résultant de l'ancien statut normand » (1).

Lorsqu'ils n'avaient établi entre eux qu'une communauté mobilière, la femme pouvait prétendre exercer sur les immeubles acquis durant le mariage les droits que lui attribuait la coutume sur les conquêts immobiliers (2).

De même si les époux normands, tout en déclarant qu'ils se mariaient en communauté, ont cependant stipulé, dans leur contrat de mariage, qu'ils mettaient en communauté une partie de leurs biens jusqu'à concurrence de telle ou telle somme, ils restaient soumis, pour tous les autres biens aux dispositions de la coutume (3).

Par contre, si, dans un contrat passé sous la loi du 17 nivôse an II, les époux normands avaient déclaré

1. Cass., 10 février 1841 (S. 41. 1.234) cassant un arrêt de Rouen du 26 novembre 1836 qui déclarait que les biens propres ne devaient pas être réputés dotaux et inaliénables avec une pareille clause parce qu'elle ne l'avait pas dit expressément. — Cet arrêt infirmait lui-même un jugement du tribunal d'Evreux qui avait jugé dans le sens adopté par la Cour de cassation.

2. Caen, 26 décembre 1828 (*D. C.* 1. 362).

3. Caen, 26 juin 1822 (*D. C.*, 363).

qu'ils seraient « communs en biens meubles et conquêts immeubles suivant et au désir de la loi » c'était le droit des pays de communauté, et non la coutume de Normandie qui devait régir leurs conventions matrimoniales (1). Il en était de même *a fortiori* au cas où les époux soumettaient leur union aux dispositions d'une coutume déterminée. Il a été jugé, au sujet d'un contrat de ce genre, que tous les apports mobiliers de la femme tombaient dans la communauté.

En résumé, la loi du 17 nivôse an II, n'avait pas aboli le régime matrimonial normand, elle fournit seulement le moyen de briser le cadre étroit dans lequel il enserrait les biens des époux, en suggérant l'idée de l'adoption de la communauté et l'extension de la capacité de la femme. Comme cette réforme répondait aux besoins qu'avait créés le développement de la civilisation et du commerce, elle se réalisa d'elle-même, pratiquement, par le consentement de tous. Plus tard, la jurisprudence, eut à donner son avis ; elle reconnut, à juste titre, que cette nécessité pratique et cette volonté unanime avaient fait loi.

Ces principes ne furent pas contestés jusque vers le milieu du xix^e siècle, quand deux arrêts de la Cour de cassation du 4 décembre 1844 et du 31 décembre 1845 (2), vinrent leur porter un coup funeste :

1. Cass., 20 février 1834 (*D. C.*, 363).

2. Cass., 4 déc. 1884 (*S.* 1845. I. 19). — Cass., 31 déc. 1845 (*S.* 1836. I. 111).

se plaçant au point de vue strictement juridique, ils déclarèrent nulles les clauses de communauté et d'aliénabilité de biens dotaux basés sur la loi de nivôse :

« Attendu que l'article 389 de la Coutume de Normandie était exclusif de la communauté. Attendu que la loi du 17 nivôse an II n'était relative qu'aux transmissions par successions ou donations, et que l'article 61 de cette loi n'abroge les statuts locaux qu'en ce qui concerne ces sortes de transmissions ; qu'aucune disposition de la même loi ne porta atteinte au principe de l'inaliénabilité consacré par le statut normand (art. 539 et 540 relativement aux biens dotaux de la femme, et même art. 542 à l'égard des biens extra-dotaux) » (1).

Si, au point de vue du droit pur, en s'en tenant à la lettre même de la loi de nivôse, le système inauguré de la Cour de cassation était indiscutable, il est regrettable, à notre avis, que la Cour suprême n'ait pas cru devoir dans ces deux arrêts tenir le moindre compte de l'évolution économique qui avait déterminé les notaires normands à faire insérer dans les contrats de mariages des clauses de communauté. On peut lui reprocher de n'avoir pas voulu voir les puissantes raisons pratiques qui avaient amené la réforme qu'elle condamnait. Cela tient peut-être à ce que les magistrats qui la composaient, siégeant loin de la Normandie, ne connaissaient qu'imparfaite-

1. Arr. du 31 décembre 1845.

ment le fonctionnement de l'ancien régime matrimonial de cette province et ses multiples inconvénients. Mais alors pourquoi n'avoir pas pris en considération l'opinion des notaires normands, qui, forts de l'approbation de l'unanimité de leurs clients, avaient cru devoir modifier ce régime par des stipulations sur la foi desquelles pendant plus de cinquante années, s'était déroulée la vie juridique et économique du pays ? Pourquoi, après que les tribunaux normands, mieux placés que tous autres pour juger la question, avaient décrété d'une manière constante la nécessité de maintenir un état de choses qui s'était développé et fonctionnait à la satisfaction générale, faire une aussi brusque réaction, en frappant tout à coup de nullité des clauses dont on ne songeait plus à contester la validité ? Nous estimons qu'un aussi mince scrupule juridique ne suffit pas à justifier le refus de reconnaître une réforme pratique qui constituait sur le régime antérieur, étroit et tracassier, un réel progrès.

Quoi qu'il en soit, ces deux arrêts furent la source d'un revirement complet dans la jurisprudence normande : l'autorité de la Cour suprême, jointe à l'éloignement, qui commençait peut-être à dérober en partie aux yeux des juges les fortes raisons économiques qui avaient déterminé l'interprétation donnée à la loi de nivôse, firent adopter aux tribunaux de notre province un système diamétralement opposé à celui qu'ils avaient jusqu'ici consacré. Les décisions que nous pouvons relever sur cette question, se conten-

tent de reproduire presque textuellement les considérants de l'arrêt de la Cour de cassation rapportés plus haut (1).

A partir de 1860, on ne trouve plus d'arrêts sur ce sujet.

§ 3. — *Loi du 9 messidor an III*

La Convention vota encore une loi qui porta une certaine atteinte au régime matrimonial normand ; c'est la loi du 9 messidor an III, qui supprima les hypothèques légales et décréta qu'il n'existerait plus d'autres hypothèques que celles conférées par acte authentique et inscrites sur des registres publics ouverts à tous les citoyens.

Or la femme normande possédait une hypothèque légale sur les biens de son mari et cette hypothèque n'était soumise à aucune formalité d'inscription pour s'exercer. La loi du 9 messidor an III obligea la femme, pour l'efficacité de l'hypothèque qui naissait de son contrat de mariage, à prendre une inscription sur les biens de son mari.

Mais cette loi frappait surtout la femme mariée sans contrat. La Coutume lui accordait son hypothèque légale qu'elle eût fait un contrat en nom ; désormais ne pouvant faire valoir aucun titre authentique elle se trouvait privée de toute hypothèque pour lui garantir la conservation et la restitution de sa dot.

1. Rouen, 25 juin 1849.

Ce régime hypothécaire fonctionna jusqu'à la loi du 11 brumaire an VII, que nous étudierons plus loin. Mais la loi du 9 messidor an III n'abrogeait pas l'autre garantie qu'avait la femme pour la reprise de sa dot, c'est-à-dire le droit de se faire envoyer en possession des biens de son mari.

SECTION III

Le Directoire

Le Directoire s'attacha à continuer l'œuvre commencée par la Convention, la rédaction du Code civil ; nous examinerons dans quel esprit le projet du Directoire était conçu et en quoi il aurait pu modifier l'ancien régime matrimonial normand ; nous verrons ensuite quelles lois votées pendant cette période ont pu avoir quelque influence sur lui.

§ 1. — *Nouveau projet de Code civil*

Le nouveau projet de Code civil fut l'œuvre de la « Commission de la Classification des lois » créée par les Cinq-Cents.

Le 9 pluviôse an V, Cambacérès présenta au conseil des Cinq-Cents ce troisième projet de Codification Générale. Au point de vue du droit matrimonial, ce projet différait des deux premiers sur certains points : si, comme eux, il adoptait le principe de la liberté des conventions comme base du nouveau

régime, par contre pour la première fois il interdisait aux futurs époux de se référer au droit antérieur : « Les époux règlent librement les conditions de leur union. Néanmoins, ils ne peuvent stipuler qu'elles seront réglées suivant les lois, statuts, coutumes et usages qui ont régi jusqu'à ce jour les diverses parties du territoire de la République. Toute disposition ainsi conçue est sans effet (1). »

Ce que le Code prohibait formellement, c'était le renvoi d'une façon générale aux anciennes coutumes ; les futurs conjoints pouvaient toujours introduire dans leur contrat de mariage des clauses employées dans l'ancien droit, pourvu qu'elles ne contrevinssent pas aux règles du droit nouveau.

De même que ces deux premiers projets, il instituait la communauté comme régime légal à défaut de contrat de mariage (2). Mais contrairement aux idées émises par le Comité de législation de la Convention, il donnait au mari seul l'administration de la communauté et des biens « non communs de son épouse (3). Cependant il n'accordait pas au mari le droit d'aliéner les biens propres de sa femme « sans qu'elle y consente », et donnait à celle-ci une garantie qui semblait marquer un retour vers l'idée de protection de la dot. « En cas d'aliénation de tout ou partie des biens non communs de l'épouse, l'époux

1. Troisième projet de Cambacérès, titre VI. Des droits des époux, art. 285.

2. Titre VI, art. 288.

3. Titre VI, art. 293.

est tenu du remploi. Il n'est dégagé que lorsque l'épouse a accepté l'objet acquis en remplacement » (1).

Comme on voit, le troisième projet de Cambacérès portait encore une sérieuse atteinte à l'ancien droit matrimonial normand. L'adoption de la communauté comme régime légal était toujours la plus grave, nous avons montré cependant qu'elle était voulue, même en Normandie, où la pratique l'avait établie spontanément dans la grande majorité des contrats.

Il semble bien que ce projet n'avait entendu supprimer ni la dotalité ni l'inaliénabilité dotale, puisque nulle part il ne parle de la dot. Ces clauses restaient au nombre de celles permises d'une façon générale, comme ne contrevenant pas au droit établi, mais elles devaient, pour produire leur effet, être déterminées avec précision dans le contrat de mariage.

Le troisième projet du Code civil eut le même sort que les deux premiers : le coup d'Etat du 18 brumaire en modifiant l'organisation politique de la France, interrompit une fois encore l'œuvre législative en cours (2).

§ 2. — *Loi du 11 brumaire an VII*

Parmi les lois votées par le Directoire, il n'en est

1. Titre VI, art. 294..

2. Fenet, I. 52.

guère qu'une qui ait eu quelque influence sur le régime matrimonial normand, c'est la loi du 11 brumaire an VII, qui modifia le régime hypothécaire inauguré par la loi du 9 messidor an III. Cette dernière loi avait supprimé l'hypothèque légale des femmes mariées. La loi du 11 brumaire an VII dans ses articles 3 et 4 reconnaît formellement l'existence d'une hypothèque légale au profit « des époux, pour raison de leurs conventions et droits matrimoniaux ». Cependant elle ne dispensa pas cette hypothèque légale de la formalité de l'inscription, mais décida qu'elle n'aurait pas besoin d'être renouvelée et garderait son efficacité pendant une année après la dissolution du mariage.

C'était encore un grave échec porté à l'ancienne hypothèque légale dispensée d'inscription de la femme normande. Celle-ci avait conservé d'ailleurs le droit de se faire envoyer en possession des biens de son mari pour assurer la restitution de sa dot, ce droit lui était toujours acquis à compter du jour du mariage, et n'avait pas été abrogé par la loi du 11 brumaire an VII (1).

SECTION IV

Le Consulat

Sous le Consulat il n'a été voté aucune loi spéciale

1. Caen, 14 février 1821, 18 août 1823 (D. C. V^o Femme Normande, n^o 177.)

ayant eu quelque influence sur notre ancien régime matrimonial.

Tout l'intérêt de cette période est dans la préparation du Code civil. Nous allons brièvement étudier ces travaux préparatoires, en faisant ressortir les points de la discussion où il a été question de l'ancien statut normand, et en montrant dans quelle mesure on en a tenu compte dans la rédaction définitive.

Travaux préparatoires du Code civil

I. — *Rédaction du projet.* — Après un premier projet de Jacqueminot qui reproduisait à peu près quant aux régimes matrimoniaux le troisième projet de Cambacérès, et ne fut même pas discuté (1), une commission composée de Tronchet, Bigot-Préameu, Portalis et Malleville, fut créée par arrêté du 24 thermidor an VIII, pour rédiger un projet de Code qui serait soumis à la discussion du Conseil d'Etat et du Tribunat et au vote du Corps Législatif (2). Ce projet, comme les projets antérieurs, proclamait le principe de la liberté des conventions matrimoniales, interdisait de se référer en termes généraux aux Coutumes et statuts de l'ancien droit, et établissait la communauté comme régime de droit commun.

Puis, à la suite de nouvelles protestations venues

1. Fenet, I, 58.

2. *Ibid.*, 61.

du midi de la France contre l'unité juridique et la communauté en particulier, on y inséra quelques articles sur le régime dotal dans la section « des conventions exclusives de communauté (1). »

Mais ces articles ne construisaient pas un système juridique complet, ils se bornaient à déterminer la condition des biens dotaux et paraphernaux par rapport à la communauté légale, ils donnaient au mari la jouissance et l'administration des biens dotaux, proclamaient l'inaliénabilité de la dot et permettaient l'adjonction d'une société d'acquêts au régime dotal (2).

Le projet ne parlait pas de la nature des droits du mari et de la femme à l'égard des biens dotaux, des exceptions à la règle de l'inaliénabilité, des sanctions de cette règle, du remploi des biens dotaux aliénés, de la responsabilité du tiers détenteur de ces biens, de l'imprescriptibilité et de la restitution de la dot. C'étaient autant de lacunes qui ne pouvaient passer inaperçues, et devaient nécessairement amener des réclamations de la part des régions où la dotalité était le régime de droit commun. Elles se produisirent bientôt et la Normandie apporta son contingent de critiques.

Le gouvernement s'émut de ces récriminations.

Avant de soumettre au Conseil d'Etat le travail de

1. Loqué. *Notice historique*. XIII, 63.

2. Art. 118 à 121 et 123.

la Commission, les consuls voulurent connaître l'avis des divers tribunaux de France, et les critiques qu'ils pourraient faire au projet. A cet effet, ils ordonnèrent la communication du projet à la Cour de cassation et à tous les tribunaux d'appels de France. La plupart des tribunaux consultés répondirent et adressèrent un mémoire au Gouvernement.

Sur le point spécial des droits respectifs des époux, plusieurs tribunaux du Midi se montrèrent nettement hostiles au projet du gouvernement (1).

II. — *Observations des tribunaux normands*

Quelle fut l'opinion des tribunaux normands?

Le tribunal de Caen ne présenta aucune critique d'ordre général contre le projet ; en particulier, il ne protesta pas contre l'adoption de la communauté comme régime légal, ce qui pourtant était tout à fait contraire à l'ancien droit normand. Il avait sans doute apprécié dans la pratique les avantages de ce régime, et ne croyait pas utile de revenir aux rigueurs du régime dotal coutumier. Ses observations portèrent uniquement sur des points de détail ; par exemple il demanda qu'un cas de dissolution de la communauté par la mort civile, le conjoint de l'époux mort civilement, jouit de son gain de survie, comme cela avait

1. Voir observations des tribunaux de Grenoble (Fenet, III, 582). — De Limoges (*id.*, IV, 3) et surtout de Montpellier (*id.*, IV, 395 et 493).

lieu en Normandie, ou bien il aurait voulu que la loi s'expliquât sur le point de savoir, si, comme cela se passait jadis dans notre province, la femme conserverait à l'encontre des créanciers du mari, le privilège de prélever sur les meubles son remport conventionnel ou légal.

En somme, le tribunal de Caen acceptait les grandes lignes du projet du gouvernement (1).

Il n'en fut pas de même du tribunal de Rouen. Son rapport est un violent réquisitoire contre la communauté, qu'il charge de tous les vices. L'esprit conservateur et routinier des Normands, qu'on aurait pu croire balayé par la Révolution, s'y affirma de nouveau avec force : Le tribunal de Rouen ne voulut voir que l'ancien régime matrimonial normand, et le sauver malgré tout, — il ne tint aucun compte des progrès réalisés dans la pratique : la Coutume de Normandie prohibait la communauté, il ne pouvait l'admettre non plus. — N'allait-elle pas faciliter entre les époux des libéralités excessives, de ces libéralités indirectes qu'interdisait avec tant de soin l'ancienne coutume ? Ce serait alors l'avilissement du mariage et presque la ruine de la société. « Nous sommes loin de penser, » dit le rapport » qu'il faille ainsi permettre de jouer à pair ou non les intérêts des familles. Nous sommes persuadés au contraire, que sans une certaine stabilité dans les droits des familles, il ne saurait y avoir aucune

1. Fenet, III, 445 et ss.

consistance dans les mœurs, et que sans les mœurs, les lois elles-mêmes seraient vaines. » Nous retrouvons là le fameux principe de la conservation des biens dans les familles, dogme intangible de l'ancien droit normand. Il primait tout : le mari et la femme mettaient en commun leur industrie, leurs idées, leurs espoirs, mais non leurs biens : ils étaient de familles différentes !

Le tribunal de Rouen acceptait une société conjugale réduite seulement aux revenus et aux conquêts immeubles. C'était beaucoup moins que ce que la pratique avait institué après la loi du 17 nivôse an II.

Il critiquait ensuite l'étendue donnée aux droits d'administration du mari ; il estimait « fort insuffisantes les précautions prises par les rédacteurs du Code, en tant qu'ils permettaient au mari d'aliéner, d'accord avec sa femme, les biens dont elle était propriétaire, sans lui ménager ultérieurement des sûretés à toute épreuve », et il ajoutait : « La plupart des femmes sont sans expérience en affaires ; elles sont presque toujours contrariées par leurs sensations ou leurs sentiments. Il est donc indispensable que la loi veille efficacement pour elles et les protège dans tous les cas contre leur propre faiblesse. » C'était encore la vieille idée normande de l'infériorité de la femme, qui remontait au temps où elle était plutôt l'esclave que la compagne de son mari. Qu'importait que des siècles se fussent écoulés depuis cette époque barbare, que la Révolution eût

aboli tous les privilèges y compris celui de la masculinité, on n'envisageait même pas l'éventualité d'un commencement d'émancipation de la femme, la possibilité de sa collaboration avec son mari, « c'était l'ordre social et public qui tenait les femmes dans la dépendance du mari, et dans l'ignorance de leurs propres intérêts » (1).

Comme solution à toutes ces critiques, le tribunal de Rouen émit le vœu que le projet fût rectifié sur les points suivants : 1° « Les biens personnels des époux seraient conservés par la séparation des patrimoines et par la prohibition absolue de les faire entrer dans la société conjugale » ; 2° « Les immeubles personnels de la femme seraient aliénables du consentement des deux époux, mais sous cette condition de droit, qu'ils pourraient être remplacés soit sur ceux de la communauté, soit sur ceux appartenant personnellement au mari ; si tous ces biens ne suffisaient pas au remplacement, l'aliénation serait annulée. » Voilà la « sûreté à toute épreuve » dont on a parlé plus haut ; c'était le rétablissement de l'ancien recours subsidiaire de la femme, qui avait contribué à rendre impopulaire le régime coutumier, par l'insécurité qu'il créait pour les acquéreurs des biens de la femme et les innombrables procès dont il était la source ; 3° « La femme séparée ne pourrait aliéner ses immeubles ni du consentement du mari ni par l'autorité du juge : la raison en est décisive

1. Fenet, *loc. cit.*

autant que palpable ; c'est que ces deux autorisations ne lui procureraient ni remplacement ni sûreté. » La femme séparée de biens resterait donc enchaînée à vie à ses immeubles, sans pouvoir s'en défaire même si son intérêt l'exigeait ou si l'opération présentait pour elle des résultats avantageux.

Comme on le voit les observations des deux tribunaux normands étaient loin d'être conçues dans le même esprit. Faut-il en conclure que les deux parties de la Normandie n'avaient pas les mêmes idées en matière de régime matrimonial ? L'acte notarial du 24 prairial an XIII, dont nous avons déjà parlé plus haut, montre bien que dans la pratique en Haute-Normandie comme en Basse-Normandie, on avait secoué avec plaisir le joug de l'ancien régime pour adopter la communauté. La vérité c'est que le tribunal de Caen acceptait le fait accompli et n'avait pas voulu protester contre l'établissement de la communauté parce qu'il la considérait comme un progrès réalisé ; au contraire, le tribunal de Rouen, sans tenir aucun compte de la révolution qui s'était faite dans la pratique, voulait réagir contre la tendance nouvelle, et sauver à tout prix les anciennes traditions, fussent-elles en opposition avec les intérêts et les sentiments de la masse des contractants.

III. — *Discussion et vote du Projet*

Dès que tous les rapports lui furent parvenus, la

section de Législation du Conseil d'Etat (1) les étudia avec soin, et devant les véhémentes réclamations de certains tribunaux des pays de dotalité, rédigea un nouveau projet où elle introduisait un certain nombre des règles du régime dotal. Ce n'était d'ailleurs qu'une concession purement nominale faite à la dotalité, qu'il ne considérait que comme une clause accessoire de la communauté ; les quelques articles qu'il lui consacrait ne contenaient guère que les règles actuelles du régime sans communauté ; surtout il privait ce régime dotal de son arme le plus redoutable, nous pourrions dire de sa caractéristique propre et essentielle : l'inaliénabilité (2).

Ce régime dotal mutilé ne donnait aucune satisfaction aux réclamations des partisans de la dotalité, qui continuèrent leur agitation.

Le 28 thermidor an IX, le Conseil d'Etat ordonna l'impression et la distribution des différents projets, et décida que la discussion en commencerait à la séance qui suivrait la distribution. Ce ne fut que le 6 vendémiaire an XII que l'on arriva à la discussion du titre du contrat de mariage devant le Conseil d'Etat (3). Après une vive discussion, où prirent part Berlier, Treilhard, Malleville, Portalis et Cambacérès, ces partisans du régime dotal obtinrent en partie gain de cause ; le projet fut modifié, on consacra

1. Elle était composée de Boulay (de la Meurthe), Berlier, Emmercy, Portalis, Réal. Thibaudeau.

2. Art. 138 du projet.

3. Fenet, I. 64. — Locré, XIII, 64.

au régime dotal un chapitre spécial, où il était, à part quelques différences de détail, organisé tel qu'on le trouve dans le Code civil (1).

Le 10 pluviôse an XII, Berlier présenta le projet ainsi modifié au Corps Législatif, qui le transmit avec l'exposé des motifs au Tribunal le lendemain 11 pluviôse. Après un rapport de Duveyrier, tendant à l'adoption pure et simple du projet, il s'éleva une discussion où prirent la parole les tribuns Carion-Nisas et Albisson, tous deux de Montpellier, l'un en faveur du régime dotal pur, l'autre en faveur de l'adoption pure et simple du projet. Le Tribunal par 55 voix contre 3 émit un vœu d'adoption du projet et le fit porter au Corps Législatif par Duveyrier, Siméon et Albisson (2).

Le 20 pluviôse an II, Siméon présenta le projet au Corps Législatif qui le décréta en loi le même jour ; il fut promulgué le 30 pluviôse suivant (3). Les divers titres du Code civil furent réunis, et le 30 ventôse, le Corps Législatif décréta la loi qui mettait fin aux travaux de rédaction du Code civil (4).

Au cours de tous ces débats fut-il question du régime matrimonial normand ? Ses principes furent-ils défendus par les représentants de la Normandie ? Nous pouvons répondre : non. Aucun orateur normand ne prit la parole pour défendre l'ancien régime

1. Chapitre III, art. 150 à 191.

2. Fenet, XIII, p. 786 et s. — Locré, XIII, 66.

3. Fenet, 832.

4. Fenet, I, 80.

coutumier. Tous acceptaient la communauté comme régime légal, à l'encontre des vœux présentés par le tribunal de Rouen. C'était la condamnation de l'ancien statut normand. Il ne fut défendu qu'accidentellement par les champions du régime dotal des pays de droit écrit et il ne profita que des concessions que ceux-ci obtinrent en faveur de la dotalité : Portalis, Malleville et Carion-Nisas le citèrent comme exemple à l'appui de leur thèse. Ce dernier reprit et commenta les observations du tribunal de Rouen, dont il vanta « avec complaisance la généreuse doctrine » ; plus loin cherchant à prouver que l'inaliénabilité dotale est une source de richesse et de prospérité pour le pays, il cita notamment l'exemple de la Normandie « où la seule institution de l'inaliénabilité de la dot n'a pas peu coopéré sans doute à faire de ce pays un de ceux où il y a toujours eu le plus de fortunes et de familles sagement conservées » (1), ce qui ne démontrait pas d'ailleurs que la conservation des richesses fut une source de prospérité pour le pays.

En somme nous pouvons dire que dans la rédaction définitive du Code civil il n'a pas été particulièrement tenu compte de l'ancien régime matrimonial normand. Il n'eut pour défenseur pendant toute cette période que le véhément rapport du tribunal de Rouen, qui avait le tort de contenir plutôt une critique de la communauté qu'un système matrimonial bien or-

1. Fenet, XIII, p. 786.

donné. Il semble bien que les rectifications demandées par lui n'ont pas été prises en considération.

Le régime dotal établi par le Code civil n'est que le régime dotal des pays de droit écrit, il ne se rapproche de l'ancien statut normand que sur certains points particuliers. Nous allons montrer cependant, dans la troisième partie de cette étude, comment, grâce au principe de la liberté des conventions matrimoniales, l'esprit conservateur et avisé des Normands sut tirer du Code civil certaines combinaisons qui permirent de faire revivre en partie l'ancien régime matrimonial de la Coutume de Normandie.

CHAPITRE II

De la rédaction des contrats de mariage en Normandie pendant la période révolutionnaire

Pendant la période révolutionnaire, les règles de forme qui régissaient en Normandie sous l'ancien régime la rédaction des contrats de mariage n'ont pas subi grand changement.

Les contrats de mariage sous signatures privées restèrent toujours permis ; même après la loi du 17 nivôse an II, ils furent considérés comme bons et valables (1). La seule chose qui varia pendant cette période, fut leur nombre par rapport aux contrats authentiques. Jusqu'en 1792, la forme sous signatures privées demeura comme auparavant beaucoup plus employée que la forme notariée. A partir de 1792, au contraire, le nombre des contrats de mariage authentiques augmenta sensiblement. Les principales causes de ce mouvement furent sans doute

1. Caen, 14 mars 1828.

d'abord la réorganisation du notariat réalisée par la loi du 29 septembre 1791 : les avantages attachés au caractère authentique de l'acte notarié, lui donnèrent une faveur dont il n'avait pas encore joui jusque-là ; la loi du 17 nivôse an II vint ensuite et l'interprétation qu'on en fit en pratique amena tous ceux qui voulaient adopter la communauté à faire un contrat de mariage.

Enfin la loi du 9 messidor an III, en exigeant un acte authentique pour faire naître l'hypothèque de la femme mariée, contribua à multiplier les contrats notariés.

Mais en l'an VI et jusqu'à l'an IX, on sembla revenir à la forme sous signatures privées ou au mariage sans contrat : les parties se trouvaient dans ce dernier cas soumises au régime légal, c'est-à-dire à la Coutume de Normandie pour tout ce qui n'avait pas été abrogé par les lois existantes que nous avons analysées dans le chapitre précédent.

De l'an IX à la promulgation du Code civil la faveur revint à la forme authentique. Après la crise économique et financière du Directoire, les contractants normands éprouvèrent sans doute le besoin de retourner au moyen plus sûr de l'acte notarié, pour constater leurs apports et leurs conventions matrimoniales.

Nous avons relevé dans une des études de Caen les contrats de mariage qui y ont été passés depuis 1786, et cette statistique peut donner une idée plus

précise, quoique relative, de l'évolution que nous venons de résumer :

En 1786 : 3. — En 1787 : 2. — En 1788 : 4. — En 1789 : 2. — En 1790 : 4. — En 1791 : 6. — En 1792 : 17. — En 1793 : 15. — En l'an II : 21. — En l'an III : 13. — En l'an IV : 12. — En l'an V : 9. — En l'an VI : 4. — En l'an VII : 3. — En l'an VIII : 4. — En l'an IX : 9 — En l'an X : 12. — En l'an XI : 19.

Quant à la rédaction elle-même des contrats, et aux stipulations qu'ils renfermaient, elles devaient pendant cette même période subir des changements plus caractéristiques.

Sous les Assemblées Constituante et Législative, les clauses insérées dans les contrats étaient les mêmes que celles que nous avons rapportées dans la première partie : constatation des apports, — don mobil, — constitution de dot avec clause de consignation, — clause de remports, — constitution de douaire coutumier ou préfix ; — le plus souvent on y trouvait des donations entre les époux dans les limites permises, et de temps à autre une clause de séparation de biens. On pouvait remarquer seulement dans ces contrats une petite différence de rédaction : la formule de soumission à l'Eglise catholique qui, sous l'ancien régime, servait de préambule et de condition aux contrats de mariage avait disparu : la sécularisation du droit ne permettait plus qu'on mit un contrat qui devait rester purement civil sous la dépendance d'une religion quelconque.

On se contenta dès lors de constater la comparu-

tion des parties devant les notaires, comme dans les autres actes.

La loi du 15 avril 1791, en abolissant le privilège de masculinité, permit aux filles de succéder à leurs parents en concours avec leurs frères. On prit soin de constater dès lors dans leur contrat de mariage ce qui leur provenait de ces successions. On insérait après les apports une clause dans le genre de celle-ci :

« 3° La future épouse déclare en outre qu'aux termes de la loi du 15 avril 1791 et de celle du 4 janvier dernier (1793), elle est héritière de [Charles Bonjour], son père, décédé en la ville de Saint-Lô, vendredi dernier, et que les droits héréditaires qui lui appartiennent dans cette succession peuvent s'élever à 1000 livres en capital (1). »

Avec la Convention, et surtout avec la loi du 17 nivôse an II, des modifications profondes se firent sentir dans la manière de rédiger les contrats de mariage normands. Nous avons expliqué plus haut comment cette loi avait abrogé un certain nombre des dispositions de la Coutume de Normandie relatives aux conventions matrimoniales, et comment aussi on avait pu tirer de ces termes la faculté de stipuler dans notre province en dépit des prohibitions de la Coutume un régime de communauté.

Nous nous bornerons ici à montrer comment ont

1. Contrat de mariage devant M^e Courcelles, notaire à Caen, du 30 mars 1793.

été traduites matériellement dans les actes ces transformations du droit normand.

Une des premières applications pratiques de la loi de nivôse fut réalisée dans les clauses de donations entre époux : l'abolition des prohibitions de la coutume en cette matière permit aux futurs époux de se faire tous les avantages qu'ils voulaient dans les limites de la quotité disponible en cas d'existence d'enfants. Les clauses de donations enfermées auparavant dans un cadre étroit varièrent dès lors suivant les convenances des futurs époux, et devinrent généralement réciproques. Elles étaient faites tantôt en une seule clause comme dans cet exemple : « Au surplus, les futurs ont déclaré se faire réciproquement tous les avantages que la loi du 17 nivôse leur permet de se faire tant sur leurs biens meubles que sur leurs immeubles présents et à venir. » (1).

Tantôt elles avaient lieu par deux articles différents du contrat, l'un contenant la donation par la future au futur et l'autre la donation par le futur à la future, et la quotité donnée par l'un différait souvent dans ce cas de celle donnée par l'autre, la donation faite par la femme étant généralement la plus étendue. C'était une survivance de l'ancienne coutume, qui permettait le don mobil par la femme, mais interdisait à peu près au mari toute libéralité en faveur de sa femme. Dans quelques contrats l'expres-

1. Contrat de mariage devant M^e Courcelles, notaire à Caen, du 13 ventôse, an II.

sion de « don mobil » avait été conservée pour désigner la donation faite par la future au futur, quoi que la quotité de ce don mobil dépassât beaucoup celle qui était jadis permise. Voici des exemples de ces clauses :

« Ladite future épouse en cas de mort avant ledit futur, lui donne tant sur les meubles et effets mobiliers que sur les immeubles composant sa dot tout ce que les lois actuelles permettent de donner entre conjoints, sauf la réduction en usufruit dans le cas où il y aurait enfans vivants. »

« Dans le cas de prédécès dudit futur, avant ladite future, celui-cy donne à ladite future épouse sur tout ce qui se trouvera composer sa succession, les remports prélevés ainsi qu'il est dit en l'article cy-dessus, tout ce que les loix permettent de donner tant sur les meubles que sur les immeubles, sauf la réduction à l'usufruit dans le cas où il y aurait enfans vivants. » (1).

Ces donations réciproques de la quotité disponible étaient une innovation complète : les deux donations étaient équivalentes et leur quotité beaucoup plus élevée que celle qui était permise auparavant : elles profitaient dans la plus large mesure des dispositions de la loi de nivôse. Voici d'autres exemples où la survivance de l'ancien droit était restée plus vivace.

I. — « La future, du consentement de lad. Lepetit

1. Contrat de mariage devant M^e Courcelles, notaire à Caen, du 23 pluviôse n II.

sa mère, a donné pour don mobil audit futur, si elle meurt avant lui sans enfants, l'intégralité des objets compris en l'article précédent et l'usufruit pendant sa vie de tous les biens immeubles dont ladite future serait propriétaire lors de son décès. »

... « Si lors du prédécès de la part dudit futur, il n'y a pas d'enfants vivants issus dudit mariage, le futur a déclaré donner à lad. future tous les biens meubles qui lui appartiendront lors de son décès de quelque nature qu'ils soient et en quelques lieux qu'ils soient. » (1).

II. — « Des objets mobiliers compris au précédent article et de la tierce partie des immeubles, la future fait don mobil audit futur, dans le cas seulement où elle viendrait à mourir avant lui sans laisser d'enfants vivans sortis dudit mariage où qui viendraient à décéder avant lui, sans être obligé de rien répéter aux héritiers de ladite future.

« Le futur époux, usant de représailles envers sa future et pour la bonne amitié qu'il lui porte, lui donne dans le cas cy-devant stipulé et pour peu qu'elle lui survive sans enfants, tous les meubles et toutes choses sensées meubles qui se trouveront lui appartenir au moment de son décès, sans pouvoir être inquiétée de la part des héritiers dudit futur et même ne pas être tenue de faire dresser état dudit mobilier » (2).

1. Contrat de mariage devant M^e Courcelles, notaire à Caen, du 12 floréal an II.

2. Contrat de mariage devant M^e Courcelles, notaire à Caen, du 23 pluviôse an II.

De même les époux qui s'étaient mariés avec ou sans contrat avant la loi de nivôse, purent dès lors profiter du bénéfice de cette loi et s'avantager pendant le mariage ; aussi on rencontra en Normandie à partir de cette époque un grand nombre de donations mutuelles entre époux, acte qu'on y trouvait pas auparavant en raison des prohibitions de la coutume. Elles avaient lieu dans des termes analogues à ceux ci-dessus rapportés.

— Nous avons déjà dit dans le chapitre précédent que l'abolition du douaire coutumier par la loi de nivôse n'avait pas empêché les contractants de continuer à insérer très souvent dans leur contrat de mariage une stipulation de douaire au profit de la future ; ils l'appelaient tantôt coutumier, tantôt préfix ou conventionnel, mais il ne valait plus désormais que comme douaire conventionnel. Les termes de la clause de douaire étaient les mêmes qu'autrefois : « 6° La future a dès à présent gagé douaire coutumier au profit de ladite future pour par elle l'exercer le cas échéant sur tous ses biens présents et à venir sans être obligée d'en former la demande judiciaire ou extra-judiciaire » (1), ou bien au cas de douaire préfix : 5° « Le futur époux gage douaire préfix à la future épouse de cinq cents livres, d'un logement composé d'une salle, chambre et grenier, à

1. Contrat de mariage devant M^e Courcelles, notaire à Caen, du 11 ventôse an II.

courir du jour qu'il y aura lieu, sans qu'elle soit obligée de le demander à justice (1). »

Toutefois dans quelques contrats stipulant un douaire coutumier, on le soumettait pour son ouverture aux lois existantes au moment de la dissolution du mariage : « Le futur a gagé douaire coutumier à la future pour par elle l'exercer du jour de la dissolution du mariage, suivant les lois existantes alors (2). » Ce n'était plus là le douaire de la Coutume de Normandie, mais bien plutôt une donation en usufruit à la future épouse, en cas de survie, de la quotité disponible fixée par les lois existant à la dissolution du mariage.

— Mais en dehors de ces modifications de détail nous savons que la loi de nivôse fut le point de départ d'un bouleversement complet de l'ancien régime matrimonial normand par l'adoption de la communauté entre époux.

Comme c'est la pratique notariale qui réalisa cette réforme, les contrats de mariage furent à partir de cette date tous différents de ceux de l'ancien régime, tout au moins ceux qui stipulaient l'établissement d'une communauté conjugale, et ils furent les plus nombreux.

Cette révolution pratique paraît avoir commencé dans les deux premiers mois qui suivirent la loi de

1. Contrat de mariage devant M^e Courcelles, notaire à Caen, du 12 brumaire an IV.

2. Contrat de mariage devant M^e Courcelles, notaire à Caen, du 16 fructidor an II.

nivôse : Le premier contrat que nous ayons trouvé réalisant cette réforme est du 25 ventôse an II. Il stipule que les époux seront communs suivant la Coutume de Paris. Les notaires avaient eu maintes fois des rapports d'affaires avec les provinces où cette Coutume régnait ; ils en connaissaient, et appréciaient sans doute, le fonctionnement. Nous avons vu que c'est aussi le régime de communauté institué par cette Coutume qui fut proposé comme régime légal dans les Assemblées Parlementaires de cette période. On s'explique alors facilement pourquoi, dès que la loi de nivôse leur parut avoir aboli les prohibitions de la Coutume de Normandie relatives à la communauté, les notaires songèrent aussitôt à prendre pour modèle la Coutume de Paris. Ils commencèrent par indiquer expressément qu'ils stipulaient la communauté entre époux suivant cette Coutume, puis peu à peu devant la vogue que prirent ses clauses dans notre province, on les inséra dans les contrats de mariage sans rappeler cette origine.

Voici un exemple de ces contrats :

Par devant Joseph-Henry-Jacob Courcelles, notaire à Caen, soussigné, le dix-neuvième jour de messidor de la deuxième année de la République Française une et indivisible, avant midy,

Sont comparus :

1^o Le citoyen Pierre-Augustin Ménard, négociant, fils de feu Augustin Ménard et de feu Marie-Marthe-Jacqueline Fanet, originaire de Caen, en la ci-devant paroisse Saint-Pierre, où il demeure, section de la Liberté.

2^o Et la citoyenne Aimable-Pélagie Levavasseur, fille mineure du citoyen Jacques-Lucien Levavasseur, marchand passementier, demeurent à Caen, rue de l'Egalité, section de la Liberté et de la citoyenne Catherine-Aimable Ferraud, ladite Levavasseur originaire de ladite ci-devant paroisse Saint-Pierre de Caen, assistée de ses père et mère.

Lesquels comparants pour parvenir au mariage qu'ils ont dessein de contracter ont fait les accords et conventions qui suivent :

1^o Les futurs conjoints ont promis de s'épouser à la première réquisition de l'un d'eux ;

2^o Seront les futurs époux communs en tous biens meubles et conquêts immeubles acquis pendant la durée de leur mariage, laquelle communauté sera réglée suivant la ci-devant Coutume de Paris ;

3^o Ils ne seront tenus des dettes l'un de l'autre faites et créées avant l'acte civil dudit mariage et s'il s'en trouve aucunes, elles seront payées par et sur les biens de celui du côté duquel elles procéderont ;

4^o La future promet apporter audit futur la veille dudit mariage les objets, dentelles, coiffures, habits, bagues et bijoux à son usage, le tout évalué à la somme de deux mille livres provenant des épargnes et bon ménage de ladite future, et dont la célébration dudit mariage vaudra de quittance ;

5^o La future apportera également audit futur la veille dudit

mariage qui en vaudra de quittance la somme de mille livres en assignats provenant également de ses épargnes ;

6° Ladite somme de mille livres entrera en communauté et le surplus demeurera propre à ladite future et aux siens de son côté et ligne avec ce qui lui adviendra et écherra pendant la durée dudit mariage, soit de la succession de ses père et mère au partage de laquelle elle est expressément réservée, soit de successions collatérales, donations, legs ou autrement ;

7° Le futur déclare avoir en sa possession des biens meubles meublants, effets mobiliers et marchandises de valeur de vingt mille livres qui entreront en ladite communauté ; à l'égard de tout ce qui lui écherra pendant ladite communauté, soit en meubles ou immeubles, il tiendra nature de propre à lui et aux siens de son côté et ligne ;

8° Si pendant ledit mariage, il est vendu ou aliéné des immeubles ou racheté des rentes propres à l'un ou à l'autre des futurs conjoints le remploi en sera fait en autres héritages ou rentes qui sortiront pareille nature de propre à eux et à ceux de leur côté et ligne et au cas où ledit remploi ne serait fait au jour de la dissolution dudit mariage ou de ladite communauté, les deniers seront repris sur les biens et effets de ladite communauté et s'ils ne suffisent à l'égard de ladite future épouse sur les propres et autres biens dudit futur époux. L'action qui tiendra lieu de remploi sera propre auxdits futurs époux, à leurs enfants et à ceux de leur côté et ligne, et sera réputée immobilière ;

8° Ledit futur époux a donné à ladite future épouse le douaire coutumier accordé aux femmes par la ci-devant Coutume de Paris pour que icelle future l'exerce sur tous

ses biens présents et à venir du futur, du jour de la dissolution dudit mariage, sans qu'elle soit obligée d'en former la demande judiciaire ;

10° Le survivant des futurs époux prendra par préciput et avant de faire le partage des biens de ladite communauté, la somme de trois mille livres en meubles de la communauté suivant la prisée de l'inventaire et sans crüe, ou ladite somme en deniers, à son choix. Cependant au lieu de ladite somme de trois mille livres ledit survivant pourra remporter une chambre garnie à son choix et en outre tous les habits, linges, hardes, bijoux et autres objets à son usage corporel et personnel.

11° Sera permis à ladite future épouse et aux enfants qui pourront naître dudit mariage, en renonçant à ladite communauté de reprendre tout ce qu'elle aura apporté audit mariage, et ce qui lui sera advenu et échü constant icelui tant en meubles qu'immeubles par succession, donation, legs ou autrement, même la future si elle survit, ses douaire et préciput tels qu'ils sont à demi stipulés, le tout franc et quitte de toutes dettes et hypothèques de ladite communauté encore qu'elle y ait parlé, s'y fut obligée ou y eut été condamnée, dont audit cas, elle ou sesdits enfants seront acquittés et indemnisés par les héritiers et sur les biens dudit futur époux, sur lesquels pour raison de ce et de toutes les clauses et conditions du présent contrat, il y aura hypothèque de ce jourd'hui.

12° Et pour l'amitié que lesdits futurs se portent l'un à l'autre et voulant s'en donner des preuves évidentes, ils se sont fait donation entre vifs et irrévocable en la meilleure forme que donation peut valoir, ou survivant d'eux, a accepté dès

maintenant par ledit survivant, scavoir, de la part du futur, de tous les biens meubles et immeubles dont les loix actuelles et futures lui permettent ou permettront de disposer en faveur de ladite future. Et de la part d'icelle future de l'usufruit de tous les biens meubles et immeubles qui se trouveront lui appartenir lors de son décès, pour par ledit futur en jouir sa vie durante.

13° Pour faire insinuer ces présentes, les futurs époux ont élu leur procureur le porteur de la grosse d'icelles, auquel ils donnent respectivement tous les pouvoirs nécessaires, promettant, obligeant, etc...

Fait et passé à Caen en la demeure dud-citoyen Levavasseur père, présence des citoyens Olivier Roger et François Dallemagne, demeurant à Caen, rue de Guillaume Tell, section de la Fermeté, témoins qui ont avec les comparants et autres, leurs parens et amis présens signé, lecture faite.

Les contrats de mariage de cette forme différaient beaucoup de ceux précédemment stipulés en Normandie ; les clauses en étaient copiées sur les contrats employés dans le ressort de la Coutume de Paris. En dehors de la stipulation de communauté qui formait l'innovation fondamentale, on n'y trouvait plus le don mobil fait par la future au futur, il était remplacé par une donation mutuelle entre eux, jadis interdite par la coutume.

Il n'y avait plus constitution de dot par la future épouse de ses biens présents et à venir, au contraire sur ses apports, elle en mettait le plus souvent une partie ou une certaine somme d'argent dans la com-

munauté ; elle se réservait le surplus ainsi que tout ce qui lui adviendrait pendant le mariage par succession, donation ou legs comme propres, et une clause de remploi analogue à l'ancienne consignation de la dot sur les biens du futur, lui en assurait la restitution à la dissolution de la communauté sur les biens de cette communauté ou à défaut sur les biens personnels du mari.

Le douaire lui-même était celui de la Coutume de Paris, stipulé comme douaire conventionnel. Les autres clauses, préciput et remports, ne différaient pas sensiblement de celles employées dans les anciens contrats normands, sauf qu'on stipulait désormais que les remports de la femme s'exerceraient francs et quittes de toutes dettes de la communauté.

L'ensemble de ce contrat, sauf la stipulation du douaire, tombée par la suite en désuétude, deviendra sans grand changement le contrat contenant adoption du régime de la communauté réduite aux acquêts qui fut en usage après la promulgation du Code civil.

De sa combinaison avec le régime dotal naîtra le contrat stipulant la dotalité avec une société d'acquêts, qui fut longtemps, ainsi que nous le verrons plus loin, le contrat le plus fréquemment employé en Normandie pendant une grande partie du xix^e siècle.

A côté de ces contrats de mariage, copiés presque textuellement sur ceux en usage dans le ressort de la Coutume de Paris, on rencontrait aussi en

Normandie des contrats, où les parties tout en stipulant la communauté, conservèrent le cadre traditionnel des anciens contrats normands et les clauses habituelles qui constituaient l'originalité de notre régime matrimonial coutumier : constitution de dot, don mobil, douaire, clause de remport. Il semble bien cependant, d'après les recherches que nous avons faites dans différentes études de Normandie, que les notaires de cette époque et particulièrement les notaires des villes, préférèrent employer la première forme, copiée sur les contrats de la Coutume de Paris. La forme traditionnelle paraît s'être cantonnée dans les études de campagne, où les connaissances des notaires relativement aux coutumes voisines étaient moins étendues, ce qui les portait à conserver scrupuleusement la forme ancienne, en y ajoutant seulement la clause de communauté qui venait modifier profondément l'essence même du régime précédemment stipulé. Voici un exemple de ces derniers contrats.

« ... Lesquels futurs époux ont promis, etc...

« 1^o Lesdits futurs époux seront communs en tous biens meubles et effets mobiliers et acquêts d'immeubles qu'ils auront constant le futur mariage. »

2^o Douaire préfix de 300 livres au profit de la future ;

3^o Constitution de dot au futur par ses père et mère ;

4^o Promesse de garder succession par père et mère de la future ;

... Apport « en dot » par la future de divers biens, « qui

resteront au futur pendant sa vie durant à titre de don mobil », — et d'un trousseau.

... 5^o Clause de remport par la future de son trousseau « exempt de dettes quelconques ou la somme de 700 livres, le tout à son choix, ainsi par les bagues, bijoux, argenterie marqués à son nom... »

... « Et pour les cas prévus et imprévus lesdits futurs époux s'en rapporteront aux lois du gouvernement et de l'Etat Français. »

« De tout quoy... (1).

De ces deux formes de contrats quelle était la meilleure ? A notre avis, puisque l'on voulait innover et ne plus tenir aucun compte des prescriptions de la Coutume de Normandie, il était préférable d'innover complètement, et d'adopter une forme de contrat de communauté formant un tout cohérent, résultat de plusieurs siècles de pratique dans des provinces voisines. C'est ce que paraissent avoir fait un grand nombre de notaires à cette époque. Au contraire n'était-ce pas ouvrir la porte à bien des difficultés et créer une source de procès que faire un mélange hybride des clauses de l'ancien régime normand avec des stipulations de communauté qu'il rejetait complètement. Pouvait-on savoir exactement où s'arrêtait la soumission aux prescriptions de la Coutume ? Ainsi, beaucoup de ces con-

1. Contrat de mariage Marion-Bonté devant le notaire de Mainneville (Eure) le 4 brumaire an VI.

trats portaient une constitution de dot par la future : cette dot devait-elle être soumise aux règles rigoureuses de l'ancienne coutume pour son aliénabilité, son remploi et sa restitution, ou bien devait-elle être considérée comme un simple apport de la femme, aliénable par le mari sauf récompense à celle-ci lors de la dissolution de la communauté ? Les termes peu explicites de ces contrats permettaient de discuter sur ce point. Des procès n'ont d'ailleurs point manqué de naître sur l'interprétation de ces contrats, et nous avons vu plus haut que les Cours de Rouen et de Caen ont décidé d'une manière générale et constante que la clause de communauté devait s'interpréter restrictivement et que les époux devaient quant au surplus rester soumis aux prescriptions de la Coutume. Ces décisions étaient, à notre avis, un peu trop rigoureuses et ne tenaient pas toujours assez compte de l'intention des contractants. Puisqu'elles voulaient une interprétation stricte des termes du contrat, pourquoi ne pas s'en être tenu à ces termes mêmes pour voir si oui ou non les futurs époux voulaient se soumettre à l'ancien régime normand. Pour découvrir cette intention des parties, nous proposons comme critérium l'insertion dans le contrat de la clause de « consignation » à la suite de la constitution de dot : Si le futur « consignait la dot sur tous ses biens présents et à venir », il est certain que les futurs époux entendaient soumettre cette dot aux prescriptions de l'ancienne Coutume. Si, au contraire, il y avait dans le contrat simple constitution de dot

ou « apport de dot » comme dans l'exemple ci-dessus, par la future ou par ses parents, sans autre explication, on pouvait considérer cette expression comme équivalant seulement à constatation d'apports, sans qu'elle entraînant pour les biens de la future l'application des règles de la Coutume en matière de dotalité.

Ces difficultés ne se présentaient pas avec les contrats copiés sur ceux de la Coutume de Paris, où il n'y avait pas de constitution de dot, et où l'étendue et les conditions du remploi des biens de la femme étaient nettement établies. Pour le paiement de ses reprises en deniers, la femme avait action d'abord sur les biens de communauté et, en cas d'insuffisance, sur les biens du mari, comme cela se passe actuellement sous le régime de la communauté établi par le Code civil, et sans que cette action de la femme puisse réfléchir contre les tiers acquéreurs. La jurisprudence a d'ailleurs toujours décidé que ces contrats constituaient une dérogation complète aux règles de la Coutume de Normandie et devaient être régis par le droit des pays de communauté (1).

— Enfin, quoique après la loi de nivôse an II, la plupart des contractants aient accordé toute leur faveur à la communauté, quelques-uns cependant restèrent fidèles à l'ancien régime normand, et aux anciennes clauses qui en étaient la traduction pratique. La seule innovation fut désormais l'adjonction

1. Voir arrêtés cités plus haut.

dans presque tous ces contrats d'un article contenant des donations réciproques entre les futurs dans les limites permises par la loi de nivôse. Tout le surplus du contrat reproduisait, sauf quelques changements d'expression insignifiants, les termes des contrats stipulés sous l'ancien régime, dont nous avons rapporté des exemples dans la première partie de cette étude.

Toutefois dans ces contrats, à la différence des contrats nouveaux qui adoptaient des clauses de communauté, on ne parlait pas de remploi des biens dotaux de la femme. La raison en était bien simple : les parties entendaient conserver les anciennes règles de la Coutume de Normandie, sur tous les points où ils n'y dérogeaient pas expressément par leurs stipulations. Or, nous savons que sous l'ancien régime, le remploi des immeubles dotaux était légal et n'avait pas besoin d'être stipulé dans le contrat. La loi de nivôse n'ayant pas sur ce point modifié l'état de choses préexistant, le remploi continuait à être obligatoire pour les époux mariés sans contrat ou qui n'avaient pas dans leur contrat dérogé expressément aux prescriptions de la « cy-devant Coutume de Normandie ». L'efficacité de ce remploi et la restitution intégrale de la dot étaient assurées par la « consignation » de la dot sur les biens du futur, sans préjudice des autres garanties légales : hypothèque (1) et envoi en possession.

1. Rappelons qu'entre la loi du 9 messidor an III, et celle du 11 brumaire an VII, la femme, pour l'efficacité de son

Les remports stipulés au profit de la future épouse différaient également de ceux stipulés dans les contrats de communauté. Si elle renonçait à la donation à elle faite par son mari, elle ne remporterait que les divers objets qui composaient ce que l'ancien droit appelait ses « paraphernaux », ou leur valeur en argent à son choix. Elle n'avait sur le surplus des biens mobiliers qui provenaient de son chef au mari, que les droits qui lui étaient reconnus jadis par la Coutume. Nous avons vu, au contraire, que sous le nouveau régime de communauté, la femme reprenait à la dissolution du mariage, même en renonçant à la communauté, tous les biens meubles et immeubles qui constituaient ses propres.

Toutefois il faut bien remarquer qu'à la dissolution du mariage les deux clauses de remports, bien que partant de principes différents, devaient produire des effets à peu près semblables, relativement à la reprise des propres mobiliers de la femme. En effet, sous le régime de communauté, les meubles de la femme ont pu être aliénés par le mari, et la femme restait créancière de leur valeur sur les biens communs et à défaut sur ceux du mari. Mais nous savons que sous le régime normand la dot mobilière était aussi à l'entière disposition du mari, et que par suite, à la dissolution de l'union conjugale, la femme n'avait plus également qu'un droit de

hypothèque légale devait prendre inscription sur les biens du mari.

créance contre lui. Dans les deux cas cette créance était sanctionnée par l'hypothèque légale de la femme, mais dans le second cas elle était assurée en outre par une sûreté plus efficace, le droit pour la femme de se faire envoyer en possession des biens de son mari, sans préjudice de l'effet de la clause de « consignation ».

Ces divers modes de contrats subsistèrent-ils sans changement jusqu'à la promulgation du Code civil ? D'après les recherches auxquelles nous nous sommes livré, il semble bien qu'une évolution se produisit vers le commencement du Consulat (ans VIII et IX). Les désastres financiers qui s'étaient produits sous le Directoire réveillèrent sans doute la méfiance qui sommeille toujours dans l'esprit de tout bon Normand ; et un certain mouvement de réaction se produisit contre la communauté pendant les ans IX, X et XI. Pendant ces trois années, la communauté d'acquêts resta bien encore le régime le plus souvent stipulé, mais une forte minorité de contrats déclara expressément l'exclure. Cette exclusion n'était pas faite d'ailleurs exclusivement pour revenir à l'ancien régime matrimonial normand : fort rares en effet pendant cette période furent les contrats qui paraissent avoir voulu retourner à ce régime par une clause conçue en ces termes : « Tous les biens de la future épouse qui pourront lui échoir soit par succession, donation ou autrement sont déclarés dotaux et inaliénables et il

n'y aura aucune communauté de biens entre les futurs époux (1). »

La grande majorité des contrats, qui excluaient la communauté, stipulèrent alors la séparation de biens. C'était plus radical. Elle était stipulée en ces termes :

« Les futurs époux déclarent exclure toute communauté de biens entre eux, dérogeant pour cet effet à toutes loys à ce contraire. En conséquence de quoy, ils vivront ensemble civilement séparés de tous biens quelconques en sorte que leurs affaires seront absolument distinctes et séparées, et les biens de l'un ne pourront être susceptibles des dettes et affaires de l'autre ; en vertu de cette clause tous les biens de la future épouse, tant ceux qu'elle peut posséder que ceux qui pourraient luy échoir soit par succession, donation ou autrement demeureront à ladite future épouse paraphernaux.

En conséquence la future épouse conservera l'entière administration de ses biens meubles et immeubles et la jouissance libre de ses revenus qu'elle percevra sur ses simples quittances. Elle participera dans les frais du mariage et du ménage jour par jour et par moitié avec le futur époux (2). »

Les contrats de mariage, stipulant la séparation de biens entre les époux, permise par la coutume de

1. Contrat de mariage Gervais, reçu par M^e Cavelier, notaire à Caen, le 1^{er} pluviôse an XI.

2. Contrat de mariage Delivet, reçu par M^e Cavelier, notaire à Caen, le 28 thermidor an XI.

Normandie, étaient cependant assez rares sous l'ancien régime, et jusqu'à l'an VIII leur proportion était restée minime. La séparation de biens est d'ailleurs contraire à l'essence même du mariage qui suppose que les époux mettent en commun leurs intérêts aussi bien que leurs aspirations et leur vie ; elle ne saurait être stipulée qu'à titre exceptionnel, car elle suppose toujours une certaine défiance à l'égard du mari. La femme ne se contentait même pas des sûretés que lui offrait l'ancien régime normand, elle n'avait plus confiance dans leur efficacité ; elle préférait conserver « l'entière administration » de sa fortune et « la jouissance libre de ses revenus ». Elle n'était ainsi intéressée en rien aux opérations de son mari, son patrimoine était complètement séparé du sien, et elle était quitte envers lui en lui versant sa contribution journalière. On stipulait même dans quelques contrats que la femme « demeurerait irrévocablement autorisée à vendre ses biens », ce qui dépassait les pouvoirs ordinaires d'administration. Par cette clause les époux entendaient soustraire entièrement l'aliénation aux dispositions de la coutume et notamment à l'obligation d'emploi du prix (1). Peut-être faut-il voir une explication de la fréquence des contrats adoptant ce régime d'exception pendant cette période dans la panique financière qui avait marqué la fin du Directoire : nombre de maris s'étaient

1. C'est ce qu'a formellement reconnu un arrêt de Caen du 18 juin 1858 (Pandectes françaises, n° 7465).

trouvés insolvables, et les sûretés légales qui assuraient la restitution de la dot de leurs femmes étaient devenues illusoires. Peut-être aussi l'état de guerre permanent à cette époque ne fut-il pas étranger à ce mouvement qui permettait aux femmes, pendant les absences prolongées de leur mari, de gérer seules leur fortune, sans avoir besoin de procuration de celui-ci.

Nous avons trouvé dans un contrat de mariage de l'an X une preuve vivante de cette préférence des époux normands pour la séparation de biens au préjudice de l'ancien régime dotal normand. Deux époux s'étaient mariés en 1783 sous le régime de l'ancienne coutume de Normandie ; en l'an VI, ils divorcèrent (1), mais « ce divorce ne fut plutôt prononcé qu'ils en sentirent tout le poids et leur séparation leur rendit réciproquement la vie insupportable ; ils ne tardèrent pas à se réunir et à jouir de nouveau de la douceur du mariage. » Préalablement à ce mariage, par contrat reçu par M^e Cavelier, notaire à Caen, le 16 frimaire an X, ils éprouvèrent le besoin « aux lieu et place de leurs anciennes conventions, et pour leur sûreté réciproque » de stipuler la séparation de biens entre eux.

Quoi qu'il en soit sur ses causes, cette réaction passagère contre la communauté ne se prolongea pas au delà de l'an XI ; au commencement de l'an XII,

1. Le divorce avait été établi par la loi du 20 septembre 1792, et facilité encore par les décrets du 9 nivôse et du 4 floréal an II.

à la veille de la promulgation du Code civil, la presque totalité des contrats dans notre province stipulaient la communauté réduite aux acquêts avec mise en communauté par les futurs époux d'une certaine somme d'argent proportionnelle à leurs apports, ce que corroborait bien l'acte de notoriété des notaires de Rouen du 24 prairial an XIII.

Années	Nombre total des contrats	Ancien régime normand	Clauses de communauté	Séparation de biens
An II (depuis la loi du 17 nivôse).....	20	11	8	1
An III.....	13	4	9	»
An IV.....	12	3	9	»
An V.....	9	2	7	»
An VI.....	4	»	4	»
An VII.....	3	1	2	»
An VIII.....	4	»	3	1
An IX.....	9	1	4	4
An X.....	12	1	6	5
An XI.....	19	2	13	4
An XII (jus- qu'au Code civil 5 mois).	10	»	10	»

Pour préciser un peu, et résumer le mouvement qui se produisit dans les divers modes de stipulation matrimoniales en Normandie pendant cette période d'évolution juridique que l'on a coutume d'appeler le « droit intermédiaire », nous avons relevé dans une des études de Caen, tous les contrats de mariage qui y ont été passés depuis l'an II jusqu'à la promulgation du Code civil, et nous avons composé le tableau ci-dessus ; par ce qui s'est passé dans un des

centres les plus importants de notre province, on peut se rendre un compte à peu près exact du même mouvement dans le reste de la Normandie, en considérant qu'à cette époque, encore toute proche de l'ancien régime sous lequel toute la province subissait une législation uniforme, les tendances variables suivant les régions qui ont pu se manifester plus tard, n'avaient pas eu le temps de se former.

TROISIÈME PARTIE

LE RÉGIME MATRIMONIAL NORMAND ET LE CODE CIVIL

Le Code civil, en abrogeant dans toute la France, les anciennes coutumes locales, et en établissant la communauté comme régime légal, portait un coup sérieux à l'ancien régime matrimonial normand.

D'abord la situation juridique des époux qui se mariaient sans contrat était complètement bouleversée. Nous savons que jusqu'à la loi du 30 ventôse an XII, aucune autre loi n'avait abrogé expressément la Coutume de Normandie qui continuait à régir les droits matrimoniaux des époux, à défaut de convention contraire.

Désormais, au contraire, les époux normands seront soumis au régime de la communauté, que prohibait jadis la « sage coutume ».

Il est vrai qu'ils ne devaient pas s'en plaindre, semble-t-il, puisque depuis la loi du 17 nivôse an II, la communauté était devenue le régime préféré des contractants normands. En instituant la commu-

nauté légale, le Code permettait à ceux qui ne pouvaient pas faire de contrats, de se placer sous un régime plus large et plus conforme à l'institution même du mariage que l'ancien régime dotal normand. Mais, rien ne prouve cependant, que tous ceux qui se mariaient sans contrat avant le Code civil, ne le faisaient que parce qu'ils n'avaient pas les moyens de payer les frais d'un contrat ; peut-être un certain nombre d'entre eux n'ayant pas d'apports à constater ni de donation à se faire entendaient-ils se soumettre ainsi purement et simplement à l'ancienne Coutume de Normandie. Ceux là, désormais, s'ils ne voulaient pas de la communauté, devaient faire un contrat de mariage ; mais dans ce contrat même, si le Code leur interdisait de se référer d'une façon générale aux anciennes coutumes (1), allaient-ils pouvoir par des stipulations particulières faire revivre les anciennes règles coutumières ?

D'autre part, si parmi ceux qui faisaient un contrat de mariage, la grande majorité adoptait depuis la loi de nivôse an II, un régime de communauté, nous avons vu que quelques-uns cependant étaient restés fidèles à l'ancien régime normand. Pour ceux-là, la même question se pose : vont-ils trouver dans les différentes stipulations autorisées par le Code civil, des clauses équivalentes à celles que leurs pères employaient jadis sous l'empire de la coutume.

Pour répondre à cette double question, il est

1. Article 1390.

nécessaire d'examiner rapidement les divers régimes matrimoniaux qu'instituait le Code civil, en notant au passage celles de leurs dispositions qui se rapprochaient le plus de l'ancien régime coutumier normand.

Le Code civil établissait quatre types généraux de régimes : la communauté, le régime sans communauté, la séparation de biens, et le régime dotal.

La communauté est caractérisée par l'existence d'une masse de biens qui reste indivise entre les époux pendant le mariage sous l'administration du mari. Le Code permettait de comprendre dans cette masse toute une partie des biens des époux ; les biens qui n'étaient pas compris dans la communauté leur restaient comme propres, dont les revenus tombaient dans la communauté. A la dissolution du mariage ou en cas de séparation, l'actif de cette communauté se partageait en principe par moitié entre les époux. Nous savons qu'un tel régime était formellement prohibé par la Coutume de Normandie.

Il existait bien dans l'ancien régime normand, un droit particulier de la femme, survivante sur les biens acquis pendant le mariage, mais nous avons vu que ce droit de succession ne peut être considéré que comme un droit de succession sur une certaine catégorie de biens, (la succession du mari) qui ne s'ouvrait que par la mort du mari, et non par la simple séparation de biens. Pendant le mariage il n'existait pas de biens communs ; tous les biens qui

ne faisaient pas partie de la dot de la femme appartenait au mari.

Ce n'est donc pas dans ce régime que ceux des contractants normands restés fidèles à leurs traditions, vont trouver le moyen de faire revivre leurs anciennes stipulations. Bien au contraire, c'est pour s'y soustraire, qu'ils vont chercher dans les autres régimes permis par le Code, les clauses les plus aptes à leur offrir, l'équivalent possible des vieilles règles coutumières.

Le régime sans communauté est caractérisé, comme son nom l'indique, par l'absence de communauté : il n'existe pas de biens communs, il n'y a que des biens propres, soit au mari, soit à la femme. Par là il se rapproche déjà de l'ancien régime normand ; il a encore comme point commun avec lui les droits qu'il reconnaît au mari sur les biens de la femme : dans les deux régimes, le mari a l'administration et la jouissance entière des biens de la femme, les économies qu'il réalise sur ces revenus lui profitent exclusivement. Pour cette double raison il fut quelquefois employé dans certaines parties de la Normandie. Il présentait cependant avec l'ancien régime coutumier une différence fondamentale : il laissait aux époux la libre disposition des biens de la femme : leur conservation en valeur n'était assurée par aucune des sanctions rigoureuses jadis édictées par la Coutume.

Le régime dotal, au contraire, fait revivre ces règles sévères, il en aggrave même la rigueur.

Comme jadis, la femme apporte au mari une dot (d'où le nom de régime dotal) et les biens compris dans cette dot sont en principe inaliénables, insaisissables pendant le mariage. Mais cette inaliénabilité est même plus complète dans le régime dotal pur du Code civil que dans le régime dotal normand. En dehors de certains cas déterminés par la loi, la dot de la femme est totalement indisponible, le consentement conjoint des deux époux ne peut rendre l'aliénation valable (art. 1554). La Coutume, au contraire, autorisait la vente de l'immeuble dotal par les époux sous la condition de le remplacer par un bien de même nature et de même valeur.

De même nous avons vu que la Coutume (par oubli sans doute, il est vrai) permettait l'usucapion des immeubles dotaux pendant le mariage. Le Code civil, au contraire, déclare le fonds dotal imprescriptible (art. 1561). A l'égard de l'action en recours de la femme, le Code, comme l'ancien droit, en suspend la prescription pendant le mariage (art. 1560). Dans les deux cas d'ailleurs, et depuis le Code comme auparavant, la séparation de biens doit être considérée comme faisant courir la prescription (1).

1. Nous avons vu ci-dessus que cet effet de la séparation de biens n'était pas contesté sous l'empire de la Coutume. Depuis le Code civil, au contraire, il fait l'objet d'une vive controverse : bien que la jurisprudence ait décidé que la séparation de biens reste sans influence sur la prescription de l'action en recours, la plupart des auteurs adoptent la solution adverse. (Planiol, III, p. 491.)

Voici encore une autre différence : A côté des biens dotaux, le Code reconnaît l'existence de biens non dotaux, ce sont les paraphernaux, qu'il ne faut pas confondre avec les « paraphernaux » dont la femme exerçait la reprise sous l'ancien régime normand. Le mot est ici pris dans l'ancienne acception romaine, biens en dehors de la dot ; sur ces biens la femme a les droits d'une femme séparée de biens. La Coutume de Normandie ignorait ces biens extra-dotaux : la femme ne pouvait avoir l'administration et la jouissance de ses biens qu'en vertu d'une séparation de biens conventionnelle ou judiciaire. Il est vrai que même sous le Code civil, on pouvait par une constitution en dot universelle supprimer les paraphernaux. C'est ce qui se produisit dans notre province ; au cours de nos recherches dans les études de notaires, nous n'avons que très exceptionnellement trouvé des clauses de paraphernalité.

Quant à la séparation de biens, le Code civil, comme la Coutume de Normandie, en reconnaît l'existence ; comme jadis, elle peut être conventionnelle ou judiciaire. Dans les deux législations, la femme séparée de biens a l'administration et la jouissance de ses biens, mais il existe certaines différences entre elles au point de vue des actes de disposition. Sous l'ancien régime normand, la séparation de biens, qu'elle fût judiciaire ou conventionnelle, entraînait une inaliénabilité absolue des biens de la femme. Depuis le Code civil, il

faut faire une distinction : la séparation conventionnelle et la séparation judiciaire quand elles étaient prononcées entre époux mariés sous un autre régime que le régime dotal, permettent à la femme, autorisée de son mari, de disposer librement de tous ses biens meubles ou immeubles ; la séparation est-elle au contraire prononcée entre époux mariés sous le régime dotal, la femme séparée, comme sous l'empire de la Coutume, continue à être frappée par l'inaliénabilité dotale, sa situation est même aggravée, car sa dot mobilière elle-même se trouve indisponible entre ses mains.

En ne considérant ici que la séparation de biens conventionnelle, nous voyons que cette clause produisait, avec le Code civil, des effets tout différents de ceux qu'elle avait jadis sous la Coutume, où elle ne faisait guère qu'enlever au mari l'administration et la puissance des biens de la femme, qui restaient garantis par toutes les mesures conservatoires édictées par notre « sage Coutume ». Comme jadis, par la séparation d'intérêts qu'il crée entre les époux, ce régime présente un caractère exceptionnel et ne trouve son application que dans un certain nombre de situations déterminées, où une certaine défiance à l'égard du futur mari lui fait enlever l'administration des biens de la femme, mais c'est là le seul point qu'il ait de commun avec la séparation de biens coutumière. Il n'assurait nullement la conservation perpétuelle en valeur des biens de la femme, et par conséquent ne pouvait servir à faire revivre l'ancien

régime normand : c'est pourquoi nous n'en parlerons plus au cours de cette étude.

On peut voir, par l'exposé sommaire que nous venons de faire des divers régimes matrimoniaux reconnus par le Code civil, qu'aucun d'eux ne donnait entièrement satisfaction aux desiderata des partisans de l'ancien régime coutumier normand.

Heureusement, les rédacteurs du Code civil, en instituant ainsi quatre régimes types, n'avaient pas entendu en faire des moules immuables, dont il en fallait adopter un à l'exclusion des autres. Ils eurent soin de conserver le grand principe qui avait guidé les travaux de préparation du Code, et avait été inséré dans les divers projets que nous avons rappelés plus haut : la liberté des conventions matrimoniales. L'article 1387 dit expressément que les époux peuvent faire leurs conventions comme ils le jugent à propos.

A la différence de l'ancienne Coutume de Normandie, qui établissait un régime strictement légal, auquel on ne pouvait déroger que par des conventions particulières, le Code civil n'entendait régler les rapports pécuniaires des époux entre eux qu'à défaut de clauses spéciales, pour lesquelles il accordait la plus grande latitude.

Les quatre régimes types dont il expose les règles, ne doivent donc être considérés que comme des exemples, destinés à fournir aux futurs conjoints tous les matériaux nécessaires pour édifier le régime matrimonial de leur choix. Ils pouvaient librement adopter, parmi toutes celles prévues par le Code,

les clauses qui leur semblaient les plus aptes à satisfaire leurs aspirations et leurs besoins, et les plus conformes à leur situation pécuniaire et sociale. De là découlait un mélange des divers régimes, qui permettait aux futurs époux de faire les combinaisons les plus variées.

Le Code allait plus loin encore : il défendait bien aux époux de « stipuler d'une manière générale que leur association serait réglée par l'une des coutumes, lois ou statuts locaux qui régissaient ci-devant les diverses parties du territoire français », et qu'il abrogeait expressément (art. 1390). Mais il ne leur interdisait pas d'adopter les anciennes règles coutumières, en les transcrivant dans leur contrat de mariage, pourvu qu'elles n'eussent rien de contraire à la législation nouvelle : elles valaient alors comme conventions privées, en vertu du principe de liberté édicté en cette matière par l'article 1387. Avec une telle liberté d'action, les partisans du régime matrimonial normand en particulier allaient pouvoir, sous l'empire du Code civil, continuer à soumettre leur union aux anciennes règles coutumières : ils n'avaient qu'à reproduire ces règles dans le contrat. L'ont-ils fait ?

Pour nous en rendre compte, nous avons compulsé les documents de la pratique notariale de cette époque. Nous étions sûrs d'y trouver tous les renseignements utiles, d'une manière plus complète même qu'avant la loi du 30 ventôse an XII, car, à la différence de ce qui existait sous l'empire de la Coutume

et n'avait jamais été encore interdit expressément, le Code édictait formellement que les contrats de mariage devaient être désormais passés devant notaire et en minute (art. 1394). Les auteurs du Code civil ont pensé qu'un contrat sous seing privé pourrait être facilement détruit et cette destruction aurait entraîné généralement un changement de régime par l'application de la communauté légale, ce qui eût été contraire aux principes de l'immutabilité des conventions matrimoniales formulés dans l'article 1395. Cette conséquence de la rédaction des contrats de mariage sous seings privés n'était pas à craindre sous l'empire de l'ancien régime normand à cause du caractère obligatoire de ce régime. La destruction du contrat sous seings privés n'aurait pas entraîné de changement dans la situation respective des époux, pour cette bonne raison qu'ils n'auraient pas pu stipuler d'autre régime que le régime légal (1). Avant la promulgation du Code, les recherches faites dans les études de notaire ne permettaient donc pas de retrouver tous les contrats de mariage stipulés, encore qu'un grand nombre de contrats sous seings privés y eussent été déposés pour acquérir l'authenticité ; au contraire, en compulsant les minutes postérieures au Code, nous étions sûr d'avoir

1. Ils pouvaient, il est vrai, adopter par contrat la séparation de biens, mais ce régime, par la demi-capacité qu'il donnait à la femme, créait une situation de fait facile à prouver en cas de perte du contrat de mariage, par la voie du « record ».

sous les yeux tous les modes de conversions matrimoniales en usage dans notre province.

Cette observation faite, voici les résultats de nos recherches : Nous savons déjà que depuis la loi du 17 nivôse an II, la communauté réduite aux biens meubles et acquêts immeubles était devenue le régime le plus fréquemment employé en Normandie. La promulgation du Code civil ne paraît pas avoir changé immédiatement cet état de choses. La communauté réduite aux acquêts resta pendant plusieurs années encore la clause généralement stipulée dans les contrats de mariage normands : elle avait lieu dans cette forme : « Les futurs époux se marient sous le régime de la communauté. Ils ne seront communs qu'en tous biens meubles et immeubles qu'ils pourront acquérir pendant la durée du mariage. »

Souvent on y trouvait, comme auparavant, clause d'apport en communauté réciproque par les futurs époux : « Il entrera de part et d'autre dans ladite communauté une somme de () livres. Tous les autres biens des époux en sont exclus ; ils tiendront nature de propre à chacun d'eux et de leur côté et ligne, de même que ceux qui pourront leur échoir par donation, succession ou autrement. »

Cette clause d'apport qui permettait aux époux d'avoir au début de leur union un premier fonds commun et aussi d'exclure de la communauté tout le surplus de leur mobilier propre présent et à venir, paraît avoir été empruntée par la pratique notariale normande aux contrats de mariage de la

Coutume de Paris, qui, ainsi que nous l'avons vu, furent souvent pris comme modèles en Normandie après la loi de nivôse an II.

Enfin la communauté était parfois stipulée sous forme de renvoi au Code civil : « Les époux se marient sous le régime de la communauté ; elle se composera, régira et administrera conformément à la première partie du chapitre II de la loi du 2 pluviôse an XII (Code civil, titre V) ; cependant les rentes de l'un et de l'autre sont exceptées, elles n'entreront point en communauté. » Les époux se trouvaient alors mariés sous le régime de la communauté légale, si dans le corps du contrat aucune clause ne venait restreindre cette communauté ; la dernière phrase de la clause qui vient d'être rapportée constituait une survivance de l'ancien droit normand, qui considérait les rentes comme des immeubles et par suite en avait retiré la libre disposition au mari. Dans le Code civil, elles étaient rangées dans la catégorie des meubles incorporels, ou par la détermination de la loi (art. 526), et comme telles tombaient de plein droit dans la communauté ; aussi les contractants normands qui voulaient leur conserver leur caractère traditionnel d'immeubles, prenaient soin de les exclure formellement de la communauté.

Toutefois, nous n'avons cité cet exemple qu'à titre documentaire, car c'était plus généralement la communauté réduite aux acquêts qui était stipulée par renvoi aux articles 1498 et 1499 du Code civil.

Dans la presque totalité des contrats adoptant un

régime de communauté, nous avons retrouvé la clause de remploi des propres des époux, avec garantie pour ceux de la femme sur les biens de la communauté et subsidiairement sur les biens du mari. Cette clause est une des caractéristiques des contrats de mariage normands ; nous l'étudierons plus loin en détail à propos de son adjudication au régime dotal.

Cette faveur persistante pour la communauté fit que dans les premières années qui suivirent la promulgation du Code, les autres régimes reconnus par lui ne furent que peu employés : nous avons trouvé quelques rares contrats contenant adoption du régime sans communauté conformément à l'article 1531 du Code civil (1), ou du régime de la séparation des biens conformément à l'article 1536 (2).

Nous mentionnons seulement pour ordre la séparation de biens qui continua à être stipulée de temps à autre quand des circonstances spéciales obligeaient les futurs époux à adopter ce régime d'exception. Le régime sans communauté, au contraire, était employé pour faire revivre en partie l'ancien régime normand.

Quant au régime dotal, il ne fut pas non plus très usité dans les premières années du Code civil et les quelques contrats qui l'adoptèrent alors, stipu-

1. Le premier exemple que nous ayons trouvé de ce contrat, remonte au 24 thermidor an XII (M^e Cavelier, notaire à Caen.

2. Premier exemple, 1^{er} frimaire an XII (*Ibid.*).

lèrent toujours le régime dotal pur, tel qu'il résultait du Code (1) ; ils n'y ajoutaient même pas le tempérament reconnu par l'article 1581, c'est-à-dire une société d'acquêts. On n'y trouvait pas non plus la clause de remploi, de sorte que les immeubles de la femme se trouvaient frappés d'une inaliénabilité absolue, en dehors des cas d'application assez rares, où le Code permettait de les aliéner. Ce régime, plus étroit et sévère que l'ancien régime normand, ne pouvait être employé qu'à titre transitoire : les partisans de l'ancien régime coutumier, avaient sans doute été fascinés par l'inaliénation dotale, qui leur permettait de faire revivre le vieux principe de la conservation du bien de la femme à tout prix. Mais, à l'usage, ils durent vite s'apercevoir que cette inaliénabilité était trop complète et ne répondait pas extrêmement à leur désir de faire revivre la tradition de leur province, où elle était tempérée par la possibilité d'aliéner les immeubles dotaux de la femme moyennant un remploi équivalent. D'autre part, si le régime normand prohibait en principe la communauté entre les époux, il ne séparait cependant pas entièrement leurs intérêts : à la dissolution du mariage, la femme en prenant part aux conquêts, exerçait un droit qui se rapprochait fort du droit de la femme commune en biens, elle exerçait même un vrai droit de communauté sur les acquêts dits « en bourgage ». Or l'adoption du régime dotal pur

1. Premier exemple, 14 messidor an XII (*Ibid.*).

et simple ne donnait rien de semblable : les intérêts des époux restaient séparés pendant ce mariage, et à sa dissolution la femme reprenait simplement sa dot, les bénéfices réalisés pendant le mariage restaient au mari.

Le Code civil lui-même offrait cependant une combinaison qui leur eût donné satisfaction sur ce dernier point : l'article 1581 permet formellement d'adjoindre au régime dotal une société d'acquêts dont les effets sont réglés par les articles 1498 et 1499, c'est-à-dire une société réduite aux biens meubles et immeubles acquis par les époux pendant le mariage avec leurs économies ou les revenus de leurs biens propres. Si les partisans de l'ancien régime normand n'usèrent pas immédiatement de cette clause, c'était sans doute encore par haine de la communauté ; mais ils revinrent assez vite de cette prévention, et moins de deux ans après la promulgation du Code, nous avons trouvé un premier exemple de contrat stipulant le régime dotal avec société d'acquêts (1) ; l'impulsion donnée, cette combinaison se généralisa, et parmi les contrats portant adoption du régime dotal, la stipulation du régime dotal pur et simple devint l'exception.

De même la pratique sut trouver dans le Code même le tempérament qu'il fallait apporter à l'inaliénabilité dotal pour la rapprocher de celle qu'édic-

1. Contrat de mariage devant M^e Cavelier, du 2 brumaire an XIV.

tait jadis la Coutume de Normandie, « c'est-à-dire la faculté d'aliéner les biens dotaux moyennant remploi ». Cependant le chapitre qui traite du régime dotal ne prévoit nullement ce tempérament, il fallait l'aller chercher dans le chapitre de la communauté légale, où les articles 1434 et 1435 règlent les conditions et les effets du remploi sous ce régime. Les notaires le transportèrent sous le régime dotal par une clause formelle du contrat, et le rendirent obligatoires au cas d'aliénation du fonds dotal. Dès l'année 1806 nous avons trouvé des exemples de cette clause (2). Les contractants virent avec plaisir en lui le moyen de faire revivre un peu de la tradition de leurs pères, et la clause de remploi devint bientôt, comme la société d'acquêts, de style dans les contrats de mariage normands stipulant le régime dotal.

Quoi qu'il en soit, il ne faudrait pas croire que ce régime dotal normand nouvelle manière détrôna immédiatement la communauté. Dix années d'usage de ce régime en avaient fait connaître et apprécier les avantages, le principe d'égalité entre les époux qui lui servait de base était encore loin de la promulgation du Code en harmonie avec les idées de l'époque. Pendant presque tout le premier Empire il conserva la faveur de la grande majorité des contractants, la noblesse elle-même ne dédaigna pas ce régime issu pourtant d'une loi révolutionnaire.

1. Premier exemple, contrat de mariage du 23 mai 1806.

Nous croyons devoir insister un peu sur cette particularité, pour rectifier sur ce point les idées émises par certains auteurs, qui semblent croire que dès l'apparition du Code civil, les Normands, abandonnèrent la communauté, leur régime préféré depuis l'an II pour se donner tout entiers au régime dotal (1). Nous ne pensons pas que nos ancêtres eussent voulu pousser la contradiction jusqu'à repousser un régime qu'ils avaient introduit dans la pratique en forçant la loi, au moment précis où cette même loi leur en rendait expressément la stipulation licite. Les documents de la pratique notariale nous ont nettement prouvé le contraire. Loin de marquer la décadence de la communauté en Normandie, les premières années qui suivirent la promulgation du Code virent plutôt une recrudescence des clauses l'adoptant.

C'est à partir de 1812 seulement, que nous avons vu apparaître des symptômes sérieux de réaction contre la communauté simple, par le nombre tout à coup prédominant des contrats portant adoption du régime dotal avec société d'acquêts. Quelles furent les causes de ce mouvement ? A notre avis elles durent être assez complexes.

La première fut l'extension des combinaisons adjointes au régime dotal, qui le rapprochèrent, en le rendant moins sévère, de l'ancien régime coutumier. Les Normands, gens d'esprit, conservateurs fidèle-

1. Voir notamment Ranchon. *La dot en Normandie*, p. 153.

les aux traditions des ancêtres, mais doués en même temps d'un sens pratique très développé, accueillirent avec faveur un système qui leur permettait de faire revivre en partie le régime matrimonial de leurs pères tout en conservant la communauté d'acquêts, réforme nouvelle dont ils appréciaient les avantages pratiques.

Il est probable que c'est un de ces avantages même qui hâta la ruine de la communauté pure et simple dans notre province. Nous voulons parler de la facilité qu'elle donnait d'aliéner les biens de la femme ; il n'était plus besoin d'aucune formalité ou d'aucune justification, les époux en avaient l'entière disposition. Les contrats de mariage contenaient bien une clause générale de remploi en cas d'aliénation des propres des époux, mais cette clause n'avait rien d'obligatoire pour eux, ni pour les tiers, et donnait simplement à la femme, à la dissolution du mariage, le droit à une récompense sur les biens de la communauté ou de son mari, de la valeur du bien aliéné. Cette récompense pouvait être parfaitement illusoire, si la communauté était improductive et le mari ruiné, et la femme n'avait aucun recours contre les tiers acquéreurs de son bien propre.

Il est probable qu'après plus de quinze ans de stipulations de communauté, un certain nombre de mariages étant venus à se dissoudre, quelques liquidations furent désastreuses pour la femme ou ses héritiers, et réveillèrent chez les pères de famille normands, le vieil esprit de méfiance et de pru-

dence qui s'était un peu élargi au souffle révolutionnaire.

Enfin on peut trouver à cette vogue soudaine du régime dotal, une cause d'ordre historique plus générale. Les dernières années de l'Empire furent marquées par une réaction systématique contre les idées et les réformes de la Révolution Française, tant dans le domaine politique que dans le domaine économique. Or les conventions matrimoniales touchaient de très près à la vie même du pays, et sans nul doute le mouvement rétrograde qui se manifesta à cette époque eut sa répercussion sur elles. Pour les Normands, la communauté était une réforme révolutionnaire, et pour cette raison seule elle devenait dès lors dangereuse. Au contraire, le régime dotal n'avait été admis dans le Code que comme une concession faite aux partisans des anciens régimes des pays en droit écrit et de Normandie ; il représentait donc le passé, et à ce titre, il était tout naturel, qu'il prit une place prépondérante, dès que la tradition et les errements d'autrefois devinrent article de foi pour la grande majorité du pays. Comme jadis, on voulut désormais conserver à tout prix le bien de la femme au grand détriment de la libre circulation des biens et de la sécurité des transactions.

Avec la Restauration, la réaction en faveur du régime dotal normand ne pouvait que s'accroître encore : le retour à l'ancien régime était devenu presque une réalité, en droit public, la même évolution se produisit en Normandie en matière de con-

ventions matrimoniales. A partir de ce moment, le contrat adoptant un régime de communauté devint une exception. Les notaires eux-mêmes paraissent avoir été entraînés dans ce mouvement et obligés de suivre les goûts et les tendances de leurs clients ; de même qu'en l'an II ils avaient été les artisans du changement de régime matrimonial, ils devinrent sous la Restauration les plus rudes contempteurs de la communauté, à un tel point que vers 1820, dans nombre de localités, ils se refusaient à faire ces contrats autrement qu'avec adoption du régime dotal (1).

A côté des clauses le plus généralement employées, qui étaient la dotalité, avec société d'acquêts et faculté d'aliéner les immeubles dotaux de la femme moyennant remploi, nous avons trouvé, dans les contrats de mariage de la première moitié du XIX^e siècle, adjointes au régime dotal certaines stipulations d'un usage plus rare, qui paraissaient destinées à faire revivre plus étroitement encore l'ancien régime matrimonial de la Coutume de Normandie. Au premier rang de ces clauses, se plaçait la stipulation d'une société d'acquêts réduite aux immeubles et rentes, nous pouvons y ajouter l'usage des donations entre époux par contrat de mariage et certaines clauses d'institutions contractuelles ou promesses de garder successions faites à la future dans le contrat.

1. Ranchon, *op. cit.*, p. 154.

Nous allons étudier dans les chapitres qui suivent, le fonctionnement et les effets de ces diverses formes du régime matrimonial normand sous l'empire du Code civil, telles qu'elles furent en vigueur dans notre province au cours du xix^e siècle. Nous verrons que ce régime dotal ainsi mitigé, « normandisé », si je puis m'exprimer ainsi, conserva longtemps sa prépondérance, et qu'il fallut des causes économiques profondes pour ébranler son crédit et le conduire peu à peu vers son déclin.

CHAPITRE PREMIER

Le régime dotal normand au XIX^e siècle

Le régime dotal normand, tel qu'il se constitua après le Code civil et tel qu'il nous apparaît encore aujourd'hui à l'approche de sa fin, est caractérisé, comme nous l'avons vu ci-dessus, par la faculté réservée aux époux d'aliéner les immeubles dotaux moyennant emploi, et par l'adjonction d'une société d'acquêts. Nous nous bornerons ici à étudier ces deux clauses et leurs effets pratiques, sans entrer dans un examen complet du régime dotal tout entier. Nous nous efforcerons principalement d'établir comment ces deux clauses ont servi à faire revivre dans une certaine mesure l'ancien régime matrimonial de la Coutume de Normandie, et nous ferons ressortir également les différences qui les en séparaient.

Pour cela, les documents de la pratique notariale seront notre principale source d'informations, nous y trouverons toute la variété de clauses qui furent employées dans notre province pendant un siècle et les

modifications que l'évolution des idées et de la vie économique du pays leur firent subir. S'il se présente des difficultés pour l'application de ces clauses, et leur mise en harmonie avec les règles du Code civil, nous en chercherons la solution presque exclusivement dans les décisions des Cours d'appel de Rouen et de Caen, qui seules étaient à même de concilier les souvenirs de l'ancien droit normand avec la législation nouvelle.

SECTION I

De l'aliénabilité des biens dotaux moyennant emploi

Le Code civil ne permet l'aliénation des biens dotaux de la femme que dans un certain nombre de cas déterminés qu'il énumère dans ses articles 1555 à 1558. Nulle part il ne parle de la faculté de les aliéner moyennant emploi. Cette vieille habitude normande n'allait-elle pas pouvoir continuer d'exister sous l'empire du Code. Heureusement l'article 1557 en décidant que l'immeuble dotal pourrait être aliéné lorsque l'aliénation aurait été permise par le contrat de mariage, donnait aux époux une grande liberté d'action. Pour se soustraire au principe d'inaliénabilité, il était nécessaire, mais suffisant qu'ils stipulassent expressément dans leur contrat de mariage leur intention à cet égard ; ainsi il a été formellement reconnu que la femme pouvait, en se soumettant au

régime dotal, déclarer aliénables tous ses immeubles sans condition (1). A plus forte raison, il lui était loisible de stipuler une condition à cette aliénabilité, et rien ne mettait obstacle à ce que cette condition fût précisément l'ancienne obligation de remploi de la Coutume de Normandie.

Nous avons vu que cette combinaison fut adoptée dès les premières années qui suivirent la promulgation du Code et qu'elle devint vite de style dans les contrats de mariage normands. Mais le remploi dans le régime dotal n'étant nullement prévu par le Code civil; où pouvait-on trouver les règles de formes et de fond qui en déterminaient les conditions et les effets? Le Code civil fixe bien dans ses articles 1434 et 1435, les formes du remploi sous le régime de la communauté, et il y avait évidemment lieu de les transporter au régime dotal. Mais pour toutes les autres conditions et effets de remploi, il reste muet. C'est alors qu'il ne faut pas oublier que dans la Coutume de Normandie, le remploi était légal, et que l'adjonction d'une clause de remploi au régime dotal a eu pour but de faire précisément revivre cette ancienne obligation. De cette origine on déduit tout naturellement que c'est aux anciennes règles coutumières qu'il fallut faire appel pour trancher toutes les difficultés qui purent s'élever relativement aux effets de la clause de remploi. Sur ce point

1. Caen, 28 mai 1849. — *Rec. arr. Caen*, 1849, 240). — Bordeaux, 30 juillet 1811. (*D.A.*, 10, 312).

particulier l'appréciation de Rodière n'était pas exagérée, quand il disait que la loi française sur le régime dotal n'était « qu'une ébauche précipitée que la jurisprudence était appelée à compléter à l'aide de l'ancien droit » (1).

§ 1. — *De la Clause de Remploi*

Dans le régime dotal pur du Code civil, tous les immeubles dotaux sont frappés d'une inaliénabilité absolue (art. 1554) ; la faculté de les aliéner ne peut résulter que d'une clause expresse du contrat de mariage (art. 1557), et l'obligation d'en remployer le prix pour que les époux soient forcés de l'exécuter doit être aussi l'objet d'une prescription formelle. Ainsi dans le cas où le contrat de mariage permet purement et simplement l'aliénation du fonds dotal, sans spécifier l'obligation d'emploi du prix, « il n'est pas possible d'appliquer par analogie l'ancienne règle coutumière obligeant le mari au remploi, et il a été jugé que l'acquéreur ne peut exiger pour sa libération que les époux fassent un emploi ou fournissent caution pour en tenir lieu, il n'était alors nullement responsable et n'avait pas qualité pour exiger une sûreté quelconque contre la possibilité de dissipation du prix » (2).

1. Note sous Cass., 12 avril 1870. P. 70. 1. 481.

2. Rouen, 21 mars 1829. D. 30. 2. 252.

De même si la clause est rédigée d'une façon ambiguë, l'obligation de remploi n'en résulte pas et l'aliénation peut se faire librement ; il en a été décidé ainsi notamment pour la stipulation suivante : « La future épouse aura le droit d'aliéner ses immeubles dotaux sans l'autorisation de son mari qui, pour en toucher, le prix, sera tenu de fournir un remplacement soit sur ses biens personnels, soit au moyen d'un cautionnement (1). » Cette clause impose simplement au mari l'obligation de fournir des sûretés immobilières pour le cas où il toucherait le prix de ces biens, sans que les tiers acquéreurs puissent être responsables du défaut de remploi.

La clause de remploi clairement stipulée s'applique non seulement à la vente proprement dite, mais encore à la licitation des immeubles dotaux, en cas d'adjudication au profit aussi bien d'un colicitant que d'un étranger (2). La Cour de Caen a cependant jugé que si dans un partage d'ascendant, le donateur attribue à l'un de ses enfants une part plus forte dans les immeubles, à charge de payer une somme d'argent à titre de soulte à l'attributaire du lot le moins fort, cette soulte ne peut être considérée comme prix d'une aliénation immobilière, et garde son caractère mobilier, qui la dispense alors de l'emploi (3).

1. Cass., 25 février 1856. D. 56. 1. 325, confirmant arrêt de la Cour de Rouen du 15 mai 1855.

2. Rouen, 24 avril 1828. D. 28. 2. 141. Confirmé par Cass., 23 août 1830. D. 30. 1. 347.

3. Caen, 5 nov. 1845. D. 46. 2. 144.

La stipulation de remploi peut avoir plus ou moins d'étendue et être plus ou moins explicite sur ses conditions et ses effets. Sa rédaction paraît bien avoir subi à cet égard une évolution qu'il nous semble intéressant de signaler.

Dans les premiers contrats qui adoptèrent après le Code civil cette forme nouvelle du régime dotal normand, la clause de remploi était formulée en termes très simples ; on ne songeait pas encore à en préciser tous les effets : elle rendait seulement les immeubles dotaux aliénables sous condition. Voici un exemple de ces clauses que nous avons rencontré jusque vers 1811 : « Tous les biens présents et à venir de la dite future sont constitués dotaux : les immeubles dotaux pourront être aliénés par ladite future avec l'autorisation de son mari, mais sous la condition expresse de remplacement en d'autres immeubles de pareille valeur qui seront dotaux. » (1). L'obligation de remploi qui résultait de cette stipulation était purement et simplement celle qui existait de plein droit sous la Coutume de Normandie. Comme jadis, le remploi ne pouvait avoir lieu qu'en immeubles réels, en « héritages ». Même la question de savoir si le remploi effectué en rentes considérées par la coutume comme des immeubles, était nulle, ne se posait plus, puisque le Code civil rangeait définitivement les rentes parmi les meubles, et qu'elles

1. Formule des contrats de mariage de l'étude de M^e Cavellier, notaire à Caen.

n'étaient pas désignées dans le contrat comme pouvant servir de remploi. Il faut noter cependant que le décret du 15 janvier 1808 déclarait valable, même en l'absence d'une stipulation formelle du contrat de mariage, le remploi en actions immobilières de la Banque de France (1). Pour tous les autres effets du remploi les parties entendaient évidemment se référer implicitement aux anciennes règles coutumières, et on devait, à notre avis, appliquer ces règles sur tous les points où elles n'étaient pas en désaccord avec la législation nouvelle. Par exemple, sous l'empire de la coutume, la femme possédait à défaut de remploi du prix de son propre aliéné, un recours subsidiaire contre les tiers acquéreurs : dans la clause ci-dessus rapportée, il est bien certain, quoique cela ne fut pas expressément prévu, que l'inexécution par le mari de la clause de remploi devait produire le même effet.

Cependant il s'éleva sans doute quelques difficultés à ce sujet, car nous avons remarqué qu'à partir de 1810 environ, on prit soin de préciser dans le contrat de mariage la responsabilité que pourraient encourir les tiers à défaut de remploi valable. On ajouta à la suite de la clause ci-dessus : « Cette condition pourra être opposée aux acquéreurs desdits biens dotaux qui seront garants dudit remplacement. »

1. Cf. Caen, 27 mai 1851. (R. C. 1851, p. 190.) — Rouen, 10 mars 1856. (R. R. 1856, p. 174) et 21 juil 1856. (*Ibid.*, p. 309.)

Les tiers se trouvaient ainsi prévenus, et devenaient mal fondés à prétendre ignorer l'obligation de remploi imposée par le contrat de mariage et la garantie qui leur incombait.

Cette stipulation faisait revivre l'ancienne inaliénabilité dotale coutumière, elle eut même pour les tiers acquéreurs des conséquences plus graves encore que celles qui découlaient des règles de la coutume réformée. En effet les auteurs et la jurisprudence se fondèrent sur l'article 1560 du Code civil écrit cependant pour le cas de régime dotal pur et simple et d'aliénation de biens dotaux hors des cas exceptionnels prévus par les articles précédents, pour appliquer au défaut de remploi la sanction rigoureuse qu'il édicte et qui est la nullité de l'acquisition. Le mari pendant le mariage, comme administrateur de la dot, et la femme, après la dissolution du mariage ou la séparation de biens, pouvaient poursuivre l'annulation de l'aliénation pour défaut de remploi du prix (1). Le recours de la femme était même plus rigoureux que jadis, car il n'était plus seulement subsidiaire, la femme pouvait s'adresser directement aux tiers, sans avoir à discuter au préalable les biens

1. Rouen, 21 février 1857 (Rec. Rouen 57. 2. 215). — Caen, 21 juin 1876. (Rec. Caen, 76. 1. 236). — Grenoble, 3 décembre 1824. (D. A., 10. 337). — Cass., 8 nov. 1826 (D., 27. 1. 43). — 12 mai 1840 (40. 1. 225). — 27 avril 1842 (42. 1. 344). — Merlin. *Questions de droit*. V^o Remploi, § 8. — Duranton, t. XV, p. 485 et 486. — Bellot des Minières, t. IV, p. 119. — Troplong, t. IV, n^o 340 et s. — Guillouard, IV, n^o 1979.

de son mari et sans que les tiers puissent lui opposer cette exception.

La femme pouvait opter entre l'action en révocation contre l'acquéreur du bien dotal ou une action en indemnité contre le mari ou ses héritiers (1). Le remploi insuffisant ou inefficace entraînait la même sanction, car il n'était conforme ni à la lettre ni à l'esprit du contrat de mariage, en vertu duquel l'immeuble acquis devait exactement remplacer l'immeuble aliéné (2).

L'acquéreur n'avait d'autre ressource pour arrêter l'action en nullité que d'offrir de payer une seconde fois son prix dans les conditions exigées au contrat de mariage, si le mariage n'était pas dissout (3), et d'agir en dommages-intérêts contre le mari, si celui-ci n'avait pas déclaré que le bien était dotal et que le prix était soumis à remploi ; si le mari avait averti

1. Cass., 21 décembre 1853 et 2 mai 1855. (D. 54.1.5 et 55.1.231.) — Troplong, *Contrat de mariage*, n° 3550. — Tessier, t. II, p. 62. — Benech, n°s 111 et 112. — Aubry et Rau, V, p. 563. — Guillouard, IV, n° 1891. — Une théorie depuis longtemps abandonnée, refusait à la femme l'action en indemnité contre son mari, ne lui laissant que l'action en nullité : *sic*, Sériziat, n° 194. — Bellot des Minières, t. IV, p. 164 et s. — Grenoble, 8 mars 1827 et 12 janvier 1835. (S. c. n., VIII, 2.342 et S. 35.2.331.)

2. Caen, 3 décembre 1846. (S. 48.2.133). Cassation, 12 mai 1840. (S. 40.1.668). — Bordeaux, 1^{er} décembre 1847, (S. 48.2.384). — Benech, n° 114. — Troplong, IV, n° 3424.

3. Grenoble, 16 août 1832. (D. 32.2.112.) — Rouen, 19 mars 1857. (Rec., Rouen, 57.2.218), et 21 février 1857. (Rec., Rouen, 57.1.215.)

l'acquéreur de cette condition de l'aliénation, l'acquéreur ne pouvait exercer aucun recours ; c'était à lui de veiller à ce que l'emploi de son prix fût régulièrement effectué (1).

Toutefois, et contrairement à ce qui avait été décidé sous l'empire de la coutume, on reconnaissait généralement à la femme dotale, qui avait stipulé dans son contrat de mariage, la faculté d'aliéner ses biens dotaux moyennant remploi, le droit de ratifier au cours du mariage les ventes irrégulièrement consenties (2) ; seule la Cour de Rouen resta fidèle à la tradition normande, en refusant de reconnaître la validité de cette ratification pendant la durée de l'union conjugale même après la séparation de biens (3).

En raison de cette responsabilité, et des clauses d'éviction qui en résultaient, le tiers acquéreur avait le droit de prendre quelques précautions : il pouvait conserver son prix, refuser de le payer, tant que les époux vendeurs ne lui avaient pas justifié d'un remploi efficace et complet (4). Il pouvait ensuite, si on ne lui fournissait aucun remploi, consigner son prix, pour arrêter le cours des intérêts (5), mais cette consignation ne le délivrait pas de l'obligation de surveiller le remploi à opérer au moment du retrait,

1. Cass., 27 avril 1842. (D. 42.1.234.)

2. Cass., 1^{er} mars 1870. (D. 70.1.331.)

3. Rouen, 5 mars 1855. (Rec., Rouen, 55.2.249.)

4. Caen, 8 janvier 1843 et 12 juin 1866. (Rec., Caen, 45.176 et 66.239.)

5. Limoges, 21 août 1852. (S. 52.2.592.)

car, si elle le libérait de son prix (art. 1257, C. civ.) il ne faut pas oublier que l'acquéreur du bien dotal était tenu non seulement de payer son prix, mais encore de s'assurer de la réalisation du emploi (1).

En résumé, cette clause de remploi jointe au régime dotal, avait pour effet de faire revivre à l'encontre des tiers acquéreurs des biens de la femme, les graves conséquences de l'ancien régime normand. Tant que la fortune resta surtout immobilière et les terres peu morcelées, les inconvénients de ce système parurent moins sérieux, parce que les aliénations demeuraient relativement assez rares. Mais vers le milieu du xix^e siècle, l'industrie et le commerce prirent tout à coup un grand essor ; la création des voies ferrées développa les relations d'affaires en facilitant les communications. Ces changements économiques assurèrent un accroissement rapide de la fortune mobilière. Avec la prospérité commerciale et industrielle, les transactions devinrent beaucoup plus fréquentes et leur objet changea de forme : elles portèrent désormais sur les actions et obligations des sociétés et compagnies, valeurs d'un maniement facile, qui par le jeu de la hausse et de la baisse de leur cote en Bourse, et la spéculation aidant, virent s'établir à cause d'elles un continuel mouvement de ventes et d'achats. Au milieu de cette activité, la clause du

1. Cass., 12 mai 1857. (D. 57.1.364.) — Caen, 26 janvier 1872. (D. 74.5.426.) — Aubry et Rau, V, § 537. — Guillelouard, IV, n° 1981.

remploi avec sa formule étroite et surannée, devint bientôt une gêne insupportable. L'obligation de remployer en immeubles empêchait d'abord la femme dotale de prendre part au mouvement économique qui se manifestait, et de profiter des larges bénéfices et des bons revenus que procuraient les placements industriels ou commerciaux. D'autre part, l'obligation imposée aux tiers de surveiller le emploi et leur responsabilité en cas d'inefficacité de ce emploi, leur créait une situation instable ; toujours sous le coup de l'action en révocation de la femme, ils hésitaient à traiter avec elle. Dans notre pays, où la grande majorité des contrats stipulait le régime dotal, les transactions s'en trouvaient gravement compromises, et sous peine de nuire au commerce normand, au profit de celui d'autres régions de la France, où la participation de la fortune de la femme aux entreprises communes était plus largement comprise, il fallut bien réagir et modifier les termes des clauses de emploi insérés dans les contrats de mariage.

Ces modifications portèrent sur deux points principaux :

D'une part, on étendit considérablement la liste des biens et valeurs qui pouvaient faire l'objet du emploi.

Et d'autre part, on atténua sensiblement la responsabilité des tiers acquéreurs des biens dotaux et l'obligation qu'on leur imposait de surveiller le emploi.

En premier lieu, le contrat de mariage permit

désormais d'effectuer le remploi, non plus seulement en immeubles ou en actions de la Banque de France immobilisées, mais aussi en valeurs mobilières, ce qui était formellement prohibé jadis. Généralement, on prenait soin d'énumérer limitativement les valeurs qui pourraient valablement être acquises en remploi ; on avait soin de choisir celles qui présentaient une sûreté à toute épreuve, telles que la rente sur l'Etat, les actions et obligations des grandes compagnies de chemins de fer français, les obligations de la Ville de Paris et du Crédit Foncier ; parfois aussi les fonds d'Etats étrangers. Plus rarement on permit le remploi en valeurs industrielles ou commerciales quelconques, car cette faculté très large pouvait entraîner la perte du bien dotal, si les époux choisissaient comme remplacement une valeur d'une sûreté douteuse, surtout quand cette clause se combinait avec une dispense pour les tiers de surveiller le remploi. Ce dernier système entraînait presque la suppression de l'inaliénation dotale.

Avec la naissance de cette conception plus large du remploi, la question se posa de savoir si le remploi en rentes sur l'Etat français était valable, dans le cas de silence du contrat sur ce point. Nos deux cours normandes étaient divisées sur ce sujet. Caen tenait pour la validité (1), Rouen pour la nullité (2). L'opinion de cette dernière cour était à notre avis la

1. 11 juin 1855. Rec. arr., Caen, 1855. 1.287.

2. 7 mai 1853, 2 février 1854 et 17 février 1854 (D. 53.2.215 et 54.2.217).

plus conforme à la tradition coutumière, qui n'admettait que le emploi en immeubles. La loi du 2 juillet 1862 vint mettre fin à la controverse, son article permit formellement le emploi en rente 3 o/o à moins de clause contraire. L'article 29 de la loi du 16 septembre 1871, étendit cette disposition aux rentes françaises de toute nature ; elle fut complétée par la loi du 11 juin 1878 (art. 3) et par la loi du 27 janvier 1894 (art. 3).

La seconde modification qui fut apportée, à peu près vers la même époque, à la clause de emploi, fut l'atténuation, et même souvent la suppression de l'obligation de garantie à laquelle étaient tenus les tiers acquéreurs d'après la tradition coutumière. Cette réforme nous paraît avoir été la conséquence même de l'autorisation de employer les biens dotaux en valeurs de Bourse. Il est certain, en effet que le Trésor, la Banque de France ou les Grandes Compagnies se refusèrent nettement à assumer la garantie du emploi, et par suite à réaliser le transfert de valeurs frappées de dotalité. Ces valeurs devinrent ainsi complètement inaliénables. Pour sortir de cette situation, il fallait décharger le Trésor, la Banque et les Compagnies de toute responsabilité à raison de l'efficacité du emploi. C'est ce qui fut fait. Cette clause devint vite habituelle dans les contrats de mariage ; souvent même, afin d'éviter d'avoir à fournir des justifications longues et difficiles, on dispensa les Trésors et les Compagnies de toute garantie à raison du emploi, seul l'agent de change,

intermédiaire entre les parties et les Compagnies, resterait responsable, mais seulement de la matérialité du remploi, et non de son efficacité.

On appliqua assez rapidement ce système aux immeubles dotaux eux-mêmes, les tiers acquéreurs n'eurent plus à craindre le recours de la femme ; du moment où ils s'étaient assurés du fait matériel du remploi en une valeur d'un chiffre nominal équivalent à celle qu'ils fournissaient en échange du fonds dotal, ils n'avaient pas à s'occuper de l'efficacité de ce remploi : en particulier si le contrat de mariage autorisait le remploi en placements hypothécaires, ils n'avaient pas à se demander si le placement était de tout repos et suffisamment garanti. Seul le notaire restait responsable envers la femme dotale, en cas d'insuffisance des biens hypothéqués.

Toutefois ces clauses doivent être rédigées avec beaucoup de soin et de précision : ainsi la jurisprudence décide que la clause du contrat de mariage, qui dispense l'acquéreur de vérifier l'utilité et la valeur du remploi, ne l'affranchit pas de l'obligation de s'assurer au moins de l'existence d'un remploi réel (1). De même, à défaut de stipulation expresse l'en dispensant, l'agent de change est tenu sous sa responsabilité d'assurer le remploi des valeurs dotales dont la négociation lui est confiée, dans les conditions prévues au contrat de mariage (2). Quand on

1. Cass., 29 janvier 1890 (D. 90. 1. 97. — Aix, 19 mars 1891 (D. 92. 2. 343).

2. Rouen, 7 avril 1886 (D. 88. 2. 45). — Cas., 7 juillet 1891 (D. 92. 1. 185).

veut dispenser l'acquéreur ou le détenteur des biens dotaux de toute responsabilité, il faut le dire très explicitement, comme dans la clause suivante : « Les époux seront seuls juges de la validité du emploi ; les tiers ne sont pas autorisés à s'y immiscer et sont valablement libérés par la seule quittance des époux (1). »

Comme on le voit cette conception moderne du emploi dotal est bien différente de celle qu'on s'en faisait sous la coutume de Normandie : désormais le emploi peut être effectué, non plus seulement en immeubles, mais aussi en valeurs mobilières et la femme, en cas d'inefficacité du emploi, n'a plus généralement de recours même subsidiaire contre les tiers : elle a pour toute garantie la solvabilité de son mari. Ce système paraît être actuellement le plus généralement employé dans les contrats de mariage de plus en plus rares qui adoptent le régime dotal, il est également suivi dans les clauses de dotalité qu'on ajoute depuis quelque temps à certains contrats adoptant un régime de communauté, pour remplacer le régime dotal.

Les divers inconvénients que nous avons signalés à propos du régime dotal normand semblent dès lors avoir disparu, nous verrons cependant plus loin qu'il en subsiste encore suffisamment pour justifier la disparition complète de la dotalité.

1. Limoges, 7 mai 1862 (D. 62.2. 118). — Bordeaux, 21 avril 1888 (D. 900.2. 24).

Nous pensons qu'il est utile pour corroborer cet exposé de l'évolution subie par les clauses de remploi au cours du siècle dernier de donner des exemples de cette clause. Nous avons déjà rapporté la formule de la clause vers 1810, nous allons en donner les termes vers le milieu du siècle, et la montrer enfin telle qu'elle est généralement insérée aujourd'hui dans les contrats de mariage dotaux en Normandie.

Vers 1860, la clause de remploi s'était déjà un peu élargie, en voici un exemple :

« Les biens dotaux seront valablement aliénés, échangés, licités et partagés par la future épouse, autorisée de son mari, sans qu'il soit besoin de formalités de justice, mais sous la condition que les prix ou soultes provenant de ces opérations seront employés soit à acquérir au nom et au profit de la future épouse des rentes sur l'Etat français au cours de la Bourse portant mention expresse de leur caractère de dotalité, ou des immeubles, le tout présentant lors de l'acquisition une valeur égale à celle des biens dotaux à l'époque de leur aliénation, soit à acquitter les dettes présentes ou à venir pouvant avoir action sur les biens dotaux.

« Les emplois devront tous être acceptés par la future épouse.

« En cas d'aliénation de rentes sur l'Etat, la responsabilité de l'emploi ne pèsera que sur l'agent de change signataire du transfert, nullement sur le Trésor ou sur le cessionnaire.

« A défaut de remploi les biens dotaux resteront grevés de l'action révocatoire, mais les détenteurs pourront toujours s'y soustraire à quelque époque que ce soit, en faisant offre des prix ou soultes à charge d'emploi, ou en les consignait sous cette condition. »

La clause actuelle n'est que le développement de la précédente. On y détaille les diverses valeurs qui peuvent servir de remploi du prix de ses biens aliénés ou des soultes de partages.

On stipule généralement que : « Les frais ou déboursés et honoraires qui seront à la charge de la future épouse dans ceux qu'occasionneront les acquisitions ou échanges ci-dessus prévus, les dettes grevant les successions qui pourront échoir à la dite future, les droits de mutation dus à l'occasion des successions et legs par elle recueillis, les frais de partage de ces successions et autres y relatifs et ceux des donations faites au profit de la future épouse, serviront à due concurrence de remploi sur les quittances qu'en donneront les fonctionnaires publics ou créanciers à qui ces diverses sommes seront payées.

« Les biens et valeurs ainsi acquis en remploi pourront être indéfiniment aliénés ou échangés sans aucune formalité de justice, à la charge de remployer les deniers à en provenir comme il vient d'être dit.

« Les acquéreurs et débiteurs ne seront tenus que

de la matérialité des remplois et ne seront nullement responsables de leur utilité.

« En cas de remploi en achat de rentes sur l'Etat, actions de la Banque de France, actions ou obligations des compagnies ou sociétés sus-indiquées, la remise des deniers dotaux entre les mains de l'agent de change chargé de l'achat vaudra décharge pour les débiteurs ou détenteurs de ses deniers. — Il en sera de même de la remise desdits deniers entre les mains du notaire chargé du placement s'il s'agit de remploi en immeubles ou en créances privilégiées ou hypothécaires. Dans les deux cas, l'obligation du remploi ne pèsera plus que sur l'agent de change ou le notaire, suivant la circonstance.

« L'agent de change et le notaire ne seront eux-mêmes tenus que de la matérialité de l'emploi, ils ne seront pas responsables de son utilité.

« Le Trésor, la Banque de France, les compagnies de chemins de fer, la ville de Paris, les sociétés et établissements publics quelconques, n'auront point à s'immiscer dans ces emplois auxquels ils seront complètement étrangers ; ils ne seront soumis à aucune responsabilité, même en cas d'inexécution, et ils n'auront par suite aucune justification à demander.

« Les divers emplois ou remplois ci-dessus ne seront valables qu'autant qu'ils seront acceptés par la femme sous l'autorisation de son mari, etc. »

Suivent ensuite les cas de consignation des prix et les stipulations relatives aux titres au porteur

pouvant appartenir à la future. On prend soin aussi de stipuler que les frais de quittances et décharges relatives aux valeurs dotales remployées : « resteront à la charge exclusive de la future épouse, comme étant occasionnés par son régime dotal ».

§ 2. — *De quelques questions relatives au remploi dotal où la survivance de la tradition normande a continué à se faire sentir.*

Nous venons de voir que sous la poussée de l'évolution économique du siècle dernier, l'ancienne conception normande de l'aliénabilité des immeubles dotaux moyennant remploi s'est transformée et élargie, au point de n'être plus aujourd'hui dans bien des cas qu'une forme spéciale, un peu plus compliqué et longue, de l'aliénabilité pure et simple.

Cependant sur certains points particuliers, relatifs aux conditions et aux effets du remploi, et intéressant d'une façon moins générale la vie économique du pays, la tradition coutumière semble avoir continué à exercer longtemps une certaine influence, et guidé même souvent les décisions des tribunaux normands.

Nous allons passer en revue les principales questions où cette survivance nous paraît avoir joué un certain rôle :

A. — *Forme du emploi. — Son acceptation
par la femme.*

La jurisprudence, à défaut de texte législatif spécial au régime dotal, applique par analogie les règles de forme du emploi fixées par les articles 1434 et 1435 pour les propres des époux sous le régime de la communauté.

Ces deux articles exigent pour la validité du emploi une double déclaration dans l'acte même d'acquisition : déclaration : 1° que l'acquisition est faite au moyen des deniers provenus de l'aliénation ; 2° et qu'elle est faite pour tenir lieu de emploi. En présence des termes formels du Code, il était inutile de chercher même à appliquer une ancienne règle coutumière. La Coutume de Normandie était d'ailleurs peu explicite sur ce point, et ses commentateurs divisés d'opinion.

Ils étaient moins divisés sur la nécessité de l'acceptation du emploi par la femme. Tous, et en particulier Basnage, proclamaient que le emploi ne pouvait être valable que s'il était formellement accepté par la femme. Le Code civil paraît bien avoir suivi sur ce point la tradition normande : l'article 1435 exige expressément l'acceptation de la femme. Dans ces conditions il semble qu'aucune difficulté n'aurait pu surgir à ce sujet, surtout de la part des tribunaux normands. La Cour de Caen appliqua toujours la

solution traditionnelle, et considéra l'acceptation de la femme indispensable à la validité de chaque remploi (1).

Mais la Cour de Rouen, dans un arrêt du 26 avril 1872 (2), dérogea à cette doctrine pourtant conforme à la Coutume de Normandie. Faisant sienne la théorie de quelques auteurs (3), elle soutint que l'insertion même de la clause de remploi dans le contrat de mariage entraînait, pour la femme qui l'avait acceptée, la ratification par avance des remplacements qui pourraient être effectués par son mari au cours du mariage. Cette décision, outre qu'elle rompait avec la tradition normande, ne nous paraît pas justifiée en droit. N'est-ce pas en effet le mari qui est lié par la clause de remploi, et non la femme ? Celle-ci ne saurait devenir propriétaire, et voir ainsi disparaître son recours contre son époux, malgré elle. Loin d'avoir voulu se lier d'avance par la clause de remploi, elle a prétendu au contraire se réserver le droit de contrôler l'acquisition faite par le mari, et de la refuser au besoin. On ne peut rétorquer contre la femme une convention qui a été faite dans son intérêt exclusif (4).

1. Caen 19 décembre 1846. (Rec. Caen, 1846. 580). En ce sens également Duranton t. 15, nos 429 et 430. Zachariæ t. 3, p. 576. — Benech, *De l'emploi* (p. 41 et suiv.). — Troplong n° 3198.

2. D. 74. 2. 118.

3. Merlin. *Rép.* V° Dot, n° 10, Toullier, t. 14, n° 152.

4. En ce sens Req. Rej. 2 mai 1859 (D. 59. 1. 275) Civ. rej. 12 juin 1865 (D. 65. 1. 442). — Guillouard, t. IV, p. 271. Joui-tou. *Du régime dotal*, I, p. 354.

En présence de cette divergence d'opinion dans la doctrine et la jurisprudence, la pratique notariale normande prit une sage mesure: dans la plupart des contrats de mariage, on prit l'habitude de stipuler expressément que chaque remploi, pour être valable, devrait être accepté par la femme (1).

B. — *Du remploi par anticipation*

Sous la Coutume de Normandie, comme sous la plupart des autres coutumes, on connaissait et pratiquait le remploi par anticipation, en raison de ses avantages pratiques.

Ce mode de remploi est-il resté valable sous l'empire du Code civil? Celui-ci est muet à ce sujet. Partant de là, quelques auteurs contestèrent sa validité (2). Les termes de l'article 1434, disent-ils, supposent que l'aliénation est consommée au moment où le remploi est effectué, et on ne saurait remplacer d'ailleurs un propre qui n'a pas été déplacé et existe encore dans le patrimoine de la femme.

Cependant ces objections faites au remploi par anticipation ne persistèrent pas et aujourd'hui la grande majorité des auteurs en reconnaît la vali-

1. V. formules rapportées plus haut.

2. Toullier XII, n° 37. — Bellot des Minières, *Contrat de mariage*, I, p. 452 — Zachariæ (VII, p. 424).

dité (1) : si la loi, peut-on répondre à ses adversaires, se place dans l'hypothèse de l'aliénation faite avant le remploi, ils est certain qu'elle n'a pas entendu faire de cette antériorité de l'aliénation une des conditions de validité du remploi. Pourquoi aurait-on abandonné une vieille tradition, qui présente une grande utilité dans la pratique ? Cette combinaison est en effet tout avantage pour la femme : les époux peuvent saisir une bonne occasion quand elle se présente et acquérir ainsi l'immeuble qui servira de remploi dans des conditions très favorables ; et de plus, la femme est assurée de posséder un immeuble aux lieu et place de celui qu'elle se propose d'aliéner et que le prix de celui-ci ne sera pas dissipé par le mari.

Pour toutes ces raisons, ce mode de remploi est fréquent dans la pratique notariale normande, où il s'est perpétué comme un vestige de l'ancienne tradition coutumière ; c'est à cause aussi sans doute de son utilité fréquente pour la femme et de son caractère traditionnel, que la jurisprudence, et en particulier les cours normandes, ont toujours reconnu la validité du remploi par anticipation (2).

1. Aubry et Rau, v. p. 581. Guillouard IV, 277. — Ch. Robert. *De l'emploi et du remploi sous le régime dotal*, p. 48.

2. Caen, 5 juillet 1876. (Rec. Caen, 1877-1-11). Cass., 24 juillet 1884. (D. 85-1-460). Cass., 24 juillet 1890. (P. F., fév. 90-1-445).

C.— *De la situation du tiers-acquéreur du bien dotal à défaut de remploi effectué avant la dissolution du mariage.*

Lorsque le remploi n'a pu être effectué avant la dissolution du mariage, il semble tout naturel que l'immeuble acquis postérieurement à cet événement ne puisse être dotal, car il ne saurait y avoir de dot sans mariage existant.

La Coutume de Normandie sanctionnait cette règle de simple logique, et le Code civil dans son article 1436 consacre le même principe. Si pendant le mariage, le mari se montre négligent à effectuer le remploi du bien dotal aliéné ou se refuse à le faire, la femme ne peut l'y contraindre, et si l'opération n'a pas eu lieu avant la dissolution du mariage, elle n'a le droit à cette époque que d'exercer la reprise de son immeuble vendu. Cependant certains arrêts et quelques auteurs (1) lui reconnaissent le droit de se faire autoriser par justice pendant le mariage, à disposer elle-même du prix de l'immeuble aliéné pour en faire le remploi, à défaut du mari.

Mais quelle va être la situation du tiers-acquéreur de l'immeuble dotal, poursuivi à la dissolution du mariage par l'action révocatoire de la femme. Sa

1. Caen, 2 août 1851 (D. 52. 2. 226.) — Req. 20 déc. 1852 (D. 53. 1. 120). Troplong II, n° 1112; Aubry et Rau, V. p. 578. Guillouard, IV, n° 1976.

position est au moins aussi intéressante que celle de la femme, car pas plus qu'elle il n'a pu au cours du mariage forcer directement le mari au remploi, et maintenant il va se trouver menacé d'éviction par la femme elle-même. Pourra-t-il rester en possession de l'immeuble qu'il a acquis en en payant le prix s'il le doit encore, ou même en le payant une seconde fois, s'il l'a déjà versé ?

Notre Coutume normande pourtant peu bienveillante en général à l'égard des tiers acquéreurs des biens dotaux, leur accordait cette faculté : l'article 540, prévoyant le cas où le remplacement n'ayant pas été fait au cours du mariage, la femme exerçait son recours contre les tiers détenteurs, permettait à ceux-ci d'écarter l'action en délaissement de la femme et de rester en possession de l'immeuble, à condition de l'indemniser complètement.

Cette solution si favorable à l'acquéreur a-t-elle survécu à la promulgation du Code civil ? Il semble bien qu'aucun texte ne s'y oppose ; mais on a objecté que cette faculté laissée au tiers détenteur de l'immeuble dotal serait défavorable à la femme, en ce sens que le prix ainsi touché par elle pourrait être saisi par les créanciers dont le titre est postérieur au mariage, tandis, que l'immeuble qui aurait été acquis en remploi au cours de l'union conjugale fût demeuré insaisissable. Ce raisonnement ne nous paraît pas exact, car il est généralement admis actuellement que le paiement des dettes contractées pendant le

mariage ne peut être poursuivi, après sa dissolution, contre la femme ou ses héritiers ni sur les immeubles dotaux, ni sur le prix des immeubles dotaux qui sont insaisissables aux mêmes titres que les immeubles eux-mêmes (1).

L'objection que nous avons signalée tombe donc d'elle-même, et on ne voit pas bien pour quelle raison on repousserait cette solution qui ne cause aucun préjudice à la femme, mais respecte au contraire les droits des tiers acquéreurs, et offre enfin spécialement pour notre province l'avantage de perpétuer la tradition coutumière, sur un des rares points où elle était conforme à l'équité.

Cependant la jurisprudence, et même les cours normandes, se sont divisées sur cette question. Si quatre arrêts de la Cour de Caen, basés sur ces raisons, sanctionnent la solution traditionnelle dans l'ancienne Normandie (2), par contre la cour de Rouen, et même la cour de Caen dans un autre arrêt, ainsi que la plus grande partie de la jurisprudence, suivent l'opinion contraire, si dure pour le tiers acquéreur sans aucun profit pour la femme (3).

1. Aubry et Rau V. p. 608, n. 15. —Guilouard, IV, p. 384.

2. Caen, 30 novembre 1830 (Rec. Caen 1831. p. 160). — Caen 16 août 1855 (*id.*, 1855. 311). — Caen 26 mai 1865 (*id.*, 1865, p. 127). — Caen 31 mai 1870 (*id.*, 1870, p. 208). — *Sic.*, Grenoble 25 avril 1861 (D. 61. 2. 149).

3. Caen 30 juillet 1874 (Rec. Caen 1875, p. 32. S. 74. 2. 282). — Rouen 5 décembre 1840 (Rec. Rouen 1840, p. 508. S. 41. 2. 71). — Rouen 26 août 1851 (D. 53. 2. 16. *Sic.*, Riom,

La possibilité pour la femme d'effectuer ce remploi de son bien dotal, même après la séparation de biens, est admise sans discussion (1), à moins qu'une clause du contrat de mariage ne s'y oppose : par contre le désaccord règne dans la jurisprudence sur le point de savoir si le tiers acquéreur du fonds dotal, peut après la séparation de biens, contraindre la femme au remploi en lui offrant le prix s'il ne l'a pas payé, ou en le lui offrant une seconde fois s'il l'a déjà versé sans emploi (2). La même division que précédemment règne entre les cours normandes, Caen tenant pour l'affirmative, Rouen pour la négative. Pour nous, il va sans dire que nous admettons *a fortiori* la solution traditionnelle favorable au tiers acquéreur.

D. — *Du remploi effectué en biens du mari*

Le remploi du prix du fonds dotal aliéné peut-il être valablement effectué par la cession consentie par le mari à sa femme d'un de ses immeubles propres ?

26 juin 1839. S. 40. 2. 145). — Grenoble 7 avril 1840 (D. 42. 2. 77). — Lyon 11 avril 1840. Rec. arr. Lyon XVIII. 149, Cass. 17 décembre 1855 (D. 56. 1, 174).

1. Guillouard, IV, p. 282.

2. Pour l'affirmative. Caen 30 avril 1849 (D. 52. 2. 193). Cass., 30 juin 1853 (D. 53. 1. 265). — Caen 31 mai 1870 (S. 71. 2. 31). — Pour la négative : Toulouse 22 décembre 1834 (D. 35. 2. 86). — Rouen 19 mai 1840 (D. 41. 2. 13). — Toulouse 14 juillet 1852 (D. 53. 2, 11).

Là encore nous estimons qu'il faut faire appel à la tradition coutumière, pour résoudre la question : or, nous savons que l'article 410 autorisait ce mode de remploi sous la double condition que la valeur de l'immeuble donné en remplacement fût identique et que l'opération fût constatée par acte authentique.

Le Code civil renferme-t-il des prescriptions qui interdisent ce mode de remploi ? Nous n'en voyons pas. L'alinéa 2 de l'article 1595 autorise formellement la vente entre époux pour le cas où la cession que le mari fait à sa femme même non séparée, a pour cause notamment le remploi de ses immeubles aliénés ; conçue en termes généraux cette exception doit s'appliquer au régime dotal comme au régime de la communauté. Cependant, comme sous l'ancienne coutume, on n'admet pas ce remploi sans conditions : la constatation par acte authentique n'est plus exigée à peine de nullité, quoiqu'elle soit généralement employée, en raison de la mainlevée que la femme peut avoir à donner de l'inscription prise d'office à son profit sur le bien dotal vendu, lorsque le remploi n'est pas constaté dans l'acte même de vente. D'autre part, si l'immeuble acquis en remplacement n'a plus besoin d'être d'une valeur identique à celui aliéné, les avantages indirects n'étant plus prohibés, on exige cependant que les biens cédés par le mari soient libres et exempts de toute cause d'éviction, et ne soient pas déjà grevés de l'hypothèque légale de la femme pour une somme supérieure à leur valeur. La jurisprudence normande résout la

question en ce sens qui est conforme à la tradition coutumière(1).

Toutefois, cette solution n'est pas admise par toute la jurisprudence française : quelques arrêts ne veulent pas reconnaître la validité d'un semblable emploi, prétendant que l'immeuble cédé par le mari est grevé de l'hypothèque légale de la femme et que celle-ci, sous le régime dotal ne peut renoncer à son hypothèque légale ; par suite le emploi n'étant pas fourni en immeubles libres de charges est nul (2) : le raisonnement nous paraît être trop exclusif ; sous les réserves ci-dessus faites, ce mode de emploi ne nous semble pas devoir être annulé et pouvoir devenir préjudiciable à la femme. En effet, si l'immeuble cédé par le mari n'est pas grevé de l'hypothèque légale de la femme pour une valeur supérieure à la sienne, ce qui se présente lorsque la femme n'a pas de reprises paraphernales ou n'a pas d'autre reprise dotale que celle qui résulte pour elle de l'aliénation de l'immeuble dotal dont il s'agit de employer le prix, on ne voit pas pourquoi le mari, usant du droit que lui confère l'article 1595, § 2, ne pourrait pas céder à titre de emploi un de ses immeubles, bien

1. Rouen, 3 mars 1841 (D. 42-2-141). — Caen, 28 juin 1856 (Rec., Caen, 1856, p. 193). — Tribunal Rouen, 7 juillet 1877 (Rèc., Rouen, 1878-2-140). — Caen, 31 octobre 1891 (Rec., Caen, 1892-1-67).

2. Rouen, 28 avril 1840 (Rec. Rouen, 1841-1-378). — Trib. de la Seine, 20 déc. 1884 (Gaz. Pal., 85-1-165).

que grevé de l'hypothèque légale : cette dation en paiement éteindra nécessairement l'hypothèque (1).

Cette objection ne peut plus porter du tout quand les immeubles du mari ont été affranchis de l'hypothèque légale de la femme par l'effet d'une restriction (art. 2140 C. civ.) ou d'une réduction (art. 2144).

D'ailleurs, en cette matière encore, la pratique notariale est venue, en présence du désaccord de la jurisprudence, prêter son appui à la solution qui se rapproche le plus de la tradition de la Coutume de Normandie : à partir du milieu du xix^e siècle on inséra souvent dans les contrats de mariage normands adoptant le régime dotal, l'autorisation expresse d'effectuer le remploi en immeubles de la communauté ou même propres au mari, et aussi la faculté pour la femme de renoncer à son hypothèque légale sur les mêmes biens. Ces deux clauses détruisaient l'objection que nous avons signalée plus haut et rendaient valable sans discussion possible le remploi en immeubles propres au mari.

E. — *Du remploi en l'acquit des dettes
qui grèvent la dot.*

La pratique notariale normande reconnaît aussi la validité d'un autre mode de remploi, toujours en conformité de la tradition coutumière : c'est le remploi qui s'effectue par le paiement des dettes qui

1. Benech, *op. cit.*, p. 208.

grèvent la dot. Dans un grand nombre de contrats de mariage passés dans notre province, on rencontre la clause suivante : « Les biens dotaux seront valablement aliénés, échangés, licités et partagés par la future épouse autorisée de son mari, sans qu'il soit besoin de formalités de justice, mais sous la condition que les prix ou soultes provenant de ces opérations seront employés soit à acquérir, etc., soit à acquitter les dettes présentes ou à venir pouvant avoir action sur les biens dotaux. »

Cette clause n'a rien d'illicite, car nous savons que les époux pouvaient se réserver la faculté d'aliéner les immeubles dotaux sans aucune restriction ; à plus forte raison pourront-ils autoriser cette aliénation, destinée à acquitter les dettes de la femme.

Mais lorsque le contrat de mariage ne contient aucune clause de cette nature, la question devient plus délicate. Devra-t-on considérer un tel emploi comme valable, conformément à la tradition ? ou bien devra-t-on appliquer strictement l'article 1558-3 du Code civil qui n'autorise ce mode de emploi qu'après l'accomplissement de certaines formalités ? En faveur de cette dernière solution, on fait valoir les termes formels de l'article 1558, qui, dans l'hypothèse même que nous étudions, n'autorise l'aliénation de l'immeuble dotal que sous la condition expresse que la vente ait lieu avec l'autorisation de justice, aux enchères et après apposition d'affiches. En présence d'une disposition légale aussi précise, on ne saurait trouver, même dans l'insertion d'une clause de rem-

ploi au contrat de mariage, une justification du remploi en l'acquit des dettes ; au contraire, les futurs époux, en stipulant l'obligation d'emploi du prix des immeubles dotaux aliénés ont entendu les remplacer par d'autres immeubles ou valeurs déterminées, mais non employer le prix à l'extinction des dettes de la femme, ce qui ne constitue qu'une façon négative d'augmenter son patrimoine.

Une grande partie de la jurisprudence et de la doctrine adopte ces motifs et refuse de considérer comme un remploi l'acquit des dettes qui grèvent la dot (1).

Par contre, au premier rang des partisans de la validité de ce mode de remploi, on trouve les Cours de Rouen et de Caen : se basant sur la tradition coutumière, nos tribunaux normands ont toujours reconnu le remplacement ainsi effectué comme bon et valable (2).

Aucun article de la Coutume de Normandie n'autorisait expressément l'aliénation de l'immeuble dotal

1. Montpellier, 3 janvier 1852. D. 54. 2. 110. — Pau, 5 mars 1859. S. 59. 2. 404. — Cass., 12 mars 1861 D. 61. 1. 155. — Limoges, 14 novembre 1876. D. 77. 2. 35. — Pau, 27 janvier 1891 D. 92. 2. 28. — Troplong, IV, n° 3425. — Marcadé, VI. 1557. IV. — Aubry et Rau, V, § 537. — Robert, p. 61. — Guillouard, IV, p. 277.

2. Rouen, 20 mars 1832. S. 32. 2. 301. — Caen, 7 août 1849. D. 52. 2. 185. — Caen, 2 février 1851. D. 52. 2. 234. — Caen, 19 juin 1852. D. 56. 2. 187. — Rouen, 19 août 1852. 52. 2. 242. — Trib. Pont Audemer, 16 mars 1855 S. 56. 2. 129. — Caen, 28 juillet 1880. *Rec. Caen*, 1881. p. 165.

pour payer les dettes de la femme, mais à défaut de texte, l'usage s'était fortement établi dans notre province de vendre l'immeuble dotal et d'en distribuer le prix aux créanciers ayant action sur cet immeuble. Après le Code civil, la pratique notariale normande s'efforça de perpétuer cet usage, malgré les termes de l'article 1558-3°. Elle imagina pour cela la combinaison suivante : Les époux vendaient l'immeuble dotal à l'amiable, puis se faisaient autoriser par le tribunal à employer le prix de la vente au paiement des dettes hypothécaires de la femme ; l'acquéreur refusait de payer son prix ; les époux s'adressaient alors au même tribunal qui rendait un jugement contradictoire condamnant l'acquéreur au paiement, celui-ci, couvert par ce jugement, versait son prix qui servait à éteindre les dettes de la femme ayant date certaine antérieure au contrat de mariage.

Nos Cours normandes ont reconnu la légalité de cette pratique. Voici les arguments principaux qu'elles font valoir en faveur de cette survivance de l'ancien usage coutumier :

« Considérant, dit l'arrêt de Caen du 2 février 1851, que la dame Raoult (femme dotale) en employant le le prix de l'immeuble vendu à dégrever ce même immeuble et ceux qui lui restent d'une créance dotale qui les frappe, et pour raison de laquelle elle est poursuivie en expropriation fait un bon usage de ce prix et offre aux époux Delau (acquéreurs) l'équivalent d'un valable remplacement en immeubles rentrant

complètement dans les disposittons de l'article 1558 du Code civil ;...»

« Considérant, dit un autre arrêt de Caen du 7 août 1849, que les immeubles qui appartenaient à la dame Piel (femme dotale) au jour de son mariage n'étaient pour elle une propriété utile, que sous la déduction des dettes auxquelles ils étaient hypothécairement affectés ; que la condition de remplacement par d'autres immeubles, insérée au contrat de mariage, pour le cas d'aliénation, n'est réellement applicable qu'à la portion du prix de la vente excédant les dettes qui pour la dame Piel en diminuent la valeur ; que s'il en était autrement il y aurait augmentation de la dot pendant le mariage contrairement à l'article 1543 du Code civil qui défend cette augmentation ; ... »

De même un autre arrêt de Caen du 19 juin 1852 dit : « Considérant qu'il est de principe que dans les successions recueillies par une femme mariée sous l'empire du régime dotal il n'y a réellement pour elle de dotal que ce qui reste, les dettes payées, que, par conséquent, la femme a le droit de vendre les biens qu'elle a ainsi recueillis, afin de les dégager des dettes qui les grèvent au moment où la succession s'est ouverte ; d'où suit encore que l'adjudication (amiable) du 27 janvier 1850 est valable, ainsi que la délégation qu'elle contient au profit des sieurs Laplesse et Lou-treuil (créanciers inscrits). »

On trouve encore les mêmes motifs dans le jugement du tribunal de Pont-Audemer du 16 mars

1855, basé sur la maxime *Bona non dicuntur nisi deducto ære alieno*, et dans les autres arrêts cités en note.

En somme, ces diverses décisions se basent sur deux arguments principaux :

1^o La femme dotale, qui possède des immeubles grevés de dettes hypothécaires, peut être expropriée par ses créanciers, qui seront alors nécessairement payés sur le prix des immeubles expropriés. Donc en vendant à l'amiable un de ses immeubles dotaux pour en employer le prix à désintéresser ses créanciers, elle évite l'expropriation de ses autres immeubles, et fait ainsi un emploi utile du prix de son bien dotal aliéné et équivalent pour l'acquéreur à un remplacement en immeubles ;

2^o Des biens que la femme apporte en mariage ou recueille pendant le mariage, « il n'y a de dotal que ce qui reste après les dettes payées », par conséquent le prix de vente employé à l'acquit de ces dettes ne doit pas même être considéré comme dotal.

Ces deux arguments sont, à notre avis, bien différents :

Le premier, invoqué par l'arrêt du 2 février 1851, se place uniquement au point de vue de l'utilité du remplacement : le paiement des dettes est un emploi aussi avantageux que l'acquisition d'un autre immeuble. En effet supposons que la femme dotale, ayant vendu un de ses immeubles dotaux grevé hypothécairement, emploie le prix à l'acquisition d'un autre immeuble ; cet immeuble, prenant la place

de l'ancien, se trouve grevé des mêmes charges, et en particulier pourra être exproprié par le créancier hypothécaire. Au contraire si elle emploie son prix à désintéresser ce créancier, il n'y aura pas d'expropriation à craindre, ses autres immeubles si elle en possède, resteront indemmes, et les frais à sa charge seront beaucoup moindres. D'autre part, comme toutes les règles du régime dotal sont édictées en faveur de la femme, il semble très juste de valider une opération qui est tout profit pour elle. C'est là une solution d'équité, qui justifie la combinaison pratique que nous avons signalée plus haut et sur laquelle nous reviendrons tout à l'heure. Est-ce aussi une solution strictement légale ? Il est permis d'en douter, et l'on se demande comment le considérant de cet arrêt peut dire que ce remplacement « rentre complètement dans les dispositions de l'article 1558 du Code civil ». Nous pensons que l'article 1558-3° ne peut être utilement cité ici, car il prescrit expressément des formalités qui, en l'espèce, ne sont pas remplies.

Le deuxième argument présenté par la jurisprudence normande part d'un point de vue tout différent, il ne se place plus au point de vue de l'équité seule, il pose un principe de droit : « Il n'y a de dotal que ce qui reste après les dettes payées. » En vertu de ce principe, les biens apportés par la femme en mariage ou ceux qui lui échoient par succession ou autrement, ne sont considérés comme dotaux que pour la partie de leur valeur qui dépasse le montant

des dettes dont ils sont grevés. Par suite la femme pourra aliéner librement ces biens sans permission de justice. Pour acquitter les dettes qui les grèvent, elle n'aura à justifier d'aucun autre emploi, puisque leurs prix de vente ne sont pas dotaux pour tout ce qui est employé à l'acquit des dettes et sont par conséquent de libre disposition entre les mains des époux.

On peut voir immédiatement les graves conséquences d'un tel principe : il tend à supprimer entièrement le paragraphe 3 de l'article 1558 qui a été écrit précisément en vue de cette hypothèse et exige impérativement l'autorisation de justice et la publicité de la vente. Il manque de fondement juridique. La vieille maxime sur laquelle il se base : *Bona dicuntur nisi deducto ære alieno* ne s'applique qu'au droit de propriété des biens, et nullement à la qualité de ces biens, c'est-à-dire en l'espèce à la question de savoir s'ils sont dotaux ou non dotaux.

Nous voyons donc qu'au point de vue du droit strict, les motifs donnés par les arrêts de nos Cours normandes pour appuyer leur théorie sont très discutables. Cependant on pourrait peut-être, à notre avis, justifier ce système en partant d'un autre point de vue :

Dans les espèces qui nous occupent, le contrat de mariage des époux leur laisse la faculté d'aliéner les biens dotaux sans aucune autorisation de justice, mais sous condition de emploi en immeubles ; si

donc, au cours du mariage, ils aliènent un immeuble dotal pour une cause quelconque et notamment pour l'acquit des dettes qui grèvent la dot, ils n'ont nullement besoin de recourir aux formes prescrites par l'article 1558, leur contrat de mariage les en dispense formellement. Il n'y a plus de difficulté qu'au sujet du paiement de leur prix par les acquéreurs. Ceux-ci peuvent-ils payer avec sécurité ? l'acquittement des dettes peut-il être considéré par eux comme l'équivalent du remploi en immeubles prévu par le contrat de mariage ?

Il est certain que ce remploi en l'acquit des dettes peut cacher des fraudes : les dettes qui servent de prétexte à l'aliénation peuvent n'être pas réelles, les époux peuvent être de mauvaise foi et chercher un moyen de tourner la loi pour dissiper la dot de la femme qui se retournera alors contre les tiers détenteurs de ses biens dotaux. Ces considérations suffisent pour arrêter les acquéreurs ; ils hésiteront à prendre sous leur responsabilité l'utilité et la sincérité du mode de remploi annoncé par les époux.

C'est alors qu'intervient utilement l'expédient imaginé par la *pratique notariale normande en souvenir de l'ancien usage coutumier. L'intervention de la justice dans l'opération garantit son efficacité et la réalité des dettes à acquitter. Le jugement n'a même pas à ratifier la vente qui était autorisée d'avance par le contrat de mariage, il se borne à condamner l'acquéreur au paiement de son prix, le mettant ainsi à l'abri des dangers qu'aurait pu lui

faire courir l'emploi de tout ou partie de son prix au paiement de dettes dont il lui était impossible d'apprécier la sincérité. De son côté la femme est sûre que le prix ne sera pas dissipé par le mari, car le tribunal surveille l'acquit des dettes et s'il existe un reliquat après leur paiement, en ordonne l'emploi dans les termes du contrat de mariage.

Pour ces raisons, nous estimons que la jurisprudence normande à eu raison de sanctionner cette pratique, bien qu'elle fût un peu en marge de la loi. Elle entraîne pour la femme une notable économie de frais et de temps ; tout en lui conservant la sécurité qui résulte d'une intervention judiciaire. Le remploi en l'acquit des dettes grevant la dot avait toujours fonctionné à la satisfaction générale sous l'ancien régime ; la pratique notariale normande n'a pas voulu qu'une lacune du Code fit supprimer ce vieil usage, et très sagement les tribunaux normands ont fortifié de leur autorité la solution coutumière : C'est un exemple frappant de survivance pratique de l'ancien régime, reconnue par la jurisprudence.

D'ailleurs ce mode de remploi est si bien entré dans les habitudes de notre province, que depuis le milieu du ^{xix}^e siècle la plupart des contrats de mariage en Normandie stipulent la faculté d'aliéner les biens dotaux pour acquitter les dettes dont ils sont grevés, ce qui supprime toute difficulté et toute discussion sur la validité de ce remploi.

SECTION II

De la Société d'acquêts

De même que la clause de remploi fut jointe au régime dotal en Normandie pour perpétuer l'ancienne obligation d'emploi édictée par la Coutume, de même on adjoignit invariablement à ce même régime une société d'acquêts pour faire revivre les droits qui étaient reconnus à la femme sur les conquêts par notre Coutume.

Toutefois nous nous empressons de faire remarquer que les droits qui résultent maintenant au profit de la femme normande de la stipulation d'une société d'acquêts diffèrent profondément de ceux que lui donnaient jadis les articles 329, 392 et 393 de la Coutume de Normandie. Ils s'en distinguent quant à leur nature, quant à leur quotité, et quant aux biens sur lesquels ils portent.

Nous avons vu que sous l'ancien régime, la femme n'avait sur les meubles et immeubles conquêts situés hors bourgage qu'un droit de succession, qui lui était personnel, ne passait pas à ses héritiers, et ne naissait pas en cas de séparation de biens. En outre elle n'avait sur les conquêts hors bourgage qu'un droit d'usufruit. Aujourd'hui, au contraire, la femme prend sa part en pleine propriété dans tous les biens de la société d'acquêts à titre d'associée ; si elle meurt la première, ses héritiers ont les mêmes droits qu'elle, et ce partage des acquêts a lieu aussi bien après

séparation de biens qu'en cas de dissolution du mariage.

La quotité de ce droit n'est plus aujourd'hui la même qu'autrefois : il est de moitié au lieu qu'il n'était en général que d'un tiers.

La femme n'avait vraiment de droits de communauté que sur les conquêts en bourgage. Actuellement l'actif de société d'acquêts est beaucoup plus important, il comprend non seulement tous les conquêts, c'est-à-dire tous les biens acquis à titre onéreux par les deux époux au cours du mariage, mais encore les produits du travail et de l'industrie commune des époux et les économies faites sur les revenus de leurs biens propres (1).

Ces différences importantes entre la société d'acquêts actuelle et l'ancien droit de la femme aux

1. Les fruits des biens dotaux sont touchés par le mari, soit comme administrateur de la dot, soit comme chef de la société d'acquêts. (Guillobard, IV, n° 2200.) Pour les revenus des biens paraphernaux, la question est discutée : quelques auteurs estiment qu'ils doivent être également touchés par le mari. (Colmet de Santerre, VI, n° 252 *bis*. — Laurent, XXIII, n° 591) ; mais la plupart, ainsi que la jurisprudence, décident que la femme garde l'administration et la jouissance de ses paraphernaux. (Guillobard, IV, n° 2202. — Aubry et Rau, V, § 541 *bis*. — De Loynes sur Tessier, *De la société d'acquêts*, n° 167 *bis*. — Planiol, *précis*, III, n° 1690. — Cass., 15 juillet 1846 (S. 46. 1. 849) et 14 nov. 1864 S. 65. 1. 31.) Cette seconde question n'a que peu d'importance pour le sujet que nous traitons, car la paraphernalité est l'exception en Normandie. Dans les deux cas, la société d'acquêts ne reçoit chaque année que la partie des revenus qui n'est pas consommée.

meubles et conquêts, s'expliquent facilement si l'on veut bien voir dans l'adjonction au régime dotal d'une société d'acquêts, autre chose qu'une simple survivance du droit coutumier normand. Pour faire revivre uniquement ce droit, point n'était besoin d'établir une société d'acquêts complète entre les époux, une simple mise en commun des immeubles urbains jointe à une donation éventuelle par le mari à la femme, du tiers de ses meubles en propriété, et du tiers ou de la moitié de ses autres immeubles en usufruit, suffisait pour donner satisfaction aux partisans du régime normand pur et simple. Nous verrons que cette combinaison fut justement employée pendant la première moitié du xix^e siècle par un grand nombre de notaires de notre région, pour perpétuer l'ancien régime coutumier. Pour cette raison nous l'étudierons plus loin en détail.

Mais la société d'acquêts telle qu'on la trouve dans la plupart des contrats normands est beaucoup plus étendue ; c'est une véritable communauté d'acquêts jointe au régime dotal, ainsi que le reconnaît le Code civil dans son article 1581. Pourquoi dès lors a-t-elle été plus fréquemment employée en Normandie que la combinaison que nous venons de signaler ? Ce changement a eu une cause historique : la pénétration du droit coutumier des autres provinces en Normandie après la Révolution et l'introduction dans notre province de la notion de la communauté entre époux. Nous savons déjà que cette notion s'y répandit vite et y jouit rapidement de la faveur

publique, au point de faire disparaître pendant près de dix ans l'ancien régime de la Coutume de Normandie. Après la promulgation du Code civil un violent mouvement de réaction se produisit contre elle, et nous avons vu que le régime dotal l'emporta sur elle. Mais elle s'était trop bien implantée dans nos mœurs, pour disparaître complètement ; elle répondait d'ailleurs à l'esprit de justice et d'égalité né de la Révolution française. Sous l'ancien droit normand le mari s'était réservé la part du lion ; les droits reconnus à la femme sur les conquêts lors de la dissolution du mariage n'étaient qu'une piètre concession accordée à sa collaboration au ménage. Après la Révolution au contraire le principe de l'égalité des droits du mari et de la femme est reconnu, il est sanctionné par le Code civil qui institue la communauté pure et simple comme régime légal ; on ne peut plus admettre que le mari s'approprie d'une façon exclusive les bénéfices réalisés aussi bien par l'économie et les soins de l'épouse que par sa propre administration.

Les Normands reconnurent comme les autres la justesse de ces principes, et s'ils cédèrent au besoin de revenir en arrière, de retourner à l'inaliénabilité dotale, ils ne voulurent pas cependant se priver d'une institution qu'ils jugeaient équitable et pratique ; c'est pourquoi ils prirent soin d'adjoindre à leur régime dotal une société d'acquêts.

Le plus souvent cette société d'acquêts était pure et simple telle que l'entend le Code civil (art. 1581).

Mais en vertu du principe de la liberté des conventions matrimoniales posé dans l'article 1387, un certain nombre de notaires, sans doute pour satisfaire au désir exprimé par leurs clients de soumettre leur union aux anciennes règles coutumières, imaginèrent la combinaison que nous avons déjà signalée : la réduction de la communauté aux seuls acquêts immobiliers, complétée par une donation éventuelle du mari à la femme faisant revivre au profit de celle-ci ses anciens droits aux meubles et conquêts.

De la société d'acquêts pure et simple nous ne parlerons pas autrement ici. Son étude ne rentre pas à proprement parler, dans le cadre que nous nous sommes tracé, car elle doit être considérée moins comme une survivance de l'ancien régime normand que comme une importation des coutumes de communauté qui s'est implantée dans notre province à la faveur du mouvement révolutionnaire, et a été conservée en raison de ses avantages pratiques.

Nous nous bornerons seulement à signaler, relativement au passif de cette société d'acquêts, la différence de traitement qui résulte pour la femme de l'introduction de la notion de communauté dans les rapports pécuniaires des époux. Sous l'empire de la Coutume, la femme, en acceptant la communauté en bourgage et par suite ses droits de succession aux meubles et conquêts ordinaires perdait le droit d'opposer son bénéfice d'émolument, en particulier elle perdait le droit d'agir, par le bref de mariage encom-

bré, contre les acquéreurs de ses biens dotaux, dont la vente avait été consentie par le mari seul.

En acceptant la société d'acquêts, ce n'est plus maintenant en qualité d'héritière qu'elle agit, mais en celle de commune en biens, et si le fait de son acceptation la rend responsable des obligations contractées par son mari comme chef de la société d'acquêts, elle ne saurait être garante des actes où il a agi en dehors de cette qualité et en fraude des droits de sa femme, tel que le fait d'avoir vendu un propre de l'épouse. En conséquence, on admet généralement aujourd'hui qu'elle peut revendiquer son immeuble aliéné, malgré son acceptation de la société d'acquêts (1).

Au contraire nous allons étudier d'une façon plus approfondie la clause de société réduite aux acquêts immobiliers, parce qu'elle procède directement de l'ancien régime coutumier normand dont elle est une des survivances les plus caractéristiques.

SECTION III

De la société d'acquêts normande réduite aux immeubles et rentes

La clause de société d'acquêts immobiliers nous

1. Voir l'exposé de cette question dans Ranchon, *op. cit.*, p. 197 et suivantes. — *Sic.* Aubry et Rau. V. p. 347, note 24. — Tessier. *Traité de la Société d'acquêts*, p. 184 et s. — Cependant l'opinion contraire a été soutenue par Toullier, XII,

paraît bien, d'après les recherches auxquelles nous nous sommes livré, être une création de la pratique notariale normande. Elle est une conséquence même du caractère normand, essentiellement conservateur et défiant, qui aime à garder étroitement ses vieilles traditions et se méfie de toute innovation susceptible d'influer sur ses intérêts pécuniaires.

Aussi après la promulgation du Code, se défiant de la législation nouvelle, les Normands cherchèrent un moyen de revenir à l'ancien régime coutumier. La communauté, même réduite aux acquêts, les effrayait par son libéralisme, et heurtait leur conception ancestrale de l'infériorité de la femme, par l'égalité de droits qu'elle donnait en principe à cette dernière ; ils consentaient à ce qu'elle profitât des bénéfices réalisés par leur travail commun, mais seulement à la dissolution du mariage, et dans la mesure stricte de l'ancienne Coutume de Normandie.

Le régime dotal pur ne leur convenait pas non plus. Tout en reconnaissant ses avantages au point de vue de la conservation du bien de la femme ; ils n'en acceptaient pas toutes les règles à cause de leur origine romaine, et parce qu'elles excluaient la femme de toute participation à la vie commune.

Dans cette situation, les notaires étaient tous indiqués pour rechercher la combinaison la plus apte à satisfaire les aspirations de leurs clients. Ne pou-

p. 355 et s. — Troplong, II, 730. — De Loynes sur Tessier, p. 184 et s.

vant se référer d'une manière expresse aux règles de l'ancienne Coutume, ils s'efforcèrent de trouver, sans violer la législation nouvelle, l'équivalent de ces règles.

Nous avons vu qu'ils imaginèrent déjà dans ce but la clause de remploi, nous allons maintenant montrer comment ils cherchèrent à faire revivre les anciens droits de succession de la femme aux meubles et conquêts et la communauté en bourgage.

Le Code civil, dans son article 1498, ne fait aucune distinction pour les acquêts entre les meubles et les immeubles, entre les immeubles ruraux et urbains. A la dissolution de la société d'acquêts, le partage s'en faisait en principe par moitié, la femme avait dans les uns et les autres les mêmes droits que le mari. Cette façon de procéder était contraire au droit coutumier normand. Pour modifier cette situation, nos notaires commencèrent par stipuler une société d'acquêts réduite aux immeubles et rentes : cette clause avait pour effet de ne mettre en commun entre les époux, et par suite de ne soumettre au partage par moitié que les acquêts immobiliers : c'était l'ancienne communauté en bourgage étendue à tous les immeubles sans distinction de lieux et de situation. Mais, réduit à cette seule clause, le nouveau système eût dépassé le but poursuivi, car si le mari avait pendant le mariage la libre disposition de tous les biens mobiliers sans charge de récompense, ce qui était encore conforme au droit normand, avec cette clause, il les conservait en totalité même après

la dissolution du mariage ; la femme n'y avait aucun droit, à moins que le mari n'eût fait une donation ou un testament en sa faveur. Sur ce point la Coutume de Normandie était plus avantageuse pour la femme ; elle lui donnait le tiers ou la moitié des meubles en propriété. Pour maintenir cet avantage, les notaires normands complétèrent la clause de société d'acquêts par une donation éventuelle faite par le mari à sa femme pour le cas où elle lui survivrait du tiers de ses biens meubles, en pleine propriété, en cas d'existence d'enfants, et de la moitié s'il n'y en avait pas.

Cette donation faite par contrat de mariage était irrévocable, et si elle ne mettait pas obstacle à tous actes de disposition du mari au cours du mariage, du moins à sa dissolution, elle permettait à la femme de prendre sa part dans tout ce qui resterait aux mains du mari. Bien entendu cette donation du tiers ne pouvait s'exercer que dans les limites de la quotité disponible entre époux.

Ce système reflétait donc exactement l'ancien système coutumier. Il entra dans la pratique vers l'époque où le régime dotal commença à supplanter en Normandie la communauté ; le premier exemple que nous en ayons trouvé remonte à 1809. Jusqu'à 1850 il fut assez fréquemment employé. Mais vers le milieu du XIX^e siècle, le développement de l'industrie et du commerce, et l'accroissement rapide de la fortune mobilière qui en résulta, porta un coup mortel à ce régime matrimonial qui eût per-

mis au mari de placer sur sa tête seule toute la fortune du ménage. Aussi, à partir de 1860, la clause de société d'acquêts immobiliers ne se rencontre plus que dans quelques contrats de plus en plus rares, pour disparaître complètement vers 1880.

Il semble au premier abord que cette clause, qui ne fait qu'appliquer le principe de la liberté des conventions matrimoniales proclamé par l'article 1387, ne pouvait soulever aucune difficulté. Plusieurs auteurs, et non des moindres, en ont cependant contesté la validité même (1). Il font généralement valoir deux arguments de portée différente. La réduction de la communauté aux acquêts immobiliers est sans valeur, disent-ils d'abord, parce qu'elle porte atteinte à la règle de l'immutabilité des conventions matrimoniales. en permettant au mari d'augmenter ou de diminuer l'actif commun, suivant qu'il fera des acquisitions de meubles ou d'immeubles (2).

1. Rolland de Villarques, V° *Communauté*, n° 447. — Rodière et Pont (1^{re} édit.) II, n° 316. — Bellot des Minières. *Régime dotal et communauté d'acquêts*, IV, p. 27. — Zacharie III, p. 509. — Demante et Colmet de Santerre, VI, n° 162 bis. — De Loynes sur Tessier, p. 175 et s. — Nous croyons devoir faire remarquer que les quatre premiers auteurs cités ont écrit leurs ouvrages avant que des difficultés de liquidation aient fait connaître l'existence en pratique de cette clause, et que la jurisprudence l'ait sanctionnée: ils la considéraient comme une hypothèse qui à leur avis ne pouvaient être validée ignorant peut-être qu'elle était d'un usage presque courant en Normandie, ce qui peut expliquer en partie leur décision.

2. Colmet de Santerre. *Loc. cit.*,

La clause devrait aussi être annulée comme étant trop préjudiciable à la femme et trop commode pour le mari, qui peut exclure sa femme de toute participation aux bénéfices, en ayant soin de ne pas acquérir d'immeubles. — Ces deux objections sont loin d'être irréfutables. La seconde, en particulier, n'est nullement juridique. « Ce n'est pas là une raison de droit, fait à juste titre observer Marcadé (2), c'est une considération de fait que la femme ou ses conseils ont à peser pour choisir le régime qui leur conviendra, mais qui ne peut jouer aucun rôle dans la question de validité ou d'invalidité de la clause. Sans doute la position est peu avantageuse pour la femme, mais elle l'est moins encore dans le régime d'exclusion de communauté, qui est pourtant parfaitement permis. Comment la femme ne pourrait elle pas adopter le régime où elle court la chance d'avoir ou de n'avoir pas d'acquêts, quand elle peut adopter celui où il est entendu d'avance qu'elle n'aura rien ? »

L'argument présenté par M. Colmet de Santerre paraît à première vue plus sérieux ; nous croyons cependant, avec la majorité des auteurs, qu'il n'est pas fondé en droit. Le mari, dit-on, peut diminuer à sa guise l'actif commun, ce n'est pas exact ; le mari peut créer ou ne pas créer d'actif commun, mais dès lors qu'il en a créé un, en acquérant des immeubles, il ne peut empêcher la femme d'y prendre part. Les époux en faisant leur contrat de mariage, ont entendu

1. Marcadé, V, art. 1499, V.

investir le mari du pouvoir de constituer ou de ne pas constituer de société d'acquêts, mais cela n'empêche pas la femme d'avoir un droit éventuel « certain et immuable » sur tout immeuble acquis par le mari. D'ailleurs, fait-on observer avec raison, sous le régime de la communauté légale lui-même, le mari peut réduire à néant le droit d'associée de sa femme en dissipant toutes les ressources du ménage, et il est évident qu'il n'y a là aucune violation de l'article 1393 (1). Il est vrai que dans ce dernier cas, le mari appauvrit la communauté par des prodigalités qui ne tournent pas à son profit exclusif, tandis que la clause de société d'acquêts immobiliers lui permet de s'enrichir aux dépens de la masse commune, en faisant entrer toutes les acquisitions dans son patrimoine propre (2). Mais dans les deux cas, le résultat pour la femme est semblable, et pas plus dans l'un que dans l'autre, il n'est porté atteinte au principe de l'immutabilité des conventions matrimoniales : Les droits respectifs des époux sont fixés d'une manière immuable, dès l'instant du mariage, soit par la loi, soit par le contrat.

Pour toutes ces raisons, la validité de cette société d'acquêts est maintenant admise par la plupart des auteurs (1), et elle n'a jamais été contestée bien sérieusement devant les tribunaux qui l'ont toujours rati-

1. Guillouard, III, n° 1504.

2. Baudry-Lacantinerie et Lecourtois et Surville. *Contrat de mariage*, II, n° 1312.

1. Delaporte (Pandectes françaises) (art. 1498). — Troplong,

fiée (2). Examinons quelle va être la composition de son actif et de son passif, et ses effets sur la théorie des récompenses.

§ 1. — *Composition de l'actif*

Comme son nom même l'indique, la société d'acquêts immobiliers, est une communauté qui ne comprend que les immeubles acquêts, c'est-à-dire, non pas tous les immeubles que le mari peut acquérir pendant le mariage, mais seulement ceux qui sont vraiment acquêts, c'est-à-dire qui proviennent des gains faits soit par les revenus des propres des époux, soit par l'industrie des époux (3). Mais il est bien entendu que tous ces gains n'entrent pas dans la société d'acquêts qui ne comprend que ceux de ces gains qui sont immobilisés. Tout le mobilier, corporel ou incorporel, reste appartenir au mari à titre de propre.

Toutefois, en Normandie, cette société d'acquêts

III, nos 1865 et 1905-1909. — Marcadé, *loc. cit.* — Aubry et Rau, V, § 522, texte et note 37. — Laurent, XXIII, n° 195. — Guillaouard, *loc. cit.* — Huc, IX, n° 366, — Baudry-Lacantinerie et Lecourtois et Surville, *loc. cit.* — Planiol, III, n° 1011.

2. Rouen, 16 août 1808. — 13 juin et 11 déc. 1822. — Cass., 19 déc. 1827 et 11 juillet 1838, cités en note par Marcadé, *loc. cit.*, et les arrêts cités plus loin, relativement au passif.

3. Marcadé, *loc. cit.*

ne comprenait pas les seuls immeubles, on y ajoutait généralement les rentes foncières, la société d'acquêts était dite réduite aux immeubles et rentes. C'était là une survivance de l'ancienne Coutume de Normandie, qui avait donné la qualité d'immeubles aux rentes perpétuelles. Le Code civil les a formellement rangées parmi les meubles. Dès lors il était nécessaire, si on voulait les faire entrer dans la société d'acquêts immobiliers, de le déclarer expressément. Les rentes ainsi assimilées aux immeubles, étaient à notre avis à défaut de stipulation contraire, uniquement les rentes perpétuelles, foncières ou constituées, qui, grâce à l'inscription hypothécaire qui les conservent, suivent l'immeuble affecté à la garantie de leur service, dans toutes les mains où il passe. C'étaient d'ailleurs ces seules rentes que la Coutume de Normandie avait déclarées immeubles. En particulier, nous estimons que l'on ne saurait considérer comme faisant partie de l'actif de cette société d'acquêts les rentes sur l'Etat, acquises au cours du mariage. La rente sur l'Etat, surtout sous la forme au porteur, est essentiellement une valeur mobilière circulant très facilement, qui ne peut être assimilée à un immeuble. Tout ou plus pourrait-on, comme au cas de emploi, considérer comme immeubles, les actions immobilisées de la Banque de France.

Il ne paraît pas d'ailleurs s'être élevé de difficultés à cet égard, et il n'y a jamais eu contestation devant

les tribunaux sur la composition de l'actif de cette société d'acquêts particulière.

Une seule question s'est posée à propos des acquisitions d'immeubles faites par le mari au cours du mariage : c'est de savoir si l'on devait appliquer à la société d'acquêts immobiliers l'article 1408, qui, sous le régime de communauté légale, prévoit le cas où l'un des époux achète pendant le mariage une part d'un immeuble dont il est propriétaire par indivis et qui décide que l'immeuble tout entier deviendra propre à l'époux, sauf récompense à la communauté de la somme qu'elle a fourni pour cette acquisition. Nous pensons, avec les auteurs et la jurisprudence, que l'article 1408 doit aussi recevoir ici son application.

Si c'est le mari qui est le propriétaire de l'immeuble indivis, l'acquisition le rend propriétaire de tout l'immeuble, mais il ne saurait être question en ce cas d'indemnité à la communauté, car le mari a employé à faire cette acquisition les deniers qui lui étaient propres d'après le contrat de mariage (1). On a même conclu de ce fait que des deniers du mari avaient servi à acheter un propre, que cette acquisition devait être réputée faite en emploi ; la Cour de cassation a rejeté à juste titre cette prétention,

1. Rouen, 19 mars 1849, maintenu par un arrêt de rejet du 30 janvier 1850. S. 50. 1. 279 et D. 51. 2. 128. — *Sic* : Marcadé, *loc. cit.* — Guillouard, III, n° 1507. — Laurent, XXIII, n° 198.

car il n'y a eu là ni vente de propre dont le prix serait à remployer ni déclaration de remploi (1).

Si c'est au contraire la femme qui est copropriétaire de l'immeuble indivis dont une portion est achetée par le mari, l'article 1408 s'applique encore, et là il est dû une récompense par la femme, qui autrement s'enrichirait aux dépens d'autrui en prenant comme propre et pour elle seule un bien acquis avec des deniers dont aucune partie ne lui appartient à cet état de deniers et dont la moitié seulement pourrait lui appartenir en cas d'immobilisation. Mais à qui et dans quelles limites la récompense est-elle due ? Sera-t-elle due au mari, comme ayant avec ses deniers propres acheté un bien pour sa femme, qui dans ce cas lui devrait récompense de prix total de l'acquisition ? Ou bien sera-t-elle due à la société d'acquêts immobiliers, parce que celle-ci, sous l'effet du privilège que la femme invoque, aurait conservé l'acquisition et qu'elle subit ainsi une perte dont la femme doit l'indemniser, auquel cas la femme, en acceptant la communauté, ne devrait compte au mari que de la moitié du prix d'acquisition ? Nous pensons, avec Marcadé, que cette dernière solution doit être adoptée, parce que l'on ne peut pas retourner contre la femme une règle que l'article 1408 établit pour son plus grand avantage, et lui donner pour un bien que la loi lui

1. Cass., 3 août 1852 S. 52. 1. 833 confirmant arrêt de Rouen du 22 juillet 1850. S. 51. 2. 385.

déclare propre, moins de droits qu'elle n'en aurait si le bien était commun. Et cela est d'autant plus évident que la femme a toujours le droit alors de rendre l'acquisition propre ou commune à son choix et que dès lors la moitié de cette acquisition ne saurait lui échapper (1).

§ 2. — *Du passif de la société d'acquêts immobiliers et de sa liquidation*

Si la composition active de la société d'acquêts normande réduite aux immeubles et rentes n'a donné lieu à aucune difficulté pratique, il n'en fut pas de même pour la détermination de son passif et surtout pour la manière dont il devait être liquidé et partagé.

Quelles dettes, en présence d'une clause de communauté réduite aux acquêts immobiliers, vont tomber à la charge de la communauté ?

Il faut d'abord écarter les dettes qui d'après les articles 1409 et 1498 doivent rester propres aux époux ; il n'y a aucune raison de ne pas assimiler pour ces deux cas la société d'acquêts immobiliers à la communauté d'acquêts ordinaires.

La question ne se pose que pour les dettes contractées pendant le mariage par le mari, comme

1. Marcadé, *loc. cit.*, *in fine*. — Conf. Le Courtois et Surville, III, n° 1324.

chef de l'association conjugale. Ces dettes doivent-elles être supportées par la société d'acquêts immobiliers, soit en partie, soit même en totalité? Les meubles acquêts exclus de cette société doivent-ils contribuer à ces dettes, ou doivent-ils en être exempts?

Cette question a soulevé de grosses difficultés, et de nombreux systèmes ont été présentés pour le résoudre. Dans un premier système, la société d'acquêts ne supporterait aucune partie des dettes, qui resteraient à la charge exclusive du mari. Ce système est généralement repoussé, parce qu'il assimile à tort la clause dont nous nous occupons à un forfait de communauté : la pratique notariale normande fait une distinction formelle entre ces deux clauses, dont les effets sont tout différents.

Pour la même raison on a repoussé un système très voisin proposé par le notaire liquidateur et adopté par le tribunal de première instance dans l'espèce jugée par la cour de Cassation dans son arrêt du 3 août 1852, dont nous parlerons plus loin. Cette théorie mettait les dettes à la charge des meubles appartenant au mari, sauf à recourir aux immeubles de société d'acquêts en cas d'insuffisance du mobilier. Elle conduisait au même résultat que la précédente, et pour cette raison elle a été repoussée par la Cour de Rouen, qui a adopté les motifs et les conclusions de la consultation donnée sur cette affaire par M. Chassan ancien avocat général (1).

1. Rouen, 29 juin 1850, aff. Vimard. (Sirey, 51-2-385 et la note.)

L'arrêt de Cassation du 3 août 1852 ratifia la décision de la Cour de Rouen.

Un troisième système, adopté par un jugement du tribunal de Coutances du 29 février 1844, fait une distinction entre les dettes mobilières, et les dettes immobilières, mettant les premières à la charge du mari ou des meubles par lui acquis, et les secondes à la charge des acquêts immeubles. Outre la difficulté qu'il peut y avoir à la dissolution de la société d'acquêts de déterminer avec certitude l'origine mobilière ou immobilière des dettes, ce système oublie que depuis le Code civil les dettes immobilières proprement dites sont devenues très rares ; il aboutit donc à mettre à peu près exclusivement à la charge des meubles et par suite du mari, la totalité des dettes, et se trouve par suite entaché du même vice que les précédents. Aussi l'appel porté sur ce jugement a-t-il été admis par la Cour de Caen, qui a rejeté formellement ce système dans un arrêt du 21 janvier 1850 (1).

Enfin un quatrième système répartit toutes les dettes entre les acquêts immobiliers de la société et les acquêts meubles du mari, proportionnellement à leur valeur respective, et un cinquième met toutes les dettes à la charge exclusive de la société d'acquêts. Ces deux derniers systèmes sont les deux seuls importants et sérieux : c'est entre eux que les opinions de la doctrine se sont partagées et que la juris-

1. S. 50-2-197.

prudence a eu réellement à choisir. Si les auteurs sont restés divisés sur cette question, la jurisprudence paraît avoir, après quelque hésitation, admis définitivement la dernière solution, l'imputation de la totalité des dettes sur les immeubles acquêts. C'est aussi cette dernière solution que nous adopterons.

Le système de la répartition proportionnelle des dettes entre le mari et la société d'acquêts a cependant eu d'éloquents défenseurs en la personne des savants jurisconsultes Troplong et Marcadé (1). Il a été aussi sanctionné par un arrêt de la Cour de Caen du 31 mai 1828 (2), à la doctrine duquel, il est vrai, la même Cour ne s'est pas tenue longtemps.

Voyons quels arguments on a fait valoir en sa faveur.

Ils nous paraissent se résumer en deux principaux :

Le premier repose sur le raisonnement suivant :
« La totalité des dettes contractées pendant le mariage doit manifestement se défalquer de la totalité des acquêts faits pendant le même mariage, car il n'y a vraiment de biens, il n'y a de bénéfices que ce qui reste après déduction des dettes : *Non sunt bona nisi deducto ære alieno*. Or puisque les époux

1. Troplong. *Contrat de mariage*, III, n^{os} 1905 suiv.—Marcadé, *op. cit.*, art. 1499. V. (t. V, p. 724) et aussi *Revue Critique*, t. III, p. 86 et suiv. En ce sens aussi Dalloz, *Rép. gén.* V^o Communauté. n^o 2648 et suiv.

2. S. 50.2, 193 et suiv.

ont divisé l'ensemble des acquêts en deux parties, les meubles d'un côté les immeubles de l'autre, il faut donc diviser aussi l'ensemble des dettes en deux parties proportionnées à l'importance réciproque des deux catégories d'acquêts ; en sorte que si l'ensemble des acquêts consiste en immeubles pour deux tiers et en meubles pour un tiers, l'ensemble des dettes soit supporté pour un tiers pour les meubles et pour deux tiers pour les immeubles (1). »

Troplong étaye cet argument de quelques raisons d'équité : « Pourquoi donc, écrit-il, exempterait-on de l'acquittement des dettes le mobilier que le mari a acheté pendant le mariage ? Est-ce que ce mobilier n'a pas été acheté avec des deniers qui étaient naturellement destinés à l'acquittement des dettes présentes et futures du ménage ?... Et puis quelle injustice criante dans le privilège donné par le système condamné à Caen, aux meubles achetés par le mari ! Comment ! le mari, oubliant qu'il faut courir au plus pressé et payer les dettes ira de préférence s'acheter des meubles, tandis que tout le poids des dettes retombera sur l'actif de la société d'acquêts ! Le mari sera donc maître de ruiner la société d'acquêts, tandis que, lui, il augmentera son patrimoine et s'enrichira ! » (2).

Le second argument en faveur du système de la

1. Marcadé, *loc. cit.* Il développa ce même raisonnement dans son article de la *Revue Critique*, 1853, p. 90.

2. *Op. cit.*, n° 1908.

proportionnalité des dettes a été exposé par Marcadé dans sa critique de l'arrêt de Cassation du 3 août 1852. Il considère la communauté réduite aux acquêts immobiliers comme une communauté particulière, à laquelle les règles ordinaires doivent rester tout à fait étrangères : « Dire que les époux seront communs pour les acquêts immobiliers, alors qu'on laisse au mari le pouvoir de faire ou de ne pas faire de tels acquêts, c'est dire qu'il y aura une communauté s'il plaît au mari qu'il y en ait une. C'est faire dès lors non pas une stipulation absolue, mais une stipulation conditionnelle de communauté, c'est créer non pas un établissement de communauté mais seulement une expectative ou éventualité de communauté. » Il n'y aura de communauté que si le mari achète des immeubles, « car il n'y a pas de communauté sans actif », par suite l'administration du mari aura seulement dans ce cas le caractère de gestion de communauté, et les dettes qu'il aura contractées devront se répartir entre tous les résultats de sa gestion, non seulement lorsqu'elle a pour effet de constituer des biens communs, mais aussi quand elle tourne à son profit personnel par l'acquisition de valeurs mobilières (1).

Malgré l'autorité dont jouissent les défenseurs de

1. *Revue Critique* (1853) t. III, p. 93 et suiv. Ce système a été aussi défendu par M. Dumont, avocat à Pont-Audemer, dans un écrit publié à la suite de l'arrêt de la Cour de Rouen du 29 juin 1850 : après avoir essayé de tirer un argument d'analogie des différentes manières de liquider le passif sous les clauses qui modifient la communauté légale, il fait aussi appel à la justice et à l'équité.

ce système et les apparences de logique et d'équité dont ils ont su le parer, nous ne croyons pas pouvoir accepter leur solution. Nous pensons au contraire que toutes les dettes devront être supportées exclusivement par les immeubles composant la société d'acquêts ; et nous pouvons faire valoir en faveur de ce système des arguments beaucoup plus forts que ceux présentés en faveur de la théorie précédente.

Nous avons d'abord l'autorité de la tradition coutumière normande, et, pour toutes les questions relatives à des institutions destinées à faire revivre l'ancien régime normand, nous avons déjà montré toute la valeur de cet argument. L'adjonction d'une société d'acquêts immobiliers au régime dotal a eu précisément ce but ; examinons donc comment se faisait la liquidation des dettes sous l'empire de la coutume. Or nous savons que tous les commentateurs reconnaissent qu'avant tout c'étaient les immeubles qui étaient obligés, ou même, ce qui est plus encore, que c'était la femme ou ses héritiers qui étaient obligés, en raison de la part qu'ils y prenaient. Ils ne pouvaient s'en affranchir qu'en renonçant à leurs droits dans les conquêts. Par conséquent la fortune personnelle du mari ne devait pas être attaquée pour affranchir la femme des dettes dans une proportion quelconque, relativement à la part qu'elle avait dans les conquêts faits pendant le mariage.

La pratique notariale continua cette tradition.

De même qu'elle avait considéré que rien dans le Code ne s'opposait à la stipulation d'une société réduite aux acquêts immobiliers, de même elle estima que l'on pouvait continuer à appliquer le mode coutumier de liquidation des dettes sous un tel régime. Les recherches auxquelles nous nous sommes livré nous ont bien montré que c'était là une pratique presque invariablement suivie par les notaires normands. A part les deux modes différents suivis dans les liquidations que nous avons signalées plus haut (et qui ont été condamnés en appel et en cassation), nous n'avons guère trouvé de liquidations faites sur d'autres bases. Troplong lui-même, quoique adversaire de ce système, reconnaît formellement cet usage : « En Normandie, écrit-il (1), la pratique la plus constante est de payer les dettes en épuisant l'actif de la société d'acquêts. On s'en prend d'abord aux rentes, puis aux immeubles. Ce n'est que lorsque ces ressources sont insuffisantes qu'on attaque la fortune du mari, en commençant par les meubles. Les informations que j'ai prises auprès de notaires expérimentés, m'ont donné la certitude que tel est le mode le plus constamment suivi : c'est celui que les tribunaux ont coutume de sanctionner dans leurs jugements d'homologation ».

Enfin la jurisprudence normande, après une légère hésitation marquée par l'arrêt de Caen du 31 mai 1828, sanctionna toujours, aussi bien à Rouen qu'à

1. *Loc. cit.*, n° 1905,

Caen, la solution que nous défendons (1). La cour de Cassation dans son arrêt du 3 avril 1852 (2) qui fait autorité dans la matière, a approuvé cette doctrine. Elle avait aussi été admise par un arrêt de la cour de Bruxelles du 5 novembre 1823 (3).

Ainsi le système que nous préconisons joint à l'autorité de la tradition celle du fait. Elles pourraient suffire à le justifier, car pour l'appréciation d'une clause dont l'usage est circonscrit à une certaine région, qui pourrait être mieux placé que les notaires et les magistrats de cette contrée ? Ils la voient fonctionner sous leurs yeux et sont à même d'en connaître la signification juridique et la portée

Nous pensons cependant qu'on peut encore justifier l'imputation des dettes sur les immeubles acquêts au point de vue exclusivement juridique et réfuter assez facilement les arguments présentés contre ce mode de liquidation.

Reprenons d'abord l'argument présenté par Troplong : il n'y a de biens dans une société, dit-il, que déduction faite des dettes dont elle est grevée. C'est là un principe général et indiscuté, mais qui nous paraît bien se retourner contre la théorie qu'il devrait appuyer. En effet il résulte du principe que les dettes doivent être payées tout d'abord sur les biens de la

1. Caen, 21 janv. 1850 (S. 50. 2. 197). — Rouen, 29 juin 1850, 22 juillet 1850, et 15 mars 1851 (S. 51. 2. 385). — Caen, 12 novembre 1853 (S. 54. 2. 399),

2. S. 52. 1. 833,

3. S. 50. 2. 195.

société. Or ces biens, dans l'espèce sont précisément les immeubles acquis pendant le mariage. Le régime adopté ne permet pas qu'il y en ait d'autres : ce sont donc ces immeubles qui doivent d'abord supporter les dettes de la communauté. On ne pourra s'en prendre aux propres du mari qu'en cas d'insuffisance de ces biens de société d'acquêts. Troplong le proclame lui-même hautement : « Plutôt que d'entamer les propres et les biens d'origine ancienne, il est clair que c'est aux bénéfices qu'il faut s'en prendre pour se libérer. » Dès lors pourquoi veut-il faire contribuer aux dettes le mobilier acquêt, qui d'après le contrat de mariage, est bien un propre du mari, avant l'épuisement complet des immeubles acquêts, qui constituent les seuls bénéfices de communauté ? Il y a là une contradiction notoire et une violation flagrante du droit, comme l'a démontré l'avocat général Rouland dans le remarquable réquisitoire qu'il prononça lors de l'arrêt de Cassation du 3 août 1852 (1).

Nous prétendons en outre que l'équité même, dont se prévaut le système adverse, ne le consacre nullement, mais qu'au contraire l'argument que présentent ses défenseurs, se retourne encore contre lui : le mari pouvait en effet se dispenser de constituer un actif social et conserver entre ses mains les fonds nécessaires pour éteindre les dettes ; il a préféré constituer un actif commun. L'iniquité ne serait-elle

1. V. Sirey, 52. 1. 836 et suiv.

pas de vouloir lui faire supporter sur ses biens personnels les dettes qu'il aurait pu payer avec les deniers par lui employés en immeubles au profit de la communauté ? Et cette prétention serait d'autant plus injuste que la femme jouit toujours, en l'espèce, de la garantie du régime dotal. C'est ce qu'a très bien fait ressortir M. Rouland dans ses conclusions : « Il serait inique, dit-il, d'aller au delà de l'intention loyale et sincère des époux. La femme a d'abord recouru au régime d'égoïsme, au régime dotal. Elle a renoncé aux effets de la commune collaboration, aimant mieux ne rien gagner en ménage que d'exposer la moindre parcelle de ses biens présents et à venir. Puis après cette sécurité acquise, elle a proposé au mari, acceptant, de relever légalement cette collaboration commune que le régime dotal ne connaissait pas pour en faire un moyen personnel de bénéfices, jamais de périls ou de pertes. »

L'arrêt de Rouen du 15 mars 1851 fait aussi apparaître cette injustice : « Attendu... que la femme viendrait en vain réclamer un mode de liquidation qui mettrait partie des dettes à la charge du mari, pour en dégrever d'autant la société d'acquêts, parce qu'elle léserait les intérêts du mari et porterait atteinte aux droits qu'il tient du régime sous lequel il a contracté ; que les droits matrimoniaux de la femme sont sauvegardés par le régime dotal, sous la garantie duquel elle les a placés ; qu'elle ne peut puiser dans la société d'acquêts, qui n'en est qu'un accessoire, que les droits restreints et exceptionnels qui

résultent de la clause même qui établit cette société, et dans les limites posées par la loi générale de son contrat. »

Reste l'argument présenté par Marcadé et prétendant que la société d'acquêts immobiliers n'est qu'une « stipulation conditionnelle de communauté », qu'une « éventualité de communauté », et que par conséquent on ne doit pas lui appliquer les règles ordinaires des communautés entre époux. Cette proposition nous paraît bien hardie, et peu fondée. En effet, bien que juxtaposée au régime dotal pris comme régime principal, cette stipulation n'en constitue pas moins, en fait et en droit, une communauté conventionnelle dans des limites déterminées. Dire qu'il n'y a là qu'une communauté conditionnelle ou éventuelle, c'est aller contre les termes mêmes de l'article 1399 du Code civil qui dit que la communauté ne peut pas plus être stipulée sous une condition qu'elle ne peut être stipulée à terme, et que, légale ou conventionnelle elle commence avec le mariage. L'existence légale de la communauté est indépendante de l'existence d'un actif commun. C'est là le défaut capital de la théorie adverse : elle s'attache au but final de la communauté stipulée : l'acquisition d'immeubles, alors que ce n'est pas le but intéressé de la communauté qu'il faut voir pour déterminer son passif, mais son existence réelle en dehors de toute acquisition d'immeubles. « Sans doute elle veut arriver à acquérir des immeubles, mais avant cette acquisition, elle existe, elle se meut, elle agit,

elle contracte... La communauté considérée comme collaboration existe indépendamment de son but réalisé. Elle a vécu pour atteindre ce but, mais si elle ne l'a point atteint, elle n'en a pas moins vécu, et elle a créé des charges qu'elle doit supporter... Cette communauté s'oblige dès l'instant qu'elle agit comme être moral constitué, comme personne civile, et indépendamment du but lucratif et dernier qu'elle se propose (1). » La stipulation d'une société d'acquêts immobiliers constitue donc bien une communauté conventionnelle dans le sens juridique du mot, une communauté qui, sinon dans sa composition active, du moins dans le fait même de l'association, se produit dans les mêmes conditions d'existence que toute autre communauté conventionnelle. Il n'y a dès lors aucune raison de ne pas lui appliquer, relativement à la liquidation du passif, les mêmes règles qu'aux autres communautés. L'arrêt de Rouen du 15 mars 1851, le proclame dans ses considérants : « Attendu que cette société constitue une communauté conventionnelle ; qu'elle est une des modifications de la communauté légale que l'article 1497 du Code civil autorise, quoiqu'elle ne soit pas du nombre des modifications que cet article détermine et spécifie ; que ce sont les principes qui, aux termes de l'article 1528 du Code civil, doivent faire la loi des parties et suppléer au silence qu'elles ont gardé sur ce qui devait composer le passif de leur communauté, — que l'arti-

1. Rouland, *loc. cit.*

cle 1409 § 2, met toutes les dettes à la charge de la communauté ; que l'actif de la société d'acquêts, les immeubles et rentes qui seuls le composent, doivent donc être grevés de toutes les dettes. »

L'arrêt de Cassation du 3 août 1852, rendu après délibéré en Chambre du Conseil et sur les conclusions de l'avocat général Rouland dont nous avons cité plus haut quelques passages, reconnaît à notre cause les mêmes résultats quant à l'imputation des dettes, en vertu des mêmes principes : « Attendu, dit-il, que la communauté réduite aux acquêts immobiliers constitue une véritable communauté conventionnelle et que d'après l'article 1528, cette communauté bien que réduite, reste soumise aux règles de la communauté légale ; qu'ainsi elle est tenue des dettes contractées par le mari durant son existence, et qu'elle en est tenue sur les biens dont elle se compose... »

Le système de l'imputation de la totalité des dettes sur les biens de la société d'acquêts a donc triomphé à juste titre auprès de nos Cours normandes et de la Cour suprême. Il a aussi pour lui la grande majorité de la doctrine ; tous les auteurs contemporains qui l'étudient encore à titre de curiosité historique admettent ce mode de liquidation du passif comme étant la plus conforme au droit et à la justice (1).

1. Rodière et Pont, II, n° 1262. — Paul Pont. Dissertation dans la *Revue Critique*, t. III, p. 898 et s. — Aubry et Rau, V, § 522, texte et note 39, p. 461-462. — Laurent, XXIII, n° 199. — Guillouard, III, n° 1508. — Huc, IX,

Tel est le système qui doit être adopté en l'absence de toute stipulation spéciale insérée au contrat de mariage. Mais on s'est demandé si les futurs époux ne pouvaient pas modifier cette répartition du passif par une clause expresse du contrat de mariage (1). Cette proposition n'a évidemment à notre avis qu'un intérêt spéculatif, car les époux normands n'ont jamais songé à changer un mode de liquidation qui était conforme à leur tradition coutumière; ils n'auraient au contraire inséré de clause expresse que pour spécifier que tel était bien le mode d'imputation des dettes qu'ils entendaient voir appliquer.

§ 3. — *Effets de la clause sur la théorie
des récompenses*

La clause de réduction de la société d'acquêts aux immeubles et rentes a encore pour effet d'apporter de graves modifications à la théorie ordinaire des récompenses entre époux.

D'abord en ce qui concerne le mari, les cas où il devra une récompense à la communauté vont se trouver bien moins nombreux. Par exemple, le mari emploie-t-il des deniers ou des valeurs immobilières

n° 366. — Baudry-Lacantinerie, Lecourtois et Surville, III, n° 1323.

1. V. Baudry-Lacantinerie, Le Courtois et Surville; *loc. cit.* — Ils permettent certaines modifications, mais non celle qui mettrait toutes les dettes à la charge du mari, parce qu'une telle clause serait contraire aux articles 1521 et 1524, Code civ.

acquises au cours du mariage à payer ses dettes personnelles, il n'en devra point récompense, parce que ces deniers et valeurs sont d'après le contrat de mariage réputés propres au mari. Nous avons déjà vu qu'il en est ainsi notamment dans le cas prévu par l'article 1408, alinéa 1^{er}. Le mari ne devra pas non plus de récompense pour les deniers employés au paiement de grosses réparations ou d'améliorations concernant ses biens propres (1).

Mais devra-t-il récompense à la communauté de la valeur des immeubles acquêts qu'il a aliénés? L'affirmation ne nous paraît pas faire de doute, car une fois que la valeur de l'immeuble est entrée dans l'actif de la société d'acquêts, elle n'en peut plus sortir, et si le mari, en vertu de ses pouvoirs d'administrateur (art. 1421) peut aliéner cet immeuble, il est comptable envers la société d'acquêts du prix qu'il a encaissé et qui appartient à ladite société (2).

A l'égard de la femme, la clause qui nous occupe aura pour effet le plus souvent de transporter au mari le bénéfice de la récompense, qui en règle ordinaire reviendrait à la communauté. Ainsi, si des capitaux économisés par le mari sont employés soit en améliorations ou en grosses réparations des immeubles propres de l'épouse, soit à solder des cons-

1. Aubry et Rau, *loc. cit.* — Laurent, *loc. cit.* — Guil-louard, *loc. cit.* — Baudry-Lacantinerie, Le Courtois et Surville, *loc. cit.* — Sic., Cass. Req., 30 janvier 1850, S. 50. 1. 279.

2. B.-L. Le Courtois et Surville, III, n° 1324.

tructions élevées sur ces immeubles, soit à payer ses dettes personnelles, elle en devra récompense à son mari, parce qu'elle aura tiré profit des sommes dont celui-ci est seul propriétaire en vertu du contrat de mariage (1). Dans certains cas seulement, elle devra récompense à la société d'acquêts : nous avons déjà vu le cas où elle use du retrait d'indivision, en vertu de l'article 1408 alinéa 20, citons encore celui où un acquêt immeuble aurait été saisi pour payer une dette personnelle de la femme.

§ 4. — *De la rédaction de la clause
de société d'acquêts immobiliers*

Nous croyons qu'il est utile, pour terminer cette étude de la société d'acquêts normande en immeubles et rentes, de faire voir comment étaient rédigées, dans la pratique, les clauses qui l'établissaient dans le contrat de mariage.

Voici deux exemples de ces clauses, l'un ne faisant entrer dans la société d'acquêts que les immeubles, et l'autre contenant la stipulation complète en immeubles et rentes (2).

1. Aubry et Rau, V, p. 461. — Laurent, XXIII, n° 197. — Guillouard, III, n° 1506. — Lecourtois et Surville, *loc. cit.*

2. La réduction aux immeubles seuls paraît, d'après nos recherches, avoir été stipulée surtout dans les premiers contrats qui adoptèrent cette clause ; par la suite on prit l'habitude à la ville aussi bien qu'à la campagne, de faire entrer dans la société d'acquêts les immeubles et les rentes.

I. — « Les futurs époux déclarent se soumettre au régime dotal, en conséquence, ils renoncent à toutes lois et usages qui y seraient contraires. Cependant ils conviennent entre eux et stipulent une société d'acquêts, mais d'immeubles seulement (1). »

Cette clause était encore assez peu explicite ; la pratique notariale n'avait pas encore trouvé sa formule définitive.

II. — « Nonobstant la soumission au régime dotal, lesdits futurs stipulent qu'il y aura entre eux une société ou communauté d'acquêts, conformément aux articles 1498 et 1499 du Code civil, mais pour tous biens immeubles et rentes seulement que lesdits futurs pourront acquérir pendant le mariage autrement que par succession, donation, legs ou remplacement des propres aliénés du chef de chacun, à laquelle communauté la future sera toujours libre de renoncer (2). »

Cette clause est beaucoup plus explicite, — elle précise quels seront exactement les immeubles et rentes qui entreront dans la société d'acquêts. — D'autre part, elle stipule expressément que cette société doit être considérée comme une communauté conventionnelle ordinaire, ce qui ne permet plus de discuter le mode de liquidation de son passif, pour lequel on devra appliquer les règles ordinaires en matière de communauté.

1. Contrat de mariage du 1^{er} août 1809 (M^e Macaire, notaire à Caen).

2. 29 mars 1822 (M^e Macaire, notaire à Caen).

CHAPITRE II

De quelques autres survivances de l'ancien régime normand

A côté de la clause de remploi et de la stipulation d'une société d'acquêts plus ou moins réduite, nous pensons qu'il y a lieu de signaler quelques clauses moins importantes, qui ont eu également pour but de rapprocher le régime adopté par les époux de l'ancien statut matrimonial normand.

§ 1. — *Donations mutuelles entre époux par contrat de mariage*

Au premier rang de ces survivances particulières nous devons mettre l'habitude qui s'est conservée pendant tout le xix^e siècle et existe encore actuellement, de stipuler dans le contrat de mariage des donations mutuelles entre époux en cas de survie.

Sous l'empire de la coutume, ces donations étaient formellement interdites, mais la coutume elle-même

reconnaissait aux époux des droits de survie réciproques assez étendus. La femme avait droit à son douaire et à une part des meubles et conquêts. Le mari avait un droit de viduité sur tous les biens de sa femme prédécédée.

Le Code civil n'accordait aux époux aucun droit de survie sur leurs biens respectifs; ils n'avaient qu'un droit successoral très éloigné. Dans ces conditions, les époux normands qui voulaient conserver leurs droits traditionnels durent stipuler formellement dans le contrat de mariage l'étendue et les conditions des avantages dont ils entendaient se gratifier pour le cas de prédécès de l'un d'eux. Déjà, après la loi de nivôse an II qui avait supprimé les anciens avantages légaux, les contractants eurent recours pour y suppléer, ainsi que nous l'avons vu, à la forme de la donation éventuelle et réciproque.

Cet usage se continua sous l'empire du Code, qui en reconnaissait l'efficacité dans les limites de la quotité disponible édictée par lui. La stipulation de telles donations devint à peu près de style dans les contrats de mariage normands.

Au début, ces donations mutuelles, pour calquer assez fidèlement les anciens droits coutumiers de survie étaient inégales : à la femme, le mari donnait souvent outre un tiers en pleine propriété des meubles (ce qui faisait revivre l'ancien droit de succession de la femme sur cette catégorie de biens, comme nous l'avons déjà expliqué), et un tiers en usufruit des immeubles, ce qui était l'ancien douaire coutumier ;

au mari, la femme donnait l'usufruit de tous ses biens meubles et immeubles, sauf réduction en cas d'existence d'enfants. Cette inégalité de stipulations paraît s'être maintenue plus longtemps à la campagne qu'à la ville. Alors qu'à la ville, dès 1820, la plupart des donations entre époux étaient mutuelles et semblables, nous avons trouvé à la campagne des donations inégales jusque vers 1850.

La seconde forme de ces donations mutuelles fut généralement la suivante : les futurs époux se faisaient donation de la pleine propriété de leurs biens meubles moins les rentes, et de l'usufruit de leurs immeubles et rentes avec réduction en cas d'existence d'enfants à la quotité la plus large en usufruit, c'est-à-dire moitié de tous leurs biens. Mais le développement de la fortune mobilière vers le milieu du siècle dernier, fit modifier cette clause et adopter le mode de donation et la quotité qui existent encore de nos jours. Actuellement, la grande majorité des contrats de mariage contient une donation entre époux pour le cas de prédécès de l'un d'eux au profit du survivant de totalité de leurs biens respectifs meubles et immeubles en usufruit, avec réduction à la moitié des mêmes biens toujours en usufruit en cas d'existence d'enfants du mariage.

Cette donation mutuelle diffère évidemment quant à ses effets des anciens droits coutumiers de survie. Même à travers les vicissitudes que nous venons de constater, elle paraît bien être une institution propre à notre pays normand et un vestige de son ancien

régime matrimonial. Dans les régions voisines, et à Paris notamment, il n'est pas d'usage d'insérer de donations éventuelles entre époux dans le contrat de mariage.

C'est cependant une sage précaution et une marque réciproque d'affection et de confiance. N'est-il pas plus facile de stipuler des avantages réciproques dans les contrats de mariage, alors que la situation pécuniaire des époux a déjà été discutée pour les autres clauses, que de le faire au cours du mariage où chacun des époux se fera un scrupule de le demander à l'autre ? En cas de maladie, la situation du conjoint valide est d'autant plus délicate que l'autre est plus gravement malade : la demande de libéralités quelconques n'équivaudrait-elle pas pour celui-ci à la certitude d'une mort imminente ? Enfin, en cas de décès subit, le contrat de mariage, avec donation mutuelle, assure au survivant des avantages qu'il était probablement dans l'intention du prédécédé de lui faire. Pour toutes ces raisons, nous estimons que les notaires normands conseillent avec raison à leurs clients de stipuler en se mariant des donations réciproques.

§ 2. — *Institutions contractuelles au profit de la femme normande*

Nous croyons avoir rencontré une autre survivance de l'ancien régime matrimonial normand dans l'habitude qui dura pendant une partie du xix^e siècle

de doter la femme normande au moyen d'une institution contractuelle ou d'une promesse d'égalité ou de garder succession.

Sous l'ancien régime en effet, il était d'usage, surtout dans les familles nobles, de doter les filles au moyen d'une institution contractuelle ou d'une promesse de garder succession.

Une telle institution était d'ailleurs pleinement d'accord avec l'esprit conservateur de notre province, c'était un moyen précieux ajouté à tant d'autres pour assurer la transmission intégrale des biens dans les familles. La Coutume de Normandie, dans son article 244, lui donnait une sanction énergique : les biens de l'ascendant donateur devenaient inaliénables entre ses mains, comme ils le devenaient après sa mort en entrant effectivement dans la dot de la fille (1). En conséquence la femme normande, à qui ses parents, en la mariant, avaient fait la promesse de lui garder leur succession immobilière, pouvait revendiquer l'immeuble vendu par eux, les biens compris dans cette promesse ayant le caractère de biens dotaux du jour même du contrat de mariage la contenant (2).

1. Art. 244. — « Si le père ou la mère, aïeul ou aïeule, ou autre ascendant, reconnaît l'un de ses enfants pour héritier en faveur du mariage, et fait promesse de garder son héritage, il ne pourra aliéner ou hypothéquer ledit héritage, en tout ou en partie, au préjudice de celui au profit duquel il aura fait ladite disposition et de ses enfants. »

2. Caen, 20 février 1842, confirmé par arrêt de rejet du 11 mai 1824. S. VII. 1. 457.

Pendant la période révolutionnaire, cette stipulation disparut à peu près complètement ; elle était en contradiction avec les idées de l'époque, et la loi du 17 nivôse an II l'abrogea en même temps par les autres statuts et coutumes relatifs à la transmission des biens par succession ou donation (art. 61).

Le Code civil lui redonna la vie : sans que son nom même fût énoncé, l'article 1082 prévoit et autorise une donation qui présente bien tous les caractères de l'ancienne institution contractuelle (1).

Les notaires normands, lorsque se dessina le mouvement de réaction contre la communauté en faveur du régime dotal s'empressèrent de tirer de l'oubli l'ancienne clause coutumière, pour en faire un accessoire des prohibitions dotales. Il est vrai que le Code civil a fort diminué la sanction de l'ancien droit normand : la promesse d'égalité ou l'institution contractuelle n'enlève plus au donateur le droit d'aliéner à titre onéreux les biens compris dans la donation, elle lui retire seulement le droit d'en disposer à titre gratuit (art. 1083). Mais telle qu'elle subsistait encore, cette clause créait une indisponibilité suffisante pour tenter les partisans du retour à l'ancien régime coutumier. Elle entraînait la dotalité des biens que la femme recueillait par son moyen, ne fût-ce que sa part dans la réserve par

1. Jaubert, dans son rapport au Tribunat du 9 floréal an XII le reconnaît expressément.

application de l'article 1541 (1). La promesse d'égalité produisait le même résultat (2).

Nous avons rencontré des institutions contractuelles jointes au régime dotal à partir de 1809, elles avaient lieu dans cette forme : « En considération du mariage, M^{lle} Damaris de Philippe de Beaumont, tante paternelle de ladite future, fait donation irrévocable et en la meillenre forme que donation puisse valoir, à ladite future, ce aceptant et qui l'en remercie, de tous les biens meubles et immeubles qui se trouveront appartenir à ladite demoiselle donatrice, au jour de son décès en quoi que le tout puisse consister et en quelque endroit qu'il soit dû et situé. A cet effet elle institue ladite demoiselle sa nièce son héritière contractuelle et universelle (3).

Les clauses de ce genre restèrent assez fréquentes jusque vers 1850. Depuis cette époque, elles devinrent plus rares, et sont actuellement cantonnées dans un petit nombre de contrats. Elles ont d'ailleurs conservé leur caractère aristocratique, seules quelques familles nobles les emploient encore, leur trouvant sans doute un vague parfum de féodalité.

1. Cass., 21 nov. 1883 (D. 84. 1. 398) et 13 juillet 1886 (S. 86. 1. 451 ; D. 86. 1. 462). — Cf. Tessier, I, p. 20. — Rodière et Pont, III, n° 1649. — Guillouard, IV, n° 1713.

2. Bordeaux, 8 mars 1859 (*Journ. arr. Bordeaux*, 1859, p. 141) et auteurs cités à la note précédente.

3. Contrat de mariage devant M^e Macaire, notaire à Caen, du 1^{er} août 1809.

CHAPITRE III

Renseignements statistiques et Etat actuel du Régime Matrimonial Normand

Pour terminer cette étude des survivances de l'ancien régime matrimonial normand, nous pensons qu'il est intéressant de préciser par quelques renseignements statistiques l'évolution qu'il a subie au cours du XIX^e siècle, et de montrer par quelques chiffres les étapes qu'il a fournies. Pour résumer d'une façon claire cette évolution, nous avons relevé dans une des études de Caen tous les contrats de mariage qui y furent passés dans diverses années échelonnées au cours du siècle. Cette statistique est évidemment toute relative et locale, mais on peut par déduction en tirer une idée générale du mouvement des conventions matrimoniales dans notre province depuis le Code civil, en notant que les régions périphériques de la Normandie conservèrent moins fidèlement que le centre les traditions anciennes et se laissèrent plus facilement influencer par les usages des pays limitrophes. Nous compléterons

ce tableau, pour la période plus contemporaine par les statistiques officielles de l'administration de l'Enregistrement.

Voici d'abord les résultats de nos recherches à Caen :

Notaires	Années	Nombre total des contrats	Régime dotal		Communauté	Séparation de biens	Sans communauté
			Avec société d'acquêts et clauses de remploi	Sans société d'acquêts ni clauses de remploi			
M ^e Cavelier ...	An XII (depuis Code civil)	9		1	7		1
	An XIII	20	1	1	16	1	1
	An XIV						
	(3 mois)	10	1		8	1	
	1806	31	10	1	17	3	
M ^e Macaire....	1807	17	2		14	1	
	1808	27	1	2	23	1	
	1809	36	8	1	24	3	
	1810	25	8	2	13	2	
	1811	32	14		15	2	1
	1812	26	18	1	5	2	
	1813	65	53	1	8	3	
	1814	25	22		3		
	1815	29	23		3	3	
	1822	29	28		1		
	M ^e Delacodre..	1827	17	16	1		
	1834	35	28		7		
	M ^e Maheult....	1838	14	13	1		
	1841	17	14		2	1	
	M ^e Beaujour...	1848	29	23	5	1	
M ^e Costard....	1854	38	33		4	1	
	1860	30	27		2	1	
	1867	38	32		6		
	1880	20	12		8		
M ^e Perrotte....	1881	27	13		12	2	
	1890	21	7		14		
	1900	33	6		26		1

Nous voyons par le tableau qui précède, que le régime dotal normand, c'est-à-dire avec société d'acquêts plus ou moins réduite et aliénabilité des biens dotaux moyennant remploi, après avoir supplanté la communauté vers 1812 ainsi que nous l'avons expliqué en détail plus haut, fut pendant une grande partie du siècle dernier le régime presque exclusivement adopté. Ce n'est qu'à partir de 1875 environ que la faveur dont il jouissait jusque-là commença à se perdre au profit de la communauté réduite aux acquêts.

La statistique dressée en 1898 au ministère des Finances par l'intermédiaire de l'administration de l'enregistrement, précise encore cette décadence du régime dotal en Normandie.

En voici les résultats pour nos cinq départements :

Départements	Régime dotal			Nombre total des contrats de mariage en 1898
	Avec paraphernalité	Sans paraphernalité	Avec société d'acquêts	
Calvados.....	»	»	316	1.232
Seine-Inférieure..	5	5	390	1.370
Eure.....	»	1	149	1.014
Manche.....	2	»	85	1.724
Orne.....	»	»	28	778

Nous devons ajouter à cela que le total des contrats de mariage ne constitue que 30 o/o environ du nombre des mariages célébrés.

Enfin au Congrès International de droit comparé réuni à Paris en 1900, fut présentée une note sur le

régime matrimonial de droit commun et sur les différents régimes admis en France ; dans cette note se trouvaient insérés les résultats d'une enquête récente auprès des Chambres de notaires. Voici ce qu'elle constatait pour notre région : En Normandie, le régime dotal diminue ; il est presque toujours mitigé de société d'acquêts ; mais un grand nombre de contrats de mariage passés sous le régime de la communauté réduite aux acquêts renferment de véritables clauses de dotalité, sous la forme d'interdiction d'aliéner autrement qu'à certaines conditions ou à charge d'emploi. D'après un tableau dressé par la Chambre des notaires de Rouen, sur 100 contrats de mariage, 32 adoptent le régime dotal avec société d'acquêts, 1 le régime dotal pur et 12 des régimes combinés, de sorte que 45 o/o de ces contrats renferment encore des clauses dotales (1).

De ces diverses statistiques nous pouvons conclure que le régime dotal est en pleine décadence en Normandie. En 1898, il ne représentait plus que 4 o/o du nombre des contrats de mariage dans l'Orne, 5 o/o dans la Manche, 15 o/o dans l'Eure, 25 o/o dans le Calvados et 29 o/o dans la Seine-Inférieure. Depuis cette époque, ces proportions ont encore baissé : S'il est encore assez usité dans le Calvados et la Seine-Inférieure, il perd chaque jour du terrain dans l'Eure et a presque complètement disparu dans l'Orne et la Manche. « Le Midi de la Normandie », écrivait un

1. Dépinay, *op. cit.*, p. 344.

notaire de la Manche à M. Dépinay, « subit l'influence du voisinage de la Bretagne et du Maine, où les contrats de mariage sont rares. Nous faisons de moins en moins de contrats, et le régime dotal laisse ainsi la place à la communauté légale » (1). Depuis trente ans, la diminution du régime dotal atteint 25 0/0 dans les arrondissements du Havre et de Lisieux, et va jusqu'à 90 0/0 dans celui de Falaise et 95 0/0 dans celui de Cherbourg.

A Caen et à Rouen, centres des régions où la dotalité semble résister le mieux, nous avons pu nous rendre compte par expérience personnelle qu'elle voit de jour en jour ses partisans diminuer. Les notaires en détournent avec raison leurs clients, ou quand ils le stipulent dans les contrats ils n'en font plus qu'un accessoire de la communauté, qui forme le régime principal, ou bien ils l'élargissent tellement qu'il n'est plus qu'un bien pâle reflet de l'ancien régime dotal avec son rigoureux cortège de prohibitions.

Voici en résumé quel est à peu près son aspect actuel : Lorsqu'il est stipulé à titre principal, il est toujours accompagné d'une société d'acquêts en meubles et immeubles, la société réduite aux acquêts immobiliers a maintenant complètement disparu. La clause de dotalité est généralement universelle ; les immeubles dotaux sont toujours aliénables moyennant remploi en valeurs diverses, en placements

1. Dépinay, p. 347.

hypothécaires et même en l'acquit des dettes de la femme ainsi que nous l'avons expliqué plus haut. Quant à la dot mobilière, elle est presque toujours à la libre disposition des époux d'accord. A la différence de l'ancien droit normand le mari ne peut pas disposer seul des valeurs mobilières dotales. Enfin la femme se réserve le plus souvent la faculté de procéder au partage entre vifs de ses biens dotaux entre ses enfants, et surtout de renoncer à son hypothèque légale sur les biens de son mari ou de la société d'acquêts vendus ou hypothéqués par lui. Cette dernière clause en particulier est tout à fait en désaccord avec les anciennes prescriptions de la coutume de Normandie qui prohibait formellement toute intercession de la femme en faveur de son mari. Mais elle est aujourd'hui très précieuse, parce qu'elle évite les frais toujours relativement élevés d'une purge, et laisse subsister le crédit du mari.

Comme on le voit un tel régime n'a plus de dotal que le nom, il n'a conservé de l'ancien régime normand que l'obligation de remploi du prix des immeubles dotaux aliénés. Il ne diffère de la communauté réduite aux acquêts que par cette unique clause. C'est dire que son existence en Normandie ne sera plus de longue durée. De plus en plus on se contentera, lorsque les circonstances paraîtront nécessiter certaines garanties pour la femme à l'encontre de son mari, de stipuler une clause de dotalité partielle adjointe à la communauté d'acquêts.

CONCLUSION

Il nous reste, pour terminer cette étude, à dégager les causes qui ont amené la décadence actuelle du régime dotal en Normandie. La cause primordiale, à notre avis, est l'incompatibilité complète qui existe entre les conditions de la vie économique et sociale moderne, et les deux principes, archaïques et étroits qui constituent le fond même du régime matrimonial normand, principes que nous avons signalés au début de cette étude et que nous avons retrouvés dans toutes les institutions relatives au statut des époux normands : à savoir la conservation des biens dans les familles, et l'infériorité de la femme à l'égard de son mari.

Jusqu'en 1789 le principe de la conservation des richesses dans les familles avait gardé une grande partie de son utilité primitive : la fortune mobilière n'avait qu'une importance tout à fait secondaire « *res mobilis, res vilis* », disait un vieux dicton. Les seuls riches étaient ceux qui possédaient des biens fonds, des « héritages », pour employer l'ancienne expression normande ; la propriété immobilière était une source d'avantages et de privilèges,

que chaque famille s'efforçait de conserver jalousement, en empêchant par tous les moyens possibles le morcellement des grands domaines.

La Révolution, en abolissant les privilèges et en établissant l'égalité dans les partages, fit disparaître pendant une douzaine d'années ces tendances conservatrices ; ce mouvement eut pour conséquence, en Normandie, l'adoption de la communauté entre époux, et la décadence du régime dotal normand, dont on reconnut, d'une façon trop éphémère malheureusement, les inconvénients et les injustices.

Avec le Premier Empire et surtout la Restauration, les grands domaines se reforment, la propriété foncière voit renaître une partie de son ancienne importance. Avec elle le régime dotal reprend son rôle de gardien du bien des familles. Mais vers le milieu du ^{xix}^e siècle apparaît et se développe tout à coup en face de l'antique richesse en « héritages », la fortune mobilière. L'extension presque subite du commerce et de l'industrie, la création des voies ferrées, transforment la vie économique du pays ; ces nouvelles branches de l'activité sociale appellent les capitaux, donnant en échange actions et obligations.

Or le régime dotal normand, qui offre déjà bien des inconvénients pour les époux propriétaires d'immeubles, en présente plus encore à l'égard des valeurs mobilières ; outre les difficultés et les frais qu'occasionne tout transfert de valeurs appartenant à une femme dotale, les clauses de emploi contien-

nent souvent une liste limitative de valeurs, hors laquelle la femme ne peut effectuer le remploi de ses propres aliénés. C'est empêcher la femme de composer sa fortune mobilière d'une façon qui peut être avantageuse pour elle, sans constituer une spéculation aléatoire. Combien suranné et gênant, devient en présence de cette fortune mobilière le principe de la conservation du bien de la femme ! L'essence même de la richesse mobilière n'est-elle pas d'être extrêmement facile à modifier ? La condition principale de son existence est de pouvoir circuler librement. Le régime dotal, même avec clause de remploi, entrave cette libre circulation. Aussi, pour l'empêcher de nuire, on l'a supprimé en tant qu'il grevait la dot mobilière ; celle-ci est maintenant très souvent à la libre disposition des époux !

La propriété foncière reste donc seule immobilisée par le régime dotal, qui pèse aussi lourdement sur la fortune du mari et le prive même de tout crédit, par le jeu de l'hypothèque légale de la femme, à laquelle celle-ci ne peut renoncer. Mais là encore il voit son influence baisser rapidement : la crise actuelle de la propriété foncière et l'appauvrissement des campagnes lui retire, notamment en Normandie, une de ses raisons d'être principales : « Dans notre contrée, comme partout, écrivait à M. Dépinay un notaire du Calvados, on a moins qu'autrefois l'amour de la terre, et, en général, de la propriété foncière ; on tient donc moins à ce qu'elle

se conserve dans la famille (1). » Nous pouvons joindre à cela le morcellement de la terre qui entraîne des complications et des frais relativement énormes en cas de dotalité. Enfin, on s'est affranchi d'un des plus graves inconvénients du régime dotal en présence des nécessités économiques actuelles, en permettant à la femme de renoncer à son hypothèque légale en faveur de tous les acquéreurs ou prêteurs du mari ; celui-ci conserve ainsi le crédit sans lequel il lui serait impossible de prendre part aux opérations commerciales, industrielles ou financières qui constituent aujourd'hui le fond des « affaires ».

Ainsi la libre circulation des biens, « principe fondamental de notre état social » (2), a déjà privé le régime dotal normand de ses accessoires les plus caractéristiques ; nous estimons que les tendances modernes vers l'émancipation de la femme amèneront sa chute définitive (3).

Nous avons déjà montré que, sous l'ancien régime, la femme normande était considérée comme une incapable, à laquelle on ne pouvait rien confier de l'administration de sa fortune personnelle. Le vieux principe du *mundium* voulait en outre que son mari fût le maître de sa personne et de ses biens.

1. Dépinay, p. 353.

2. H. Coulon. *De la réforme du mariage*, p. 36.

3. Une des plus récentes manifestations de ces tendances est la loi du 13 juillet 1907 qui donne à la femme mariée la libre disposition des produits de son travail personnel.

On lui assurait la restitution de sa dot, même contre elle-même, en échange, elle ne devait pas réclamer sa part des bénéfices réalisés au cours du mariage ; le mari seul en profitait. La Révolution puis le Code civil abolirent la notion barbare du *mundium*, mais ils laissèrent subsister l'incapacité de la femme mariée (3). A la faveur de la réaction monarchique le régime dotal put se reconstituer avec ses anciens errements et son cortège de prohibitions abaissantes pour les facultés intellectuelles de la femme, à qui on semblait refuser toute volonté réfléchie. On y apporta bien en Normandie un palliatif : l'adjonction d'une société d'acquêts, qui permit à la femme de bénéficier des résultats heureux de l'industrie commune. Mais cette clause, qui pouvait constituer un réel progrès en 1805, ne saurait aujourd'hui donner satisfaction aux légitimes revendications de la femme.

La femme n'est plus de nos jours maintenue comme autrefois dans une ignorance voulue. Elle reçoit le plus souvent la même instruction que l'homme, elle peut donc tirer de son intelligence des ressources égales. Pourquoi, dès lors, les traiter différemment dans leur association ? Non seulement

1. « La femme doit se borner aux soins de la maternité et toute combinaison qui l'associe à des spéculations extérieures et intéressées la détourne de sa destination primitive et l'abaisse au lieu de l'élever », disait Duveyrier dans son rapport au Tribunat (Fenet, XIII, 700).

le mari ne devrait plus avoir l'administration et la jouissance des biens de la femme, mais encore la notion même de communauté devrait être poussée jusqu'à son complet développement.

Les deux époux, contribuant dans la même proportion à la prospérité du ménage, devraient avoir sur les biens communs des pouvoirs équivalents. Pourquoi ne pas donner à la femme sa part de responsabilité dans la gestion commune ? Les opérations n'en auraient que plus de chances d'être faites à bon escient, leur réussite possible ayant été discutée par les deux époux. En un mot, la femme devrait être véritablement « l'associée » de son mari. Un tel régime matrimonial ne pourrait que fortifier l'institution même du mariage. En effet, avec le régime actuel les époux mettent en commun leur vie, leurs aspirations, leurs joies et leurs peines ; leur fortune seule reste soumise à la volonté unique de l'un d'eux, qui peut en disposer à son gré contre les intérêts mêmes de l'association conjugale. Si l'on met au contraire la femme sur le même pied que son mari aussi bien dans l'administration générale des affaires que dans les gains à réaliser et dans les pertes à subir, cette étroite collaboration ne pourra que faire naître entre les époux plus de confiance et plus d'estime réciproques.

Tel est, selon nous, le régime matrimonial de l'avenir : on voit sans peine qu'il exclut formellement toute trace de l'ancien régime dotal normand. Cette

disparition prochaine sera la conséquence même des principes, aujourd'hui reconnus iniques, sur lesquels il repose. Dans notre société moderne, tous les biens doivent pouvoir circuler librement et sans entraves, la femme doit pouvoir disposer à sa guise de sa fortune, et le mariage doit faire naître entre les époux une association étroite d'intérêts pour la gestion de laquelle chacun d'eux doit avoir des droits égaux.

En somme l'histoire du régime dotal en Normandie n'aura été que le reflet de l'évolution de la société elle-même depuis 1789. Vestige d'un passé de privilèges et d'iniquités, il doit disparaître avec toutes les autres survivances de ce passé devant le développement des grands principes de la Révolution française, et la marche des idées vers le Progrès indéfini.

Vu : le Président de la thèse,
LEBRET

Vu : le Doyen,
VILLEY

Vu et permis d'imprimer :
Le Recteur de l'Université de Caen
ZEVORT

BIBLIOGRAPHIE

I. — Droit ancien

- Aguesseau* (d'). — Lettre à Machault. Œuvres complètes, édition Pardessus. Paris, 1829, 16 vol.
- Augustin Thierry*. — Histoire de la Conquête de l'Angle terre par les Normands. Paris, 1866, 2 vol.
- Basnage*. — Commentaires sur la Coutume de Normandie. Rouen, 1709, 2 vol.
- Beauchet*. — Loi de Vestrogothie. Paris, 1894.
- Bérault et Godefroy* (avec la paraphrase de d'Aviron). — Commentaires sur la Coutume de Normandie. Rouen, 1776, 2 vol.
- Biard*. — Traité du douaire en Normandie. Evreux, 1784.
- Bourdot de Richebourg*. — Nouveau Coutumier général. 4 vol. édition 1724, tome IV, p. 1 et s. — Le Grand Coutumier au pays et duché de Normandie.
- Brummer*. — Die Eutstchang der Schwingerichte. Berlin, 1871.
- Cauvet*. — Organisation de la famille en Normandie (Recueil de législation et de jurisprudence, 1747-1848). Cette étude se trouve aussi dans un volume in-8° réuni à plusieurs autres du même auteur.
- Colin* (Amb.). — Le droit des gens mariés dans la Coutume de Normandie. Nouvelle revue de droit, 1892, p. 427.

- Coupigny* (de). — Du bref de mariage encombré. Thèse, Caen, 1900.
- Duval-Duhazey*. — Traité de l'hérédité des femmes en Normandie, 1771.
- Flaust*. — Explication de la Coutume de Normandie. Rouen, 1781, 2 vol.
- Froland*. — Mémoires concernant l'abolition du sénatus-consulte velléien dans le duché de Normandie. 1 vol., édit. 1722.
- Génestal* (R.). — La tenure en bourgage dans les pays régis par la Coutume de Normandie. Thèse Paris, 1900.
- Gide*. — Etude sur la condition privée de la femme. Edit. Esmein.
- Glasson*. — Histoire du droit et des institutions d'Angleterre. Paris, 1882.
- Gruchy* (W.-Laurence de). — L'ancienne Coutume de Normandie. Jersey, 1881.
- Houïard*. — Dictionnaire de la Coutume de Normandie. Rouen, 1780, 4 vol.
- Jouen*. — Observations présentées par la Faculté de Droit de Caen sur le projet de loi de M. Delsol. Caen, 1875.
- Laferrière*. — Histoire du droit français, 1846-1858, 6 vol., t. V-VI.
- Le Poittevin*. — Des droits de la fille ou du mariage avant dans la Coutume de Normandie. Nouvelle Revue historique du droit Français et étranger, 1889.
- Littleton*. — Anciennes lois des français conservées par les Coutumes Anglaises. Houard. Rouen, 1766.

- Marie* (G.). — Du douaire de la femme en Normandie.
Thèse, Caen, 1890.
- Marnier*. — Coutumes, styles et usages au temps des Echi-
quiers de Normandie. 1 vol., 1839.
- Etablissements et Coutumes, assises et arrêts de
l'Echiquier de Normandie au XIII^e siècle (1207-1245),
1. vol., 1839.
- Nordström*. — Essai sur l'histoire du droit suédois. Stoc-
kholm, 1845.
- Olivecrona* (d'). — De la Communauté des biens entre époux
d'après les anciennes lois des peuples scandinaves
(Revue critique, 1859, p. 218 et s.).
- Pothier*. — Traité du Douaire. Œuvres. Edition Siffrein.
Paris, 1821.
- Ranchon*. — Le Régime de la dot en Normandie. Thèse
Paris, 1897.
- Rathery*. — Etude historique sur les institutions juridiques
de la Normandie. Paris, 1839.
- Remusson*. — Traité du Douaire. Paris, 1733.
- Roupnel et Pesnelle*. — Commentaire de la Coutume de
Normandie. 2 vol. édit. 1676-1677.
- Tardif*. — Coutumiers de Normandie. Rouen, 1881.
- Tome I. Le très Ancien Coutumier, textes latin,
français et normand.
- Tome II. Summa de legibus Normanniæ, texte latin.
- Terrien*. — Commentaires du droit civil tant public que privé,
observé au duché de Normandie. 1 vol. édit. 1574.
- Wheaton* (H.). — History of the Northmen, or Danes and
Normans, 1831, trad. 1844.

II. — Droit moderne

Archives Parlementaires (A. P.) par Mavidal et L. Laurent

1787 à 1863, 1^{re} série, 1787 à 1799, t. I à LXXII.

Aubry et Rau. — Cours de droit civil français, 1869-1879,
8 vol.

Baudry-Lacantinerie, Le Courtois et Surville. — Du Contrat de Mariage. 2^e édit., 1901, 3 vol.

Bellet des Minières. — Régime dotal et Communauté d'acquêts, 1853, 4 vol.

Benech. — De l'emploi et du remploi de la dot. 2^e édit. Paris, 1844.

Chassin. — Le génie de la Révolution. Les cahiers de 1789. Paris, 1864-1865, 2 vol.

Coulon (Henri). — De la réforme du mariage.

Dalloz. — Répertoire Alphabétique, au mot « Normandie. »

Dalloz (D.). — Recueil périodique.

Delaporte et Riffé-Caubray. — Pandectes françaises ou Commentaires raisonnés sur les Codes français, 1803-1809, 22 vol.

Dépinay. — Le Régime dotal. Paris, 1902.

Demante et Colmet de Santerre. — Cours analytique du Code civil, 1881-1895, 9 vol.

Duranton. — Cours de droit français, 1844, 22 vol.

Duvergier. — Collection complète des lois et décrets à partir de 1788.

Fenet. — Recueil complet des travaux préparatoires du Code civil. Paris, 1836, 15 vol.

Guillouard. — Traité du contrat de mariage. 3^e édit. 1895,
4 vol.

Homberg. — Des abus du régime dotal au point de vue des
intérêts du pays et de ceux de la famille. Rouen, 1894.

Huc. — Commentaire théorique et pratique du Code civil.
1892-1903, 15 vol.

Jouitou. — Etude sur le système du régime dotal. 1882-1888,
2 vol.

Journal des Arrêts des Cours Royales de Rouen et de
Caen. 13 vol., années 1824-1831. (J. A.)

Laurent. — Principes de droit civil français, 1893, 5^e édit.,
33 vol.

Marcadé. — Examen doctrinal d'un arrêt de Cassation du
3 août 1852. Revue critique, III, p. 86 et s.

Marcadé et Pont. — Explication théorique et pratique du
Code Napoléon, 1872-1884,, 7^e édit. 13 vol.

Marcel. — Du régime dotal et de la nécessité d'une réforme
dans cette partie de notre législation. 1 vol., édit.
1842.

Massé et Vergé, sur Zachariæ. — Le droit civil français.
1854-1860, 5 vol.

Merlin. — Répertoire universel et raisonné de jurispru-
dence, 1812.

Merlin. — Recueil alphabétique des questions de droit, 1819,
6 vol.

Pandectes Françaises Répertoire de doctrine, de législation
et de jurisprudence (P. F.)

Pannier. — Les Ruines de la Coutume de Normandie. Caen
1840.

Planiol. — Traité élémentaire de droit civil. 1902, 2^e éd.
3 vol.

Pont (Paul). — De la société d'acquêts immobiliers spécialement au point de vue de la liquidation de son passif
(Revue critique, III, p. 898 et s.).

Huet. — De la communauté stipulée en Normandie sous
l'empire de la loi du 17 nivôse an II.

Recueil des arrêts des Cours d'appel de Caen et de Rouen,
depuis 1837, et tables, (R. C. ou R. P.).

Robert (Ch.). — De l'emploi et du remploi sous le régime
dotal, 1896.

Rodière (A.) et *Pont* (Paul). — Traité du contrat de mariage
et des droits respectifs des époux. 2^e éd. Paris,
1869, 3 vol.

Rolland de Villargues. — Répertoire de la jurisprudence du
notariat, 1840-1845, 2^e édit. 9 vol.

Sagnac. — La législation civile de la Révolution Française.
1789-1804. Paris, 1898.

Sirey. — Recueil périodique, (S.).

Tessier. — Questions sur la dot. 1 vol., édit. 1852.

Tessier et de Loynes. — Traité de la société d'acquêts.
1881, 2^e édit.

Toullier et Duvergier. — Droit civil français. 1830-1848,
20 vol.

Troplong. — Commentaire du titre du contrat de mariage.
1857, 4 vol.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
INTRODUCTION.....	5

PREMIÈRE PARTIE

L'Ancien Régime Matrimonial Normand

CHAPITRE I. — Le Régime matrimonial de la Coutume de Normandie.....	17
<i>Section I.</i> — De la constitution de dot.....	19
<i>Section II.</i> — Droits respectifs des époux sur leurs biens pendant le mariage.....	22
A. — Droits du mari sur les biens de sa femme.....	22
B. — Contrats entre époux.....	25
C. — Inaliénabilité des immeubles de la femme.....	28
§ 1. — Aliénation unilatérale par le mari ou la femme	31
§ 2. — Aliénation consentie par les deux époux.	35
§ 3. — Prescription des biens dotaux.....	45
§ 4. — Situation particulière de la femme sépa- rée de biens.....	46
D. — Incapacité velléienne de la femme nor- mande.....	48
<i>Section III.</i> — Droits respectifs des époux sur les	

biens l'un de l'autre après la dissolution du mariage	52
A. — Droits de la femme.....	53
a) Restitution de la dot.....	63
b) Reprise des paraphernaux.....	54
c) Du douaire de la femme survivante.....	55
d) Droit de succession de la femme sur les meubles et conquêts.....	60
B. — Droit de viduité du mari.....	66
CHAPITRE II. — De la rédaction des contrats de mariage en Normandie sous l'Ancien Régime...	68
§ 1. — Règles de forme des contrats de mariage dans l'Ancienne Normandie.....	71
§ 2. — Principales clauses insérées dans les contrats de mariage normands sous l'Ancien Régime.....	75

DEUXIÈME PARTIE

Le Régime Matrimonial normand pendant la période révolutionnaire

CHAPITRE I. — Influence des lois révolutionnaires sur le régime matrimonial normand.....	97
Section I. — Œuvre des Assemblées Constituante et Législative.....	97
Section II. — La Convention Nationale.....	104
§ 1. — Projets de Code civil.....	105
§ 2. — Loi du 17 nivôse an II.....	107

§ 3. — Loi du 9 messidor an III.....	132
<i>Section III. — Le Directoire.....</i>	133
§ 1. — Nouveau projet de Code civil.....	133
§ 2. — La loi du 14 brumaire an VII.....	135
<i>Section IV. — Le Consulat.....</i>	136
Travaux préparatoires du Code civil.....	137
I. — Rédaction du projet.....	137
II. — Observations des tribunaux normands...	139
III. — Discussion et vote du projet.....	143
CHAPITRE II. — De la rédaction des contrats de mariage en Normandie pendant la période révolution- naire.....	148

TROISIÈME PARTIE

Le Régime Matrimonial Normand et le Code civil

Examen de la situation créé par le Code civil....	175
CHAPITRE I. — Le régime dotal normand au XIX ^e siècle.	196
<i>Section I. — De l'aliénabilité des biens dotaux moyennant emploi.....</i>	197
§ 1. — De la clause de emploi.....	199
§ 2. — De quelques questions relatives au rem- ploi dotal où la survivance de la tradition nor- mande a continué à se faire sentir.....	215
A. — Forme du remploi. — Acceptation de la femme.....	216
B. — Du remploi par anticipation.....	218
C. — De la situation du tiers acquéreur du	

bien dotal à défaut de remploi effectué avant la dissolution du mariage.....	220
D. — Du remploi effectué en biens du mari...	223
E. — Du remploi par l'acquit des dettes qui grèvent la dot.....	226
<i>Section II.</i> — De la société d'acquêts.....	236
<i>Section III.</i> — De la société d'acquêts normande réduite aux immeubles et rentes.....	241
§ 1. — Composition de l'actif.....	248
§ 2. — Du passif de la société d'acquêts immobi- liers et sa liquidation.....	252
§ 3. — Effet de la clause sur la théorie des récom- penses.....	266
§ 4. — De la rédaction de la clause de la société d'acquêts immobiliers.....	268
CHAPITRE II. — De quelques autres survivances de l'an- cien régime normand.....	270
§ 1. — Donations mutuelles entre époux par con- trat de mariage.....	270
§ 2. — Institutions contractuelles au profit de la femme normande.....	273
CHAPITRE III. — Renseignements statistiques et Etat actuel du Régime Matrimonial Normand....	277
CONCLUSION.....	283
BIBLIOGRAPHIE.....	290
TABLE DES MATIÈRES.....	296

